

REPUBLIQUE GABONAISE

*Union - Travail - Justice*

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES PARTICIPATIONS

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE  
ET DE LA POLITIQUE FISCALE



# TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

➤ SITUATION 2023 ◀  
PERSPECTIVES 2024-2025

Mai 2024





## DIRECTION DE PUBLICATION



Ministre de l'Économie et des Participations

Monsieur Mays MOUISSI

Directeur Général de l'Économie et de la Politique Fiscale

Monsieur Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général-Adjoint

Monsieur Lambert OTO'O NGOUA



Placée sous l'autorité du Ministre chargé de l'économie, la Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale (DGEFP) a pour missions de concevoir et mettre en œuvre la politique économique et fiscale du Gouvernement. A ce titre, elle est notamment chargée :

En matière de politique économique :

- ✦ de définir la stratégie économique de l'Etat;
- ✦ d'élaborer des prévisions économiques à court terme ;
- ✦ de collecter et analyser les informations conjoncturelles à caractère économique et social;
- ✦ d'assurer la veille économique....

En matière de politique fiscale :

- ✦ de définir, en concertation avec les administrations fiscale et douanière, les stratégies visant l'accroissement des recettes fiscales et douanières et de concevoir les politiques et actions qui découlent ;
- ✦ d'évaluer la mobilisation des recettes et d'élaborer les prévisions budgétaires annuelles ;
- ✦ de proposer aux pouvoirs publics des mesures de politique fiscale en vue d'accompagner le développement des activités économiques;
- ✦ de contribuer au renforcement et à l'évolution de la réglementation en matière fiscale et douanière....

La DGEFP est organisée en cinq (5) directions :

### **Direction des Institutions Financières (DIF):**

#### **Missions**

- ✦ de veiller au respect de la réglementation en matière financière;
- ✦ de suivre et analyser les activités du secteur financier ;
- ✦ d'étudier les principaux indicateurs monétaires et financiers ;
- ✦ d'analyser la conjoncture financière internationale ;
- ✦ de mettre œuvre la réglementation des changes ;
- ✦ de veiller au respect de la réglementation en vigueur dans l'exercice des activités financières autres que l'activité bancaire.

### **Direction des Programmes Sectoriels (DPS)**

#### **Missions**

- ✦ de suivre l'évolution de la conjoncture économique du secteur réel ;
- ✦ de suivre l'évolution des cours des matières premières ;
- ✦ de participer à la mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- ✦ d'élaborer des notes de conjoncture trimestrielles ;
- ✦ d'élaborer le rapport annuel sur la situation économique du pays consigné dans le Tableau de Bord de l'Economie ;
- ✦ de préparer le contexte économique national annexé au Rapport Economique et Financier des projets de lois de finances et de lois de règlements ;
- ✦ de participer à l'organisation de la concertation entre les administrations et économiques et financières et les opérateurs économiques.

### **Direction de la Prévision et des Analyses Economiques (DPAE)**

#### **Missions**

- ✦ de proposer la politique économique de la nation ;
- ✦ de suivre et évaluer la mise en œuvre des politiques économiques ;
- ✦ de suivre et analyser l'évolution des principales grandeurs macroéconomiques ;

- ✦ d'analyser l'impact économique du budget de l'Etat ;
- ✦ d'élaborer les prévisions économiques ;
- ✦ d'assurer la veille économique.

### Direction des Synthèses et de la Promotion Economiques (DSPE)

#### Missions :

- ✦ d'assurer la synthèse de l'ensemble des informations économiques, sociales, environnementales et démographiques ;
- ✦ de mener des études et de proposer des mesures de politique économique et sociale;
- ✦ d'assurer la promotion de l'économie nationale ;
- ✦ d'assurer la diffusion des publications.

### Direction de la Politique Fiscale (DPF)

#### Missions :

- ✦ de concevoir la politique fiscale de la Nation et définir les actions à mettre en œuvre, en concertation avec les administrations fiscale et douanière;
- ✦ de mesurer et analyser l'impact des mesures à caractère fiscal adoptées par les pouvoirs publics ;
- ✦ de prendre part aux concertations nationales dans le cadre de la mise en place des régimes fiscaux et douaniers spécifiques ;
- ✦ de suivre l'évolution des politiques fiscales communautaire et internationale ;
- ✦ de participer à l'élaboration de la législation fiscale.

# SOMMAIRE

RESUMÉ EXECUTIF .....	13
-----------------------	----

## **PARTIE I: L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL..... 15**

■ <b>I.1 L'ECONOMIE MONDIALE EN 2023 .....</b>	<b>16</b>
I.1.1 L'activité .....	16
I.1.4 Le commerce extérieur .....	18
I.1.5 Les finances publiques.....	19
I.1.6 Les taux d'intérêt.....	20
■ <b>I.2 L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE.....</b>	<b>20</b>
I.2.1 Le pétrole .....	20
I.2.2 Le sucre .....	20
I.2.3 Le cacao.....	21
I.2.4. Le café .....	21
I.2.5 L'huile de palme .....	22
I.2.6 Le caoutchouc naturel.....	23
I.2.7 Le minerai de manganèse.....	23
I.2.8 Le minerai de fer .....	24
I.2.9 L'or .....	24

## **PARTIE II: L'ACTIVITE NATIONALE ..... 25**

■ <b>II.1. EVOLUTIONS SECTORIELLES DE 2021 à 2023 .....</b>	<b>26</b>
■ <b>II.2 LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION.....</b>	<b>27</b>
II.2.1 Le pétrole .....	27
II.2.2 Le manganèse .....	28
■ <b>II.3 L'EXPLOITATION FORESTIERE .....</b>	<b>29</b>
■ <b>II.4 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE.....</b>	<b>30</b>
II.4.1 L'agriculture.....	30
II.4.1.1 Cultures vivrières et maraichères.....	30
II.4.1.2 Cultures de rente.....	30
II.4.2 L'élevage .....	33
■ <b>II.5 LES INDUSTRIES .....</b>	<b>33</b>
■ <b>II.5.1. Les Agro-industries .....</b>	<b>33</b>
II.5.1.1 La production meunière et avicole .....	34
II.5.1.2. Les huiles et corps gras .....	34
II.5.1.3 La production sucrière.....	34
Evolution de l'activité sucrière.....	35
II.5.1.4 Les boissons .....	35



II.11.2 La restauration.....	56
II.11.2.1. Restauration haut de Gamme .....	56
II.11.2.2. Restauration collective (ou catering) .....	57
II.11.2.3. Tourisme et loisirs.....	57
■ <b>II.12 LES INSTITUTIONS FINANCIERES.....</b>	<b>57</b>
II.12.1 Les banques commerciales .....	57
Les opérations bancaires .....	58
Les ressources .....	58
Les crédits distribués .....	58
Les opérations de gestion .....	59
Les opérations de trésorerie .....	60
II.12.2 Les établissements de microfinance .....	60
La configuration du secteur .....	60
Les fonds propres et l'intermédiation financière .....	61
Les opérations de trésorerie et la rentabilité financière .....	62
II.12.3 La situation des établissements financiers.....	62
Les ressources .....	63
Les emplois .....	63
Les investissements et créances impayées .....	63
II.12.4 L'activité mobile money .....	64
II.12.4.1. L'évolution du nombre d'abonnés et du réseau de distribution .....	64
II.12.4.2. L'évolution des transactions du Mobile Money.....	65
II.12.5 Les compagnies d'assurance.....	66
La branche Non Vie.....	66
La branche Vie et Capitalisation .....	67
Les sinistres réglés .....	67
Les commissions versées .....	67
Les placements .....	67
<b>PARTIE III: LES GRANDEURS MACRO-ECONMIQUES.....</b>	<b>70</b>
■ <b>III LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES .....</b>	<b>71</b>
■ <b>III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT .....</b>	<b>72</b>
III.1.1 Le PIB par secteur d'activité .....	72
III.1.2 Le PIB par la demande .....	73
■ <b>III.2 LE BUDGET DE L'ETAT.....</b>	<b>74</b>
III.2.1 L'équilibre budgétaire .....	74
III.2.1.1 Les ressources.....	75
III.2.1.2 Les emplois .....	75
■ <b>III.3. LA MONNAIE ET LE CREDIT .....</b>	<b>76</b>
III.3.1.1 La masse monétaire (M2) .....	76
III.3.1.2. Les ressources extra-monétaires.....	76
III.3.2. Les contreparties de la masse monétaire .....	77



III.3.2.1. Les avoirs extérieurs nets .....	77
III.3.2.2. Le crédit intérieur .....	77
III.4.1 La balance des transactions courantes .....	78
III.4.1.1 La balance commerciale .....	78
III.4.1.2 La balance des services .....	79
III.4.1.3 La balance des revenus et des transferts .....	79
III.4.2 La balance des capitaux .....	79
III.4.2 La balance des capitaux .....	79
III.4.3 La balance globale .....	80
■ <b>III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX</b> .....	<b>80</b>
III.5.1 L'emploi .....	80
III.5.1.1 L'emploi dans le secteur public .....	80
III.5.1.2 L'emploi dans les sociétés .....	81
III.5.2 La masse salariale .....	82
III.5.2.1 La masse salariale du secteur public .....	82
III.5.2.2 La masse salariale des sociétés .....	83
III.5.3 Les prix .....	84
III.5.3.1 L'analyse des prix par poste .....	84
III.5.3.2 Les nomenclatures secondaires .....	85
III.5.3.3 La compétitivité globale .....	86
■ <b>III.6 LA DETTE PUBLIQUE</b> .....	<b>86</b>
III.6.1 Le règlement de la dette .....	86
III.6.2 L'encours de la dette .....	87
■ <b>III.7 LA SURVEILLANCE MULTILATERALE</b> .....	<b>88</b>
<b>PARTIE IV: LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2023</b> .....	<b>89</b>
■ <b>IV- LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2023</b> .....	<b>90</b>
■ <b>IV.1 La politique budgétaire</b> .....	<b>90</b>
IV.1.1 Recouvrement des recettes et exécution des dépenses .....	90
IV.1.1.1 Politique de mobilisation des recettes .....	90
IV.1.1.2. Politique d'amélioration de l'efficacité de la dépense publique .....	92
■ <b>IV.2 Les politiques sectorielles</b> .....	<b>93</b>
IV.2.1 Le pivot économique .....	93
IV.2.1.1 Agriculture et Pêche .....	93
IV.2.1.2 Forêt-bois et environnement .....	94
IV.2.1.3 Mines et hydrocarbures .....	95
IV.2.2 Le pivot transverse .....	96
IV.2.2.1 Energie et Eau .....	96
IV.2.2.2 Infrastructures routières .....	96
IV.2.3 Le pivot social .....	97
IV.2.3.1 La santé .....	97

IV.2.3.2. La protection sociale .....	97
IV.2.3.3 Le Programme Gabon-Egalité .....	98
IV.2.4 Le développement du capital humain .....	98
IV.2.4.1 L'éducation nationale .....	98
IV.2.4.2 L'enseignement supérieur .....	98
IV.2.4.3 L'enseignement technique et professionnel .....	99
IV.2.4.4 L'économie numérique .....	99
IV.2.5 La politique monétaire .....	100

## **PARTIE IV: LES PERSPECTIVES 2024 – 2025..... 101**

<b>■ V.1. L'ECONOMIE MONDIALE EN 2024 et 2025 .....</b>	<b>102</b>
V.1.1 La conjoncture dans les principaux pays avancés .....	102
V.1.2 La conjoncture dans les pays émergents et en développement .....	102
V.1.3 La conjoncture dans les pays de la CEMAC .....	103
V.1.4 L'évolution des produits de base .....	103
<b>■ V.2 LE CONTEXTE NATIONAL .....</b>	<b>104</b>
V.2.1. Le pétrole .....	104
V.2.2 Les mines .....	104
V.2.3 La filière bois .....	105
V.2.4 L'agriculture .....	105
V.2.5 Les Agro-industries .....	105
V.2.6 Les autres industries .....	105
V.2.7 L'énergie .....	105
V.2.8 Les BTP .....	105
V.2.9 Les transports et les auxiliaires de transport .....	105
V.2.10 Le commerce .....	106
V.2.11 Les services .....	106
V.2.12 L'hôtellerie .....	106
<b>■ V.3 LES ESTIMATIONS MACROECONOMIQUES EN 2024 ET 2025 .....</b>	<b>106</b>
V.3.1. Les principales hypothèses .....	106
V.3.2. La formation du PIB prévisionnel en 2024 et 2025 .....	107
V.3.2.1 Les ressources du PIB prévisionnel en 2024 et 2025 .....	107
V.3.2.2 Les emplois du PIB prévisionnel en 2024 et 2025 .....	109
V.3.3. La balance des paiements prévisionnelle 2024-2025 .....	110
V.3.3.1 La balance prévisionnelle des transactions courantes .....	110
V.3.3.2 La balance commerciale prévisionnelle .....	110
V.3.3.3 La balance prévisionnelle des services .....	111
V.3.3.4 La balance prévisionnelle des revenus et des transferts .....	111
V.3.3.5 La balance prévisionnelle des capitaux .....	111
V.3.3.6 La balance globale prévisionnelle .....	112
V.3.4 L'Emploi, les salaires et les prix .....	112
V.3.4.1 L'Emploi .....	112
V.3.4.2 Les salaires .....	112

V.3.4.3 Les prix.....	112
<b>■ V.4 LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNE-</b>	
<b>    MENT EN 2024-2025.....</b>	<b>113</b>
V.4.1 Politique budgétaire et sectorielle du Gouvernement .....	113
V.4.1.1 La Politique budgétaire .....	113
V.4.1.2 La politique sectorielle .....	115
L'éducation nationale, enseignement supérieur et formation professionnelle.....	116
<b>■ CONCLUSION .....</b>	<b>118</b>
<b>■ LES ANNEXES .....</b>	<b>120</b>
<b>■ EQUIPES DE RÉDACTION .....</b>	<b>123</b>

La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, administrations et opinions informées qui ont permis la réalisation de ce 54ième Tableau de Bord de l'Economie.

L'ensemble des informations contenues dans ce tableau de bord résulte d'un effort de synthèse des résultats de l'enquête de conjoncture réalisée en février 2024, complétée par de nombreux entretiens auprès des opinions informées et aussi des estimations bâties à partir du Modèle de l'Economie Gabonaise (MEGA).

L'enquête annuelle a porté sur un échantillon de plus de cinq cents quatre-vingt (580) entreprises représentant tous les secteurs d'activité et auprès des administrations.



En matière de prix, l'année 2023 a été marquée par une atténuation des tensions inflationnistes sur le territoire national, à la faveur du renforcement des mesures de lutte contre la vie chère. En effet, le taux d'inflation est passé de 4,3% à 3,6% en 2023. Néanmoins, ce taux reste élevé et demeure au-dessus de la norme communautaire.

La croissance économique observée en 2023 n'a pas été créatrice d'emplois privés (-0,5%). Néanmoins, à fin 2023 les effectifs globaux du secteur moderne ont progressé de 1,8%, tirés par la hausse de 3,8% enregistrée dans le secteur public.

En 2023, le budget a été arrêté à 3 602,3 milliards de FCFA en ressources et en emplois, soit une amélioration de 9,3% par rapport à la loi de finances rectifiée 2022. Ainsi, les ressources propres et d'emprunt ont augmenté respectivement de +4,9% et +20,1%.

Sur la période, le secteur extérieur s'est caractérisé par un creusement du déficit de la balance de paiement qui atteint 75,9 milliards de FCFA, expliqué par l'apparition d'un déficit courant de 353,4 milliards de FCFA contre un excédent de 755,5 milliards en 2022. En effet, le solde des échanges de biens s'est replié de 40,8%, suite au recul des exportations (-15,9%) et à la hausse des importations (+8,2%). Cette évolution est induite par la baisse des ventes en valeur de pétrole, de manganèse et de bois, en lien avec le fléchissement des prix de ces matières premières.

A fin décembre 2023, la situation monétaire au sens large, corrélée à l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur, est caractérisée par une hausse des crédits intérieurs nets (+6,8%), une consolidation de la masse monétaire (+9,7%) et une baisse des avoirs extérieurs nets (-9,1%).



## I.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2023

En 2023, suite aux conséquences persistantes de la COVID -19 et de la crise immobilière en Chine, au conflit en Ukraine et à une inflation encore élevée, l'économie mondiale a de nouveau ralenti. Cette décélération est perceptible au sein de la plupart des zones géographiques, même si les économies des pays émergents et en développement ont été encore une fois, les principales locomotives de cette expansion.

Ces évolutions se sont opérées dans un contexte de resserrement des politiques monétaires des principales banques centrales, de baisse progressive des prix des principaux produits de base et de maintien des seuils élevés des déficits publics.

La décélération de l'activité a induit un ralentissement du rythme d'accroissement du commerce de marchandises (+0,4% contre +5,2% en 2022), en raison de la baisse généralisée de la demande au niveau international. Ainsi, la croissance de l'économie a été de 3,2% en 2023 contre 3,5% en 2022.

### I.1.1 L'activité



La croissance économique des pays avancés a ralenti à 1,6% en 2023 contre 2,6% en 2022. Néanmoins, dans ce groupe de pays, on note une hétérogénéité de situations en fonction des zones géographiques. En effet, le ralentissement dans les économies avancées traduit à la fois un niveau de croissance satisfaisant aux États-Unis et des performances moins bonnes en zone Euro et Grande-Bretagne.

Ainsi, l'économie américaine a enregistré un taux de croissance de 2,5% contre 1,9% en 2022. Cette progression a été favorisée essentiellement par la consommation des ménages, en dépit d'une hausse de l'inflation et des taux d'intérêt.

Au Japon, malgré la chute du yen et le déclin démographique accéléré de l'archipel, le PIB a progressé de 1,9% contre 1,0% un an plus tôt, en raison de la robustesse des investissements non résidentiels des entreprises privées durant le dernier trimestre.

Dans le même temps, la croissance de la Zone euro a décéléré à 0,4% contre 3,4% un an auparavant, en lien avec des taux d'intérêt élevés destinés à juguler une inflation record. En outre, le resserrement du crédit a pesé sur l'investissement et la consommation des entreprises comme des ménages, tandis que les exportations ont pâti du fléchissement de la demande mondiale.

Au sein de cette Zone, le PIB de l'Allemagne a été inférieur à la moyenne des pays de cet espace. En effet, plombée par une faible demande extérieure, la hausse des coûts de l'énergie pour son secteur manufacturier et le relèvement des taux d'intérêt par la Banque Centrale Européenne (BCE), la croissance a reculé à 0,3% sur la période contre +1,8% en 2022.

De même, la contreperformance de l'économie française procède principalement de la baisse de la consommation des ménages et de l'investissement, en raison de la hausse de l'inflation et du coût élevé du crédit. Ainsi, le PIB a augmenté de 0,9% contre +2,5% l'année précédente.

Enfin, l'Italie et l'Espagne ont enregistré des évolutions opposées. En effet, freinée par des taux d'intérêt excessifs, la demande intérieure italienne a marqué un recul, plombant ainsi le produit intérieur brut qui a chuté à 0,9% contre +4,0% en 2022. Par contre, la croissance de l'Espagne a évolué de 2,5%, portée par le secteur touristique.

Hors zone, l'expansion du Royaume-Uni a évolué de 0,1% contre 4,3% en 2022. Cette décroissance de l'économie découle des taux d'intérêt élevés et de l'inflation ayant mis sous pression les revenus des ménages et les finances des entreprises.

Quant aux pays émergents et en développement, la croissance s'est située à 4,3% contre 4,1% en 2022.

Dans les pays en transition, les pays exportateurs de pétrole ont bénéficié du niveau élevé des prix de cette matière première. En Russie, notamment, le PIB s'est accru de 3,6%, après une contraction de 1,2% un an plus tôt. Ce rebond de l'activité est consécutif à l'explosion des commandes militaires de munitions et d'armements.





des prix des combustibles et des denrées alimentaires, en lien avec le conflit en Ukraine.

Par pays, en glissement annuel, à fin décembre 2023, le Cameroun continue de porter la dynamique des prix de la Sous-région (+7,4%) du fait de son poids dans l'activité économique sous-régionale, suivi du Tchad (4,1%), du Congo (4,3%), de la Guinée-Equatoriale (2,4%), du Gabon (3,6%), et de la République Centrafricaine (3,0%).

### I.1.3. L'emploi



En 2023, le taux de chômage mondial s'est établi à 5,1%, soit une légère amélioration par rapport à 2022, où il se situait à 5,3%. En effet, le nombre de personnes sans emploi est passé de 192 millions en 2022 à 191 millions en 2023.

Dans le détail, le marché du travail aux Etats-Unis s'est révélé peu attractif en 2023. Le taux de chômage a atteint 3,7% contre 3,5% l'année précédente. Sur l'ensemble de l'année, 2,7 millions d'emplois supplémentaires ont été créés contre 4,8 millions en 2022.

Au Japon, le taux de chômage s'est établi à 2,6%, soit une situation de plein emploi, dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre. En effet, le pays doit faire face au vieillissement de sa population et à des mesures très strictes concernant la main-d'œuvre étrangère. En conséquence, de nombreux secteurs d'activités ont enregistré des déficits en personnels, notamment dans les transports et le bâtiment. En revanche, le secteur des services, notamment l'hôtellerie-restauration, continue de bénéficier de la réouverture totale du Japon aux visiteurs étrangers et de généreuses subventions publiques encourageant le tourisme intérieur. Par ailleurs, l'économie a bénéficié d'une politique monétaire ultra accommodante qui privilégie la reprise de l'activité à la lutte contre l'inflation.

Dans la zone euro, malgré un ralentissement de l'économie, le taux de chômage s'est amélioré pour atteindre 6,4% contre 6,7% en 2022. Néanmoins, les évolutions sont divergentes d'un pays à l'autre.

En France, le taux de chômage est monté à 7,5%. En Allemagne, il s'est établi à 3,1% en 2023 contre 7,5%. En Espagne le taux de chômage a reculé à environ 11,6% de la population active fin décembre 2023, contre 12,8% fin 2022, grâce à de fortes créations d'emplois, notamment dans le secteur des services.

Hors de la zone euro, le Royaume-Uni a enregistré un accroissement du taux de chômage à 4,2%. Cette évolution s'explique par la récession enregistrée au cours du second semestre.

### I.1.4 Le commerce extérieur



Marqué par la poursuite de la guerre en Ukraine, la hausse de l'inflation, le resserrement de la politique monétaire des principales banques, le volume des marchandises manipulées s'est contracté de 1,2 % en 2023. En valeur, le commerce mondial enregistre une baisse encore plus impressionnante de 5 %, pour s'établir à 24 010 milliards de dollars.

Cette évolution est expliquée par l'inflation qui a pesé sur la demande en biens manufacturés, le fléchissement du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial dans une moindre mesure, et par les perturbations liées à la crise en mer rouge. En effet, les attaques menées par les rebelles houthistes depuis le Yémen, à partir de novembre 2023, ont réduit de 72 % le trafic du canal de Suez, qui assure le tiers des conteneurs transportés entre l'Asie et l'Europe et 12 % du commerce mondial.

Aux Etats-Unis, sur l'ensemble de l'année, l'écart entre importations et exportations s'est réduit de 18,7% à 773,4 milliards de dollars. En effet, les exportations (+1,2%) se sont chiffrées à 3 053,5 milliards de dollars, tandis que les importations ont diminué de 3,6% à 3 826,9 milliards de dollars.

Après une année de tous les records, avec un déficit de 19 971 milliards de yens enregistré en 2022, le Japon a réussi à réduire son déficit commercial, suite principalement à la contraction des cours internationaux des produits énergétiques. En effet, ce solde s'est tassé de près de 59,9% pour se chiffrer à 9 291,4 milliards de yens.

Concernant la Zone euro, le commerce extérieur a enregistré une amélioration du fait de la baisse de la facture énergétique. En effet, les pays membres ont réalisé un excédent de 64 milliards d'euros



## I.1.6 Les taux d'intérêt



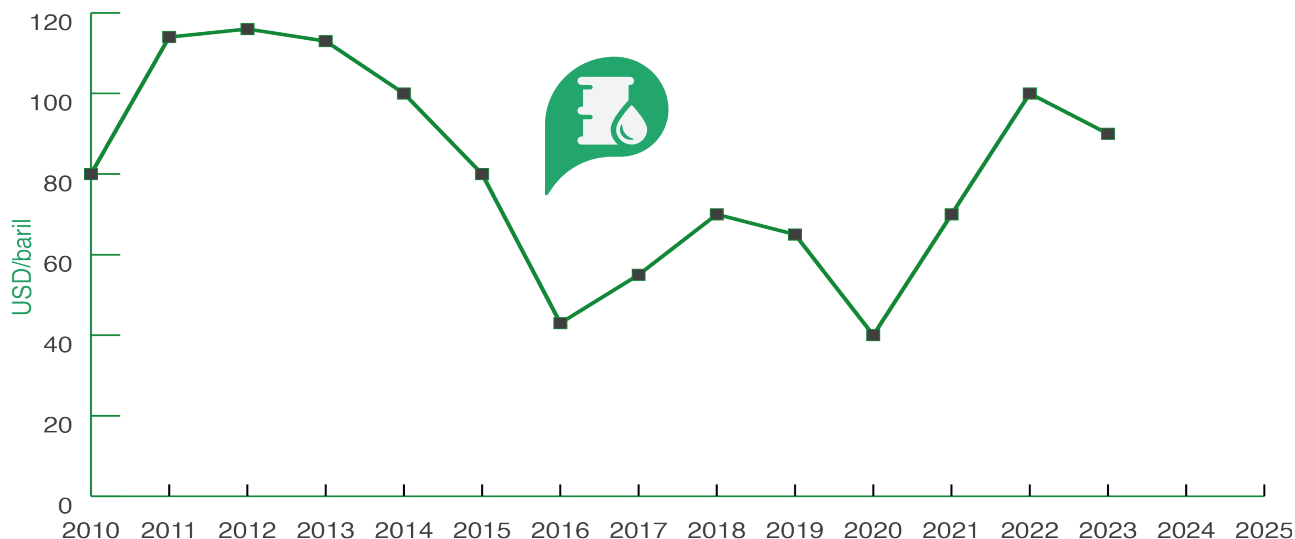
En dépit d'un recul progressif de l'inflation dans le monde en 2023, la majorité des banques centrales ont maintenu des politiques monétaires restrictives de lutte contre la hausse généralisée des prix. En effet, aux Etats-Unis, la Réserve fédérale américaine (Fed) a décidé de maintenir ses taux directeurs inchangés pour la troisième fois consécutive en 2023. Ces derniers se situent entre 5,25% et 5,50%. Outre atlantique, la Banque Centrale Européenne (BCE) a également gardé ses taux d'intérêt à un niveau historiquement élevé, entre 4% et 4,75% ; le principal taux de refinancement pour les banques étant à 4,5%.

## I.2 L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

L'année 2023 a été marquée par une quasi-stabilité des échanges (+0,15%) par rapport à l'année précédente. Le resserrement de la politique monétaire appliqué par les banques centrales pour endiguer l'inflation a considérablement freiné l'essor de l'activité économique. Dans ce contexte, l'indice des cours de produits de base a été orienté à la baisse, lesté par la chute des prix de l'énergie (-36,7%) conjuguée au repli des prix des produits non énergétiques (-5,7%), notamment la baisse des prix de 6,7% des produits alimentaires et de 2,7% des métaux de base.

### I.2.1 Le pétrole

En 2023, le marché du pétrole a été très volatile du fait du ralentissement de l'activité économique, des tensions géopolitiques, mais également du durcissement des coupes de production de l'OPEP+. Sur la période d'analyse, le ralentissement de l'économie mondiale a davantage lesté les cours, malgré les risques pesant sur l'offre, induits par les conséquences du conflit au Moyen-Orient. Dans ce contexte, les prix se sont contractés (-16,8%) pour clôturer en moyenne à 82,32 dollars américains (USD) contre 99 USD un an plus tôt.



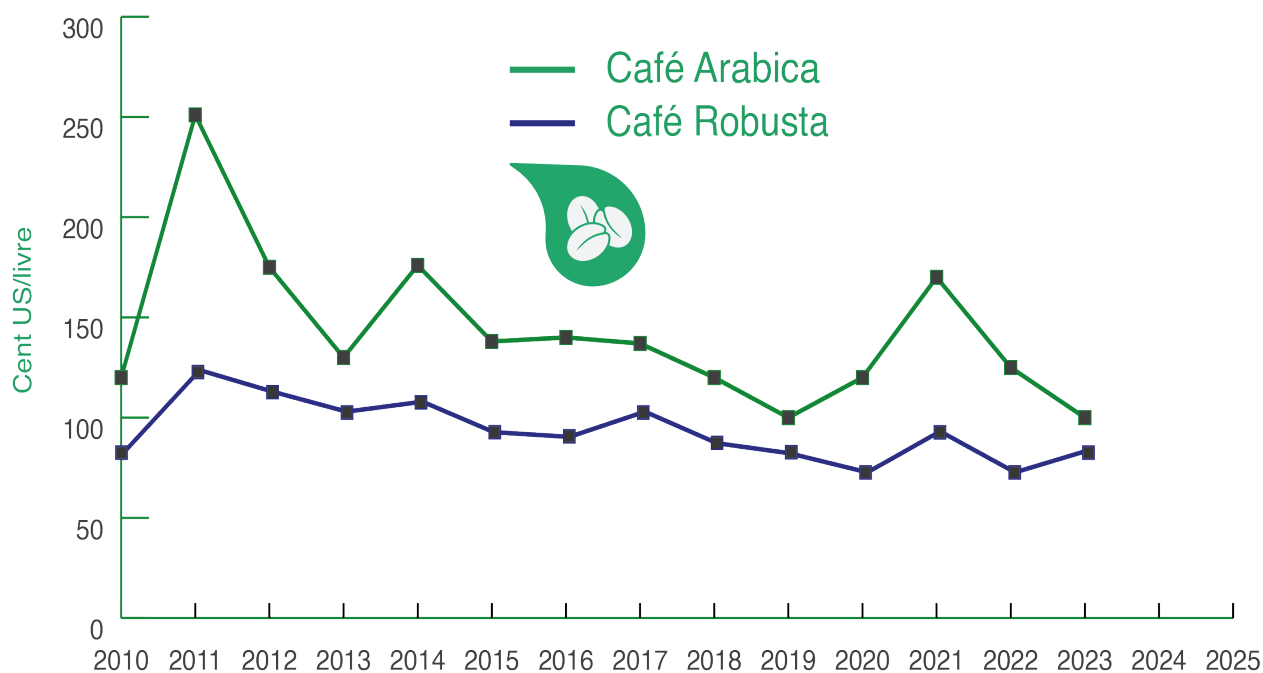
Source: INSEE

### I.2.2 Le sucre

Les prix du sucre ont été bien orientés en 2023, soutenus par une offre restreinte face à une forte demande, dans un contexte de poursuite du conflit russo-ukrainien. En effet, les prix ont subi une pression à la hausse en raison des craintes d'une pénurie liée aux difficultés éprouvées par l'Inde (2<sup>ème</sup> fournisseur mondial après le Brésil). En conséquence, le prix du sucre blanc s'est apprécié de 27,7% à 24,03 cents la livre à Londres.



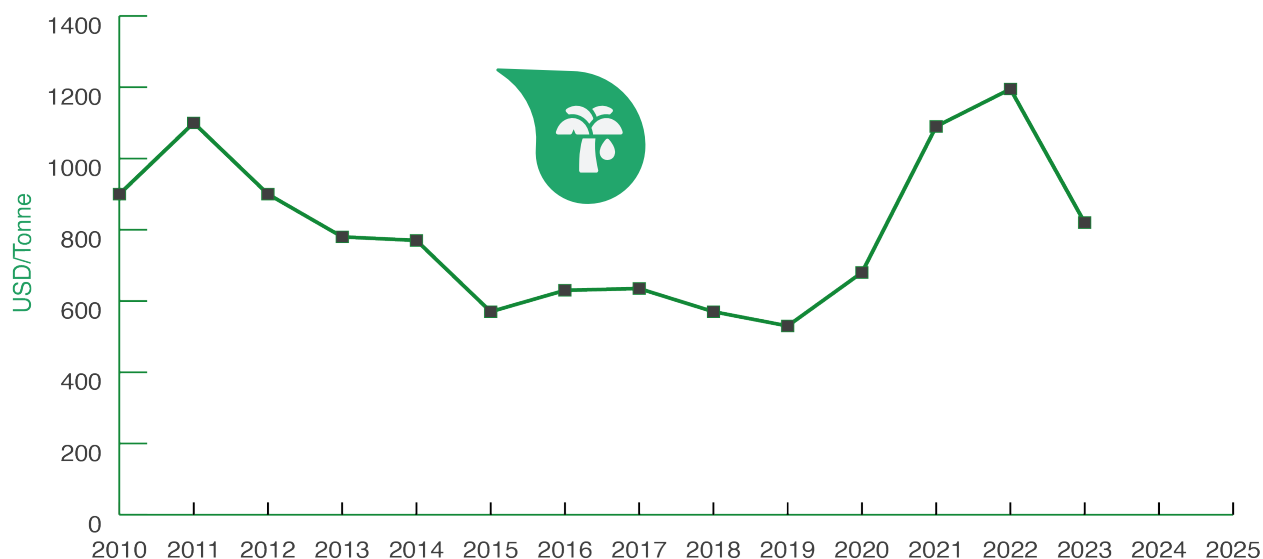
de 15% la tonne à Londres pour atteindre 78,5 cents la livre.



Source :INSEE

### I.2.5 L'huile de palme

Au terme de l'année 2023, les cours de l'huile de palme ont reculé de 28,8% à 838,4 dollars US la tonne métrique en glissement annuel. Cette évolution découle, d'une part, d'une offre abondante face à une demande frileuse, d'autre part, d'une meilleure compétitivité des autres huiles végétales.

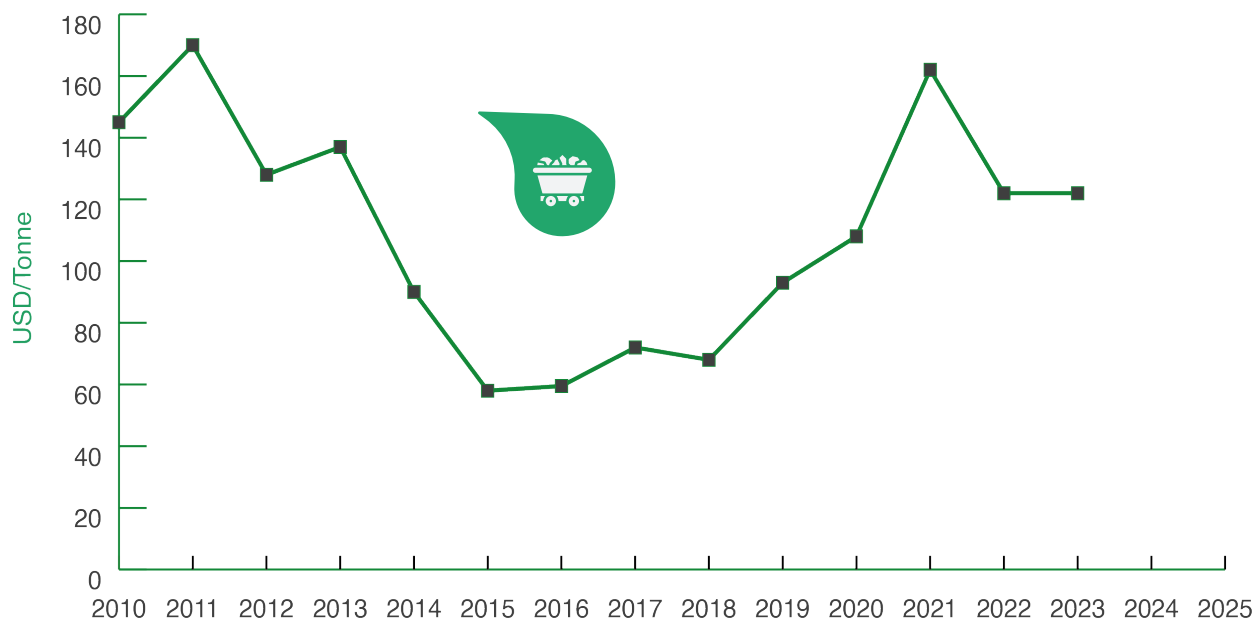


Source: INSEE



## I.2.8 Le minerai de fer

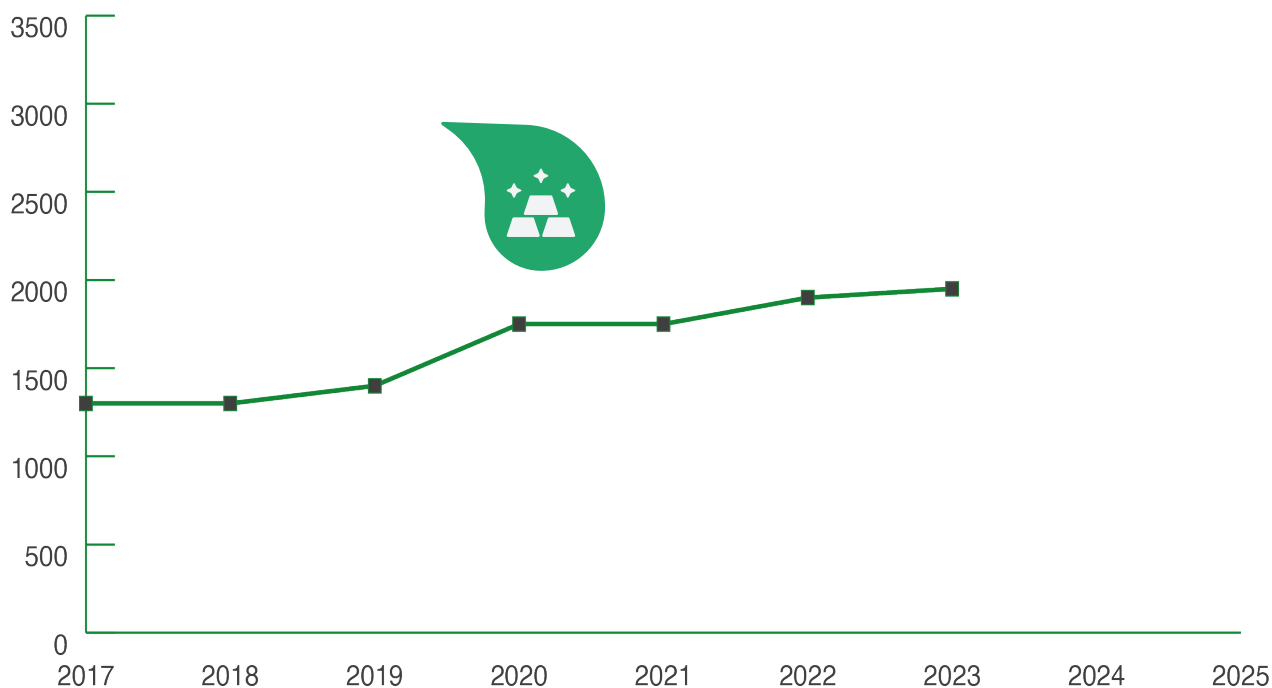
Le prix moyen du minerai de fer a fléchi de 0,3% à 1 203 dollars la tonne. En effet, après les années fastes durant la pandémie, un rééquilibrage s'est opéré entre l'offre et la demande, conforté par le ralentissement de l'économie mondiale,



Source: INSEE

## I.2.9 L'or

Les cours moyens de l'or se sont appréciés de 7,9% à 1 943 dollars l'once comparativement à la même période en 2022. Ce métal a gardé sa fonction de valeur refuge malgré le resserrement de la politique monétaire par les principales banques centrales occidentales.



Source : INSEE





# DEUXIEME PARTIE

## L'ACTIVITE NATIONALE

## II.1. EVOLUTIONS SECTORIELLES DE 2021 à 2023

SECTEURS	2021	2022	2023
Secteur primaire			
Hydrocarbures			
Pétrole	↘	↗	↗
Manganèse	↗	↗	↘
Exploitation forestière	↗	↗	↘
Agriculture et élevage			
Cultures maraichères	↘	↘	↘
Cacao-culture	↗	↗	↗
Caféiculture	↘	↘	↗
Huile de palme brute	↗	↗	↘
Caoutchouc naturel	↘	↗	↗
Elevage	↗	↗	+/-
Pêche	↗	↘	
Secteur secondaire			
Industries agro-alimentaires, boissons			
Huiles et corps gras	↗	↗	↗
Production sucrière	↘	↘	↗
Boissons gazeuses et alcoolisées	↗	↗	↗
Eau minérale	↗	↗	↗
Industries du bois			
Unités de sciages	↗	↗	↘
Unités de déroulage	↗	↗	
Placage	↗	↘	↘
Contreplaqué	↗	↗	↘
Raffinage	↗	↗	↘
Production et distribution de l'électricité			
Electricité	↗	↗	↗
Eau	↗	↘	↘
Autres industries de transformation			
Peintures	↗	↘	↘
Matériaux de construction	↗	↗	↘
Seconde transformation des métaux	↘	↘	↗
Imprimerie	↗	↗	↘
Industrie minière	↗	↗	↘
Secteur tertiaire			
Transports et auxiliaires de transports			
Aérien	↗	↗	↗
Ferroviaire	↗	↗	↘
Transport terrestre (urbain)	↘	↗	↘
Activités portuaires (Owendo)	↗	↗	↘
Télécommunications	↗	↗	↗
Commerce			
Général structuré	↗	↗	↗
Véhicules utilitaires neufs	↘	↗	
Véhicules industriels	↘	↗	↗
Produits pétroliers	↘	↗	↘
Produits pharmaceutiques	↗	↘	↗
Services			
Rendus aux particuliers	↗	↗	↗
Rendus aux entreprises	↗	↘	+/-
Réparation mécanique	↗	↗	↘
Hôtellerie	↗	↗	↗

Source : DGEPP

## II.2 LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

### II.2.1 Le pétrole

Le marché mondial du pétrole s'est adapté à de nouvelles dynamiques commerciales, marquées par la faiblesse de la demande globale de pétrole brut et le changement de destination du pétrole brut russe vers les zones en dehors de l'UE suite à l'enlèvement de la guerre en Ukraine. Ces dynamiques ont compensé les effets des réductions de l'offre de pétrole brut de l'OPEP+, ce qui a permis le maintien des prix à des niveaux confortables. Au niveau national, la poursuite de projets d'appréciation et d'exploration a dominé l'activité qui s'est déroulée sans incidents majeurs.

#### La production

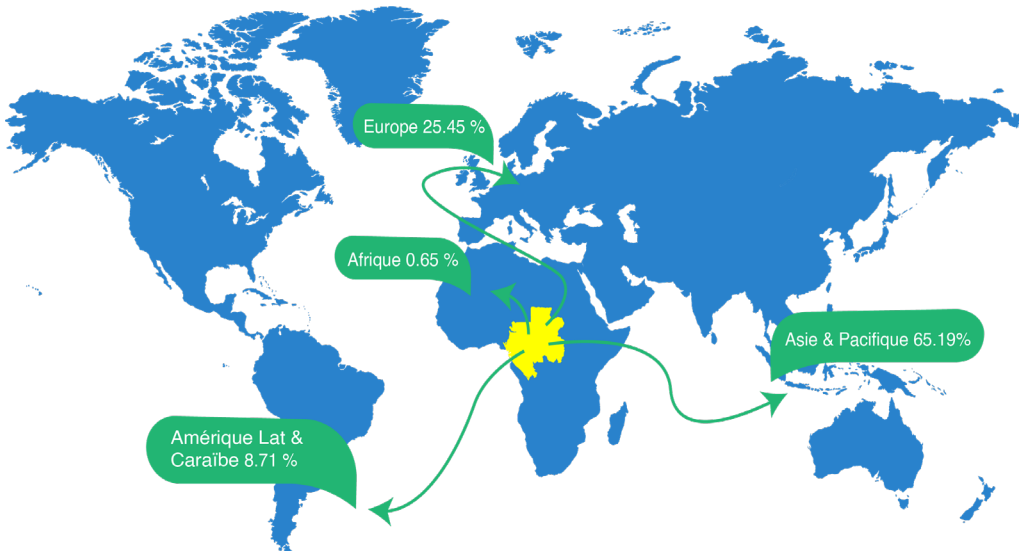
En 2023, la production nationale de pétrole brut a augmenté de 7,6% pour se situer à 11,16 millions de tonnes métriques (81,467 millions de barils). Cette consolidation de la production s'explique par la mise en production de nouveaux champs chez Perenco et BWE, le redéveloppement d'anciens champs (forages chez Perenco, Assala, BWE, Maurel & Prom) et l'optimisation de la production par le reconditionnement des puits.

#### Evolution de l'activité pétrolière

	2021	2022	2023	23/22
Production (en millions de tonnes)	10,040	10,368	11,160	7,6%
Production (en millions de barils)	73,293	75,687	81,467	7,6%
Exportation (en millions de tonnes)	9,040	9,244	10,593	14,6%

Source : Enquête TBE

#### Les exportations



Corrélativement à l'expansion de la production, les exportations se sont portées à 10,593 millions de tonnes, en hausse de 14,6%. Cette embellie est en lien avec la bonne orientation de la production et le regain de la demande mondiale. Par destinations, l'Asie et Pacifique demeure la principale destination du brut gabonais (65,19%), suivie de l'Europe (25,45%), de l'Amérique Latine et les Caraïbes (8,71%) et de l'Afrique (0,65%)

#### Les prix

En dépit de leur niveau élevé, les prix se sont contractés sur la période d'analyse. Ainsi, le cours moyen de Brent a terminé à 82,32 US\$ le baril, en baisse de 16,8% en glissement annuel, dans un

contexte marqué par le ralentissement de l'activité économique mondiale, une production record aux États-Unis et des tensions géopolitiques. Sur le plan domestique, le panier de brut gabonais a affiché un prix moyen de 80,47 US\$/baril, en recul de 19,5% sur la période sous revue. Enfin, le taux moyen de change du FCFA par rapport au dollar s'est déprécié de 2,8% à 606,621 FCFA le dollar américain.

### Evolution des prix et du taux de change

	2021	2022	2023	23/22
Prix moyen annuel de Brent (USD/baril)	70,73	99	82,32	-16,8%
Prix moyen du brut gabonais (USD/baril)	69,71	99,99	80,47	-19,5%
Taux de change moyen (FCFA/USD)	554,557	623,846	606,621	-2,8%

Source : Enquête TBE

## II.2.2 Le manganèse

L'activité de production de manganèse s'est déroulée dans un contexte de stabilité de la production mondiale d'acier au carbone, principal débouché du manganèse à 1 855 Mt. Le ralentissement du secteur immobilier chinois a entraîné une baisse de la consommation d'acier dans ce pays. Ainsi, la production d'acier chinois (50% de la production mondiale) a progressé de +0,5%. La production a également frôlé en Amérique du Nord (+0,3%). Elle s'est appréciée en Inde (+12%), alors qu'elle a reculé en Europe (-7,5%), en lien avec la morosité du secteur immobilier

### La production

Au niveau national, l'activité de production de manganèse est sortie du trend haussier observé ces dernières années, lestée par les problèmes logistiques (interruption prolongée de la voie ferrée après l'éboulement de terrain intervenu en décembre 2022 et l'incident survenu sur un pont en avril 2023). Ainsi, la production du minerai et d'agglomérés de manganèse a fléchi de 2,5% à 9,968 millions de tonnes. En plus des dysfonctionnements du transport ferroviaire, l'activité a aussi pâti du mouvement d'humeur des employés des entreprises sous-traitantes de la Nouvelle Gabon Mining. Compte tenu des difficultés d'évacuation du minerai, les exportations et les ventes ont baissé respectivement de 8,1% et 7,6%.

### Les exportations et les ventes

Sur le plan financier, les ventes de manganèse ont généré un chiffre d'affaires de 812,46 milliards de FCFA, en forte baisse de 27,0% par rapport à 2022. Cette évolution s'explique par une baisse de la demande (-8,1%) et du cours moyen du manganèse gabonais (-21,0%), passant de 110 699 FCFA en 2022 pour s'établir à 87 470 FCFA en 2023.

### Evolution de l'activité de manganèse

	2021	2022	2023	23/22
Production (en tonnes)	9 521 610	10 221 622	9 968 030	-2,5%
Exportations (en tonnes)	9 040 043	10 052 061	9 237 076	-8,1%
Ventes (en tonnes)	9 057 098	10 052 061	9 288 454	-7,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	697 740	1 112 749	812 465	-27,0%
P.V. moyen (en FCFA/tonnes)	77 150	110 699	87 470	-21,0%
Investissements (en millions de FCFA)	104 331	132 207	163 289	23,5%
Masse salariale (en millions de FCFA)	73 420	83 662	83 060	-0,7%
Effectifs (nombre d'agents)	2 773	3 408	3 311	-2,8%

Source : Enquête TBE

## Les investissements, les effectifs et la masse salariale

Les investissements réalisés par les opérateurs miniers en 2023 ont atteint 163 milliards de FCFA, en hausse de 23,5% par rapport à 2022, en lien avec la poursuite des travaux d'expansion et d'aménagement des sites d'exploitation, notamment celui d'Okouma. Dans le même temps, les effectifs ont reculé de 2,8% soit 3 311 employés, correspondant à une masse salariale de 83,06 milliards de FCFA.

## II.3 L'EXPLOITATION FORESTIERE

Au terme de l'année 2023, l'activité forestière a enregistré des résultats négatifs. La production a baissé de 11,8% à 3 830 157 m<sup>3</sup>. Sur la période, l'exploitation forestière a pâti des problèmes logistiques quant à l'évacuation de la production des sites vers les usines, mais également de l'augmentation des prix des carburants industriels. Enfin, et dans une moindre mesure, la période de flottement qui a fait suite aux évènements du 30 août 2023 a quelque peu perturbé l'activité des opérateurs.

Dans le sillage de la production, les livraisons aux usines ont également reculé. Ainsi, elles sont passées de 2 634 714 m<sup>3</sup> en 2022 pour s'établir à 2 471 412 m<sup>3</sup> en 2023, soit un repli de 6,2%. Cela s'explique par la contraction de la demande sur la période d'analyse, dont la plus importante émane des unités installées dans la zone de Nkok.

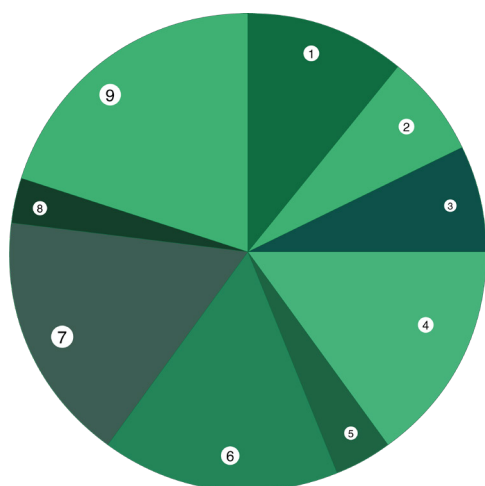
### Evolution de l'activité de l'exploitation forestière

	2021	2022	2023	23/22
Production forestière (m <sup>3</sup> )	3 540 515	4 341 389	3 830 157	-11,8%
Okoumé	1 994 120	2 300 371	2 177 874	-5,3%
Béli	343 130	390 563	311 154	-20,3%
Andong	177 324	198 390	158 984	-19,9%
Azobé	146 697	210 028	176 622	-15,9%
Padouk	135 621	140 486	136 381	-2,9%
Okan	143 829	188 839	159 855	-15,3%
Tali	68 293	70 028	72 520	3,6%
Gombé	45 736	ND	ND	
Bilinga	39 715	ND	ND	
Ozigo	33 214	ND	ND	
Ovengkol	28 569	ND	ND	
Niové	29 020	ND	ND	
Movingui	33 425	50 862	38 739	-23,8%
Dabema	29 115	41 919	30 951	-26,2%
Dibetou	18 970		12 554	
Olon		98 694	29 024	-70,6%
Autres essences	273 737	651 209	525 498	-19,3%
Livraison usine (en m <sup>3</sup> )	2 107 771	2 634 714	2 471 412	-6,2%
Okoumé	1 538 673	1 949 688	1 825 572	-6,4%
Bois divers	569 098	685 026	645 840	-5,7%

Sources : Enquête TBE, Direction centrale des Etudes, des Statistiques et des Programmes (Ministère des Eaux et Forêts)

La répartition de la production forestière par province met en lumière une forte concentration (79%) de l'activité entre cinq (05) provinces : Woleu-Ntem (20%), Ogooué-Lolo (17%), Ogooué-Ivindo (16%), Ngounié (15%) et Estuaire (11%). Au total, elles réalisent une production de 3 025 824 m<sup>3</sup> sur la période d'analyse.

Les Concessions Forestières sous Aménagement Durable (CFAD) constituent les permis les plus distribués et les plus productifs avec 3 485 698 m<sup>3</sup>, soit 91% de la production totale.



- 1. Estuaire 11%
- 2. Haut-Ogooué 7%
- 3. Moyen-Ogooué 7%
- 4. Ngounie 15%
- 5. Nyanga 4%
- 6. Ogooué-Ivindo 16%
- 7. Ogooué-Lolo 17%
- 8. Ogooué-Maritime 3%
- 9. Woleu-Ntem 20%

## II.4 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE

### II.4.1 L'agriculture

#### II.4.1.1 Cultures vivrières et maraichères

En 2023, l'activité de l'agriculture vivrière et maraichère reste structurellement faible. La production du segment maraichage a chuté de 30,6% à 276 tonnes contre 398 tonnes une année auparavant. Quant à la production vivrière, elle a augmenté de +6,3% à 838 tonnes. En conséquence, le chiffre d'affaires a reculé de 18,1% à 919 millions de FCFA.

Il est à noter que le secteur agricole reste confronté aux problèmes d'autorisation d'extension des terres cultivables par les ministères sectoriels concernés par les questions foncières (cas d'Agritropic), aux difficultés d'approvisionnement en intrants agricoles, au manque de personnel qualifié et à la hausse des charges salariales (cas de Horta).

#### Evolution de l'activité agricole maraichère et vivrière

	2021	2022	2023	Var 23/22
Produits maraichers (en tonnes)	403	398	276	-30,6%
Produits vivriers (en tonnes)	1 579	788	838	6,3%
Chiffre d'affaires global (en millions FCFA)	1 323	1 122	919	-18,1%

Source : Enquête TBE

#### II.4.1.2 Cultures de rente

##### II.4.1.2.1 La cacao-culture

Les activités de la filière café-cacao sont supervisées par la Caisse de Stabilisation et de Péréquation (CAISTAB), principal instrument d'intervention de l'Etat dans ce domaine. Les achats de café-cacao dépendent de la subvention allouée à cet organisme. Celle-ci semble non seulement insuffisante par rapport à la production totale, mais sa disponibilité ne coïncide pas toujours avec le calendrier agricole.

Pour le compte de l'année 2023, l'activité de négoce en rapport avec la cacao culture a affiché des résultats globalement haussiers. En effet, les achats de fèves de cacao ont augmenté de 55,8% à 200 tonnes, en rapport avec une mise à disposition plus importante de la subvention allouée par l'Etat. Toutefois, cette enveloppe reste insuffisante pour absorber la production disponible.

### Evolution de l'activité cacao

	2020/2021	2021/2022	2022/2023	23/22
Achats de Cacao en tonnes	111,68	128,386	200	55,8%
Cacao Grade 1 (en tonnes)		103,404	160	54,7%
Cacao Grade 2 (en tonnes)	111,68	24,982	40	60,1%
Prix d'achat aux planteurs				
Grande 1 (FCFA)		1000	1000	0,0%
Grande 2 (FCFA)		800	800	0,0%
Ventes locales (en tonnes)	48,508	83,099		
Exportations (en tonnes)	25,1	25,125		

Source : Enquête TBE

#### II.4.1.2.2. La caféiculture

Dans le sillage du cacao, l'activité de la caféiculture a également enregistré des résultats positifs. En effet, pour la campagne 2022/2023, les achats de café sont passés de 16 tonnes pour atteindre 100 tonnes. Cette performance reste corrélée à une mise à disposition plus importante de la subvention de l'Etat. Cependant, ce niveau permet de racheter seulement 40% de la production totale disponible.

### Evolution de l'activité café

	2020/2021	2021/2022	2022/2023	23/22
Achats (en tonnes)	25	16	100	525%
Prix d'achats aux planteurs (FCFA)		600	700	16,7%
Ventes locales (en tonnes)	2	10	12	20,0%

Source : Enquête TBE

Le chiffre d'affaires consolidé de la vente du café et du cacao a reculé de 1,0% pour se situer à 36,97 milliards FCFA en glissement annuel. Cette inflexion serait liée au repli des ventes. Parallèlement, la valeur ajoutée a crû de 1,3% pour se situer à 15,81 milliards FCFA sur la période sous revue.

S'agissant des investissements, ils ont très fortement progressé, passant de 60,3 millions en 2022 pour atteindre 553,1 millions FCFA en 2023. Cette hausse est justifiée par l'achat de véhicules pour plus de 550 millions.

Enfin, les effectifs ont baissé de 0,9% à 676 agents pour une masse salariale de 11,76 milliards FCFA.

### Evolution des autres indicateurs

	2020/2021	2021/2022	2022/2023	23/22
Chiffre d'affaires (en milliards FCFA)	43,36	37,34	36,97	-1,0%
Valeur ajoutée (en milliards FCFA)		15,61	15,81	1,3%
Investissements (en milliards FCFA)		0,06	0,55	817,3%
Masse salariale (en milliards FCFA)		11,25	11,76	4,5%
Effectifs (en nombre)		682	676	-0,9%

Source : Enquête TBE

#### II.4.1.2.3. L'huile de palme

La filière de l'huile de palme brute a enregistré une dégradation de ses performances agroindustrielles. En effet, en raison des perturbations observées dans les plantations de Mouila et d'Awala, suite à des mouvements de grève, les récoltes de régimes de palme ont légèrement baissé (-0,3%)

pour s'établir à 617 929 tonnes contre 619 505 tonnes en 2022. De même, la transformation de régimes de palme a généré 146 414 tonnes d'huile de palme brute contre 147 804 tonnes, en baisse de 0,9% sur la période sous revue. A l'inverse, la trituration des noix de palme s'est appréciée de 7,6% à 8 938 tonnes d'huile palmiste.

### Evolution de l'activité de l'huile de palme

	2021	2022	2023	23/22
Production (en tonnes)				
Régime de palme	448 735	619 505	617 929	-0,3%
Huile brute	107 695	147 804	146 414	-0,9%
Huile palmiste	6 034	8 304	8 938	7,6%
Exportations (en tonnes)	86 358	113 535	105 662	-6,9%
Huile brute	73 146	100 460	88 304	-12,1%
Huile palmiste	6 367	6 902	7 370	6,8%
Stéarine	6845	6 173	9 988	61,8%
Investissements (en millions de FCFA)	ND	415	ND	
Effectifs	5 673	4 003	3 786	-5,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	20 628	16 552	ND	

Source : Enquête DGEPP

### II.4.1.2.4. L'hévéaculture

La filière du caoutchouc naturel a enregistré des résultats globalement satisfaisants en 2023. En effet, la production nationale de caoutchouc humide (fonds de tasse) a progressé de 29,5% à 39 338 tonnes comparativement à l'exercice 2022. Cette consolidation est liée au bon rendement des plantations d'Olam Rubber Gabon (ORG), malgré les difficultés financières de la société ABG (ex-SIAT) dont les employés ont observé des mouvements de grève récurrents. Au niveau du caoutchouc usiné, la production a chuté de 27,3% à 4 523 tonnes, en lien avec la situation de la société ABG détentrice de l'unique unité de transformation de la filière

Sur le plan commercial, les exportations de caoutchouc ont progressé de 46,3% à 32 613 tonnes, tirées par les ventes de caoutchouc humide (+73,3%) malgré la baisse du caoutchouc usiné (-22,9%). En conséquence, le chiffre d'affaires a gagné 21,0% à 14,3 milliards de FCFA.

Les investissements réalisés en 2023 se sont appréciés de 29,5% à 12,3 milliards de FCFA orientés essentiellement vers l'achat de moyens roulants et la poursuite de la construction de bâtiments. En ce qui concerne l'emploi, les effectifs ont fléchi de 1,6% à 859 employés, pour une masse salariale de 4,14 milliards de FCFA.

### Evolution de l'activité du caoutchouc

	2021	2022	2023	23/22
Production (en tonnes)				
Caoutchouc humide				
Caoutchouc usiné	19 831	30 383	39 338	29,5%
Exportations de caoutchouc (en tonnes)	5 613	6 220	4 523	-27,3%
Caoutchouc humide	11 348	22 294	32 613	46,3%
Caoutchouc usiné	5 735	16 038	27 792	73,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 613	6 256	4 821	-22,9%
Investissements (en millions de FCFA)	7 413	11 864	14 358	21,0%
Effectifs (en nombre)	15 505	9 523	12 331	29,5%
Masse salariale (en millions de FCFA)	981	873	859	-1,6%
Masse salariale (en millions)	3 614	4 306	4 143	-3,8%

Source : Enquête TBE





### II.5.1.1 La production meunière et avicole



Dans l'ensemble, la branche meunière et avicole a enregistré un tassement de son activité en 2023. Ainsi, la production de farine a diminué de 0,4% à 84 228 tonnes, en raison de l'atonie de la demande. De même, la production des aliments pour bétail (-4,1%), des œufs (-3,3%) et autres (remoulage, son de blé, etc.) ont également suivi cette tendance baissière toujours en lien avec l'affadissement de la demande. Dans ces conditions, le chiffre d'affaires, évalué à 46,2 milliards de FCFA, a baissé de 7,4% sur la période d'étude.

Enfin, les effectifs ont reculé de 22,2% pour se situer à 235 agents pour une masse salariale de 2,6 milliards de FCFA justifiée par le paiement des droits de départ à la retraite de certains et de non renouvellement de contrat pour d'autres.

#### Evolution de l'activité meunière et avicole

	2021	2022	2023	23/22
Production				
Farine (en tonnes)		84 544	84 228	-0,4%
Issues (en tonnes)		19 538	21 400	9,5%
Aliments pour bétail (en tonnes)		32 302	30 969	-4,1%
Œufs (en milliers d'unités)		41 465	40 039	-3,4%
Autres (en tonnes)		3 753	2 090	-44,3%
Chiffre d'affaires (en millions FCFA)		49 901	46 210	-7,4%
Investissements (en millions FCFA)				#DIV/0!
Effectifs (en nombre)		302	235	-22,2%
Masse salariale (en millions FCFA)		2 562	2 626	2,5%

Source : Enquête TBE

### II.5.1.2. Les huiles et corps gras

Dans l'ensemble, la branche meunière et avicole a enregistré un tassement de son activité en 2023. Ainsi, la production de farine a diminué de 0,4% à 84 228 tonnes, en raison de l'atonie de la demande. De même, la production des aliments pour bétail (-4,1%), des œufs (-3,4%) et autres (remoulage, son de blé, etc.) ont également suivi cette tendance baissière toujours en lien avec l'affadissement de la demande. Dans ces conditions, le chiffre d'affaires, évalué à 46,2 milliards de FCFA, a baissé de 7,4% sur la période d'étude.

Enfin, les effectifs ont reculé de 22,2% pour se situer à 235 agents pour une masse salariale de 2,6 milliards de FCFA justifiée par le paiement des droits de départ à la retraite de certains et de non renouvellement de contrat pour d'autres.

#### Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	2021	2022	2023	23/22
Production (en tonnes)	33 330	38 712	47 035	21,5%
Huile raffinée (oléine)	21 620	23 243	29 005	24,8%
Savons	4 046	4 908	5 774	17,7%
Autres produits (stéarine, acides gras)	7 664	10 561	12 256	16,0%
Ventes (en tonnes)	25 722	31 761	36 506	14,9%
Huile raffinée	21 699	26 826	30 691	14,4%
Savons	4 023	4 935	5 815	17,8%
Exportations (Stéarine, savons, acides gras)	8 551	6 173	9 988	61,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	73 737	131 283	100 998	-23,1%

Source : Enquête TBE

### II.5.1.3 La production sucrière

Au terme de l'année 2023, l'observé conjoncturel fait ressortir un regain d'activité de la raffinerie de

sucre, même si les volumes restent en dessous de ceux enregistrés en 2021. En effet, la production de sucre en granulés de 50kg s’est reprise de 9,2% à 23 006 tonnes par rapport à la même période un an plus tôt. Cette performance a été réalisée grâce à une bonne campagne sucrière favorisée par de meilleures conditions climatiques. Parallèlement, les importations ont progressé de 23,4% à 7 056 tonnes pour compenser le gap causé par la mauvaise campagne précédente et ainsi alimenter la raffinerie.

Au niveau industriel, la transformation de sucre s’est améliorée de 18,9% à 18 567 tonnes, essentiellement portée par le segment transformation de sucre en doses et granulés 1kg (+45,6%).

Sur le plan commercial par contre, les volumes vendus ont reflué de 7,2% à 29 554 tonnes sur la période d’analyse. Les dysfonctionnements de la logistique dans l’acheminement de la production par voie ferrée vers les principaux centres de consommation ont impacté négativement les ventes. Dans le même temps, le chiffre d’affaires s’est apprécié de 2,4% suite au relèvement des prix obtenu au cours du dernier trimestre 2022.

Concernant les investissements, 3,2 milliards de FCFA ont été consacrés à la plantation, à l’usine, à la base vie et au matériel. Les effectifs ont chuté de 44,8%, pour une masse salariale en hausse de 11,5% par rapport à 2022, du fait de la régularisation de la situation de nombreux employés auprès de la CNAMGS.

### Evolution de l’activité sucrière

	2021	2022	2023	23/22
Production (en tonnes)	26 002	21 067	23 006	9,2%
Importations (en tonnes)	10 179	5 716	7 056	23,4%
Total sucre transformé	20 063	15 611	18 567	18,9%
Sucre (en morceaux)	11 222	10 013	10 415	4,0%
Autres (dose, granulé 1kg)	8 840	5 598	8 152	45,6%
Ventes (en tonnes)	31 098	31 835	29 554	-7,2%
Chiffre d’affaires (en millions de FCFA)	21 078	21 900	22 424	2,4%
Investissements (en millions de FCFA)	3 421	4 689	3 209	-31,6%
Effectifs (nombre d’agents)	1078	763	421	-44,8%
Masse salariale (en million de FCFA)	5 767	5 350	5 965	11,5%

Source : Enquête TBE

## II.5.1.4 Les boissons

### II.5.1.4.1. Les bières et les boissons gazeuses

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées a enregistré des résultats positifs, en raison de la consolidation de la demande pour le vin, les bières et les boissons gazeuses. Ainsi, la production totale des boissons gazeuses et alcoolisées s’est accrue de 4,2% pour se situer à 3,245 millions d’hectolitres.

Sur le plan commercial, le chiffre d’affaires a augmenté de 29,6%, passant de 188,1 milliards de FCFA en 2022 à 243,7 milliards de FCFA en 2023, grâce à la forte hausse des ventes liée au contexte électoral.

### Evolution de l’activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	2021	2022	2023	23/22
Productions (en hectolitres)	3 011 938	3 114 182	3 245 459	4,2%
Bières	1 892 052	1 939 959	2 030 995	4,7%
Boissons gazeuses	996 316	1 016 273	1 066 748	5,0%
Vins	39 313	42 385	47 016	10,9%
Divers	84 257	115 565	100 699	-12,9%
Chiffre d’affaires (en millions de FCFA)	159 031	188 080	243 708	29,6%

Source : Enquête TBE

### II.5.1.4.2 L'eau minérale

La production de l'eau minérale a affiché des résultats mitigés en 2023. En effet, la production totale d'eau minérale a augmenté de 11,4% pour un volume de 1,32 million d'hectolitres. Cette embellie s'explique par le dynamisme des nouvelles gammes proposées sur le marché (+17,8% pour les produits Sobraga et +81% pour Origen) dans un contexte de fermeté de la demande. Néanmoins, la production de Soboleco a reculé de 7,5% suite aux difficultés d'évacuation de la production vers les principaux centres de consommations.

En conséquence, en dépit de la hausse des ventes globales, le chiffre d'affaires a reculé de 1,1% à 22,99 milliards FCFA. Cela s'explique par la faiblesse du prix des gammes commercialisées comparativement aux produits de Soboleco.

#### Evolution de l'activité de l'eau minérale

	2021	2022	2023	23/22
Production d'eau (en hectolitres)	1 139 713	1 181 634	1 316 196	11,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	21 864	23 259	22 994	-1,1%

Source : Enquête TBE

### II.5.2 Les Industries du Bois

La filière bois comprend trois (3) niveaux de transformation, à savoir :

- ✦ 1<sup>er</sup> niveau : sciage et déroulage ;
- ✦ 2<sup>ème</sup> niveau : moulures, profilés et parquet ;
- ✦ 3<sup>ème</sup> niveau : menuiserie et ébénisterie.

Pour la seconde année consécutive, les industries de transformation du bois ont enregistré des résultats négatifs en 2023. Ainsi, la production de bois débités a reculé de 7,2% à 1 483 635 m<sup>3</sup>, en raison des problèmes logistiques qui gênent l'acheminement des grumes des sites de production vers les unités de transformation. En effet, les problèmes récurrents enregistrés sur la voie ferrée et l'état du réseau routier ont considérablement freiné le rythme d'approvisionnement en grumes. De même, certaines unités ont subi le coût élevé du gasoil industriel utilisé comme combustible pour produire de l'énergie.

Sur le plan commercial, les ventes locales ont bondi de 51,6% à 335 549 m<sup>3</sup>, du fait de la consolidation de la demande locale en lien avec l'accélération de certains chantiers prioritaires. Par contre, les exportations se sont contractées de 4,3% du fait de la baisse de la demande du marché asiatique (Chine notamment).

#### Evolution de l'activité des industries de bois

	2021	2022	2023	23/22
Production (m <sup>3</sup> )	1 760 167	1 598 375	1 483 635	-7,2%
Ventes locales (m <sup>3</sup> )	221 515	221 348	335 549	51,6%
Exportations (m <sup>3</sup> )	1 713 998	1 053 683	1 008 150	-4,3%

Source : Enquête TBE

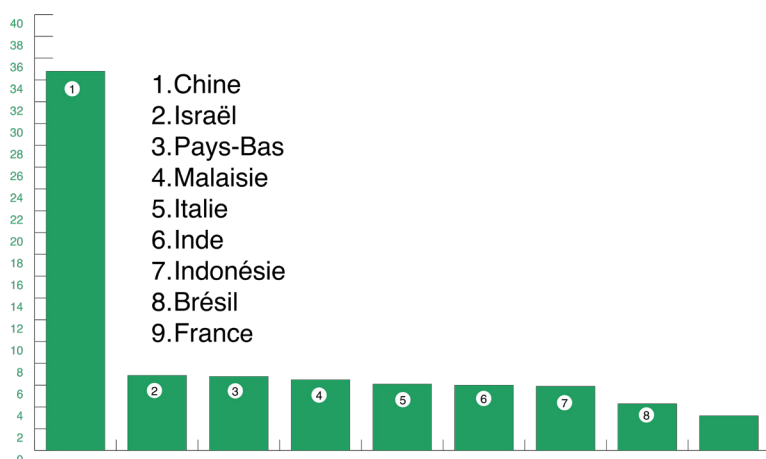
#### Les unités de sciage

En 2023, les industries de sciage ont enregistré des performances contrastées. En effet, la production de bois sciés a baissé de 12,6% pour se situer à 808 510 m<sup>3</sup>. Cette contreperformance résulte du faible approvisionnement des unités de transformation en matières premières, mais également du ralentissement de l'activité induit par les mouvements d'humeur des agents et la fermeture de certaines unités au cours du second semestre, notamment celles installées à Nkok.

Sur le plan commercial, les exportations ont suivi la même tendance baissière pour se situer à 494 369 m<sup>3</sup>, en repli de 3,8%, toujours en lien avec la mauvaise tenue du carnet de commandes



## Les principales destinations du bois gabonais



### II.5.3 Le raffinage

La Société Gabonaise de Raffinage a une capacité installée initiale de 1 200 000 tonnes métriques. Elle produit du butane, du gasoil, de l'essence, du kérosène et d'autres produits comme le pétrole lampant et le gaz liquéfié

#### Le brut traité

L'activité de raffinage a enregistré des résultats mitigés. En effet, la SOGARA a traité 666 124 tonnes métriques de brut contre 998 896 tonnes métriques en 2022, soit une baisse de 33,3%. Ce décrochage est lié aux arrêts techniques pour le maintien du catalyseur, mais également à l'impact de la suspension des livraisons de brut à la société en raison des retards de paiements de ses fournisseurs. Dans ce contexte et afin de satisfaire la demande nationale, les importations ont enregistré une augmentation substantielle de 42,3% pour se situer à 491 014 tonnes métriques.

#### Evolution de l'activité de raffinage

(En tonnes métriques)	2021	2022	2023	23/22
Total brut traité	956 979	998 896	666 124	-33,3%
Total Importations des produits raffinés	249 529	345 163	491 014	42,3%

Source : Enquête TBE

#### La commercialisation

Sur le plan commercial, les résultats ont été également contrastés. En effet, le marché domestique a une nouvelle fois été dynamique, porté par les ventes de turbine fuel (+21,4%), de pétrole lampant (+12,1%) et super (+7,2%). En revanche, au niveau des exportations, l'effondrement des ventes du résidu atmosphérique (-39,4%) a plombé ce segment, et même l'ensemble des ventes. En conséquence, le chiffre d'affaires a fortement reculé (-21,4%) pour se situer à 601,4 milliards de FCFA

### Evolution des ventes de Sogara

	2021	2022	2023	23/22
Marché intérieur				
Butane (TM)	47 543	50 054	49 520	-1,1%
Super (m <sup>3</sup> )	121 096	132 563	142 101	7,2%
Pétrole lampant (m <sup>3</sup> )	23 327	18 745	21 012	12,1%
Turbine fuel 1 (m <sup>3</sup> )	28 903	39 975	48 519	21,4%
Gasoil moteur (m <sup>3</sup> )	632 021	618 531	612 695	-0,9%
Marché Export				
Jet A1	10 213	31 377	34 710	10,6%
Résidu atmosphérique (RAT)	504 530	517 619	313 786	-39,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	413 879	765 431	601 368	-21,4%
Chiffre d'affaires intérieur	279 089	564 378	517 984	-8,2%
Chiffre d'affaires export	134 790	201 053	83 384	-58,5%

Source : Enquête TBE

### Les investissements, les effectifs et la masse salariale

Au terme de l'année 2023, les investissements, d'un montant de 18,4 milliards de FCFA, ont été consacrés à l'achat de machines et des pièces de rechange lors du grand arrêt quinquennal. S'agissant de l'emploi, les effectifs se sont relevés de 3,8% à 352 agents correspondant à une masse salariale de 20,6 milliards de FCFA.

### Evolution des autres indicateurs d'activité

	2021	2022	2023	23/22
Résultat net (en millions de FCFA)	1 250			
Investissements (en millions de FCFA)	14 750	5 294	18 436	248,2%
Masse salariale (millions de FCFA)	22 477	17 519	20 644	17,8%
Effectifs (en nombre)	328	339	352	3,8%

Source : Enquête TBE

## II.5.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité

En 2023, la production de la branche énergie et eau demeure très en deçà de la demande au niveau national, au regard de l'évolution des principaux indicateurs, malgré l'amélioration des conditions d'exploitation des barrages hydroélectriques

### Evolution de l'activité du secteur énergie

	2021	2022	2023	23/22
Abonnements (nombre)				
Electricité	390 198	401 330	407 392	1,5%
Eau	195 550	198 618	196 480	-1,1%
Production en volume				
Electricité (en millions de kwh)	2 765	2 772	2 815	1,6%
Production SEEG	1 877	1 900	2 078	9,4%
Production SP	888	872	737	-15,5%
Eau (en millions de m <sup>3</sup> )	123	124	123	-0,6%
Ventes en volume				
Electricité (en millions de kwh)	2 510	2 526	2 388	-5,5%
Moyenne tension	1 443	1 449	1 294	-10,7%
Basse tension	1 067	1 077	1 094	1,6%
Eau (en millions de m <sup>3</sup> )	60	62	56	-9,8%

Source : Enquête TBE

### II.5.4.1 L'électricité

L'activité de la branche électricité s'est légèrement consolidée. En effet, la production nette d'électricité s'est légèrement améliorée de 1,5% à 2 815 GWh. Cette évolution résulte d'un meilleur rendement des barrages hydroélectriques (Kinguélé et Tchimbélé) qui ont généré une production de 786 GWh en 2023 contre 715 GWh en 2022, suite à une bonne pluviométrie dont le niveau n'avait plus été atteint depuis 10 ans. Cependant, les difficultés à approvisionner les centrales thermiques Sud (Lambaréné, Mouila et Tchibanga) en gasoil ont atténué la progression de la production.

Parallèlement, les volumes facturés ont baissé de 5,5% à 2 388 GWh, plombés par le segment moyenne tension (-10,7%). Ce repli s'explique principalement par la baisse de la demande induite par le ralentissement de l'activité des industries, observé notamment dans la zone de Nkok (les industries du bois) et dans les mines où la production de manganèse a été perturbée par des grèves à Binioni (Franceville).

### II.5.4.2 L'eau

L'activité de production d'eau est restée quasiment stable (-0,6%) à 123 millions de m3 en 2023, après une légère hausse de 1% enregistrée en 2022. Néanmoins, l'activité a été perturbée par les inondations observées dans le Sud du pays qui ont rendu inopérante les stations de pompage de Lambaréné et de Mouila pendant environ une semaine. Par contre, les volumes facturés ont reculé de 9,8% en raison de la difficulté de relève des compteurs (vol et illisibilité des compteurs) et des fuites sur le réseau dont l'importance persiste (45%) en dépit des travaux réalisés.

### II.5.4.3 Les résultats consolidés

Le chiffre d'affaires agrégé du secteur a régressé de 2,0% pour se situer à 234,9 milliards de FCFA en 2023, plombé par la mauvaise orientation des ventes, notamment le segment électricité moyenne tension et l'eau potable. La valeur ajoutée s'est détériorée de 18,5% pour se situer à 27,2 milliards de FCFA, en lien avec la hausse du prix du carburant industriel.

Les investissements, d'une valeur de 41,6 milliards de FCFA, en hausse de 80,5%, ont été orientés vers l'achat d'équipements, la construction d'une station d'eau potable entre Cocobeach et Ntoun, la réhabilitation complète des groupes turbo-alternateurs à Bongolo, les extensions de réseaux, la réhabilitation de la centrale thermique de Koulamoutou et le renouvellement du branchement d'électricité dans le Haut-Ogooué.

En matière d'emploi, le recrutement d'agents d'exécution a renforcé les effectifs et la masse salariale respectivement de 6,2% et 10,2%.

#### Evolution des autres indicateurs consolidés du secteur énergie

	2021	2022	2023	23/22
Chiffre d'affaires total (en milliards de FCFA)	224,3	239,6	234,9	-2,0%
Electricité	198,5	206,6	205,9	-0,3%
Eau	23,5	24,0	22,0	-8,3%
Autres prestations	2,3	9,0	7,0	-22,2%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	66,6	33,4	27,2	-18,5%
Investissements (en milliards de FCFA)	21,0	23,0	41,6	80,5%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	47,5	50,5	55,6	10,2%
Effectifs (agents permanents)	2 296	2 499	2 655	6,2%

Source : Enquête TBE

### II.5.5 Les Autres Industries de Transformation

Les autres industries de transformation sont constituées de la chimie, des matériaux de construction, de la seconde transformation des métaux, de la transformation du manganèse en alliages, ainsi que de l'imprimerie et de la presse.





milliards de FCFA, en hausse de 6,4% en glissement annuel. Cette consolidation du chiffre d'affaires s'explique par la répercussion de l'accroissement des prix internationaux des intrants sur les produits finis.

Les investissements ont chuté de 51% à 632 millions de FCFA, suite à la finalisation du plan de renouvellement de l'outil de production initié l'année précédente. En matière d'emploi, les effectifs ont progressé de 2,6% à 118 employés, représentant une masse salariale de 1,6 milliard de FCFA.

### Evolution des matériaux de construction

	2021	2022	2023	23/22
Importation de clinker (en tonnes)	400 070	462 321	439 802	-4,9%
Production de ciment (en tonnes)	470 086	619 738	601 754	-2,9%
Production de gravier (en tonnes)	21 264	20 560	21 000	2,1%
Sable (m³)	17 776	12 992	13 000	0,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	36 105	47 886	50 930	6,4%
Investissements (en millions de FCFA)	676	1 290	632	-51,0%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1 566	1 539	1 573	2,2%
Effectifs (en nombre)	121	115	118	2,6%

Source : Enquête TBE

### II.5.5.3. La seconde transformation des métaux

La seconde transformation des métaux comprend la chaudronnerie, la charpente métallique, la mécanique, la fabrication des tôles en aluminium et le recyclage des métaux. Les unités de fonderie permettent la transformation à chaud des aciers pour produire du fer à béton, des lingots de plomb, de cuivre, d'aluminium, de laiton et de bronze.

L'activité de la seconde transformation des métaux s'est globalement bien comportée en 2023. En effet, la production consolidée a progressé de 13,6% à 49 606 tonnes. La branche a profité de l'accélération des chantiers des BTP contenus dans le PAT, mais également de la reprise par le CTRI des chantiers restés à l'abandon. Il a par ailleurs bénéficié de l'exécution des chantiers pour le compte des opérateurs des hydrocarbures et des mines. Cette évolution a tout de même été atténuée par la baisse de 6,2% de la production de lingots (plomb, cuivre, aluminium, bronze) en lien avec l'essoufflement des commandes à l'international.

Les ventes totales ont permis de générer un chiffre d'affaires de 42,7 milliards de FCFA, en hausse de 18,5% par rapport à 2022.

S'agissant de l'emploi, la hausse d'activité a favorisé le recrutement dans la branche. En effet, les effectifs de la seconde transformation de matériaux sont en hausse de 30,1% à 635 agents. Parallèlement, la masse salariale a crû de 16,7% à 2,259 milliards de FCFA. En revanche, on observe une baisse de l'investissement de 22,7% en 2023.

### Evolution de la seconde transformation des métaux

	2021	2022	2023	23/22
Production (en tonnes)	54 396	43 677	49 606	13,6%
Tôles	2 206	1 886	2 029	7,5%
Fers à béton	47 505	36 460	42 578	16,8%
Lingots (plomb, cuivre, aluminium, bronze)	4 685	5 330	4 999	-6,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	28 995	36 079	42 739	18,5%
Investissements (en millions de FCFA)	10 535	9 472	7 327	-22,7%
Masse salariale (en millions de FCFA)	2 241	1 937	2 259	16,7%
Effectifs (en nombre)	441	488	635	30,1%

Source : Enquête TBE



A l'opposé, la valeur ajoutée du secteur a chuté de 24,5% pour s'établir à 26,48 milliards de FCFA contre 35,09 milliards de FCFA en 2022, en raison de la hausse des charges d'exploitation (hausse du prix du carburant industriel et réparations des engins). Dans le même sillage, les investissements ont fléchi de 13,2%, suite aux efforts consentis en début de projet par les entreprises.

En matière d'emploi, les effectifs ont reculé de 12,8% à 1 974 agents, suite à l'arrêt de contrats à durée de chantier. A contrario, la masse salariale a progressé à 18,56 milliards de FCFA, en liaison avec le paiement des droits des travailleurs.

### Evolution de l'activité des BTP

	2021	2022	2023	23/22
Production vendue (en millions de FCFA)	129 149	119 476	121 300	1,5%
- Bâtiment-génie-civil	116 369	105 109	108 249	3,0%
- Lignes eau, électricité, téléphone	12 780	14 367	13 051	-9,2%
Valeur ajoutée (en millions de FCFA)	196 267	35 089	26 478	-24,5%
Investissements (en millions de FCFA)	25 310	15 557	13 507	-13,2%
Masse salariale (en millions de FCFA)	25 974	18 389	18 565	1,0%
Effectifs permanents	8 329	2 264	1 974	-12,8%

Source : Enquête TBE

## II.7 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

Le secteur des transports compte quatre branches, représentant les modalités de transport les plus usuelles. Il s'agit des transports ferroviaire, aérien, maritime et terrestre.

Les auxiliaires de transport viennent en complément des opérateurs œuvrant dans les branches citées plus haut. Ce sont des partenaires spécialisés dans l'organisation du transport des personnes (agences de voyages) et des marchandises (manutentionnaires, transitaires, commissaires en douane, etc.).

### II.7.1 Le transport ferroviaire

La Société d'Exploitation du Transgabonais (Setrag), principal exploitant du chemin de fer, a enregistré des contreperformances en 2023. En effet, le volume global des marchandises acheminées par rails a fléchi de 9,3%, à 9,86 millions de tonnes en 2023 contre 10,88 millions de tonnes en 2022. Ce résultat découle de l'interruption durant un mois du trafic, intervenue suite au glissement de terrain survenu le 24 décembre 2022 sur la voie ferrée. Il provient, d'autre part, des nombreux déraillements enregistrés, notamment celui ayant occasionné l'endommagement du pont Dillo reliant la gare de Booué à celle de Mouyabi.

Le trafic passagers a suivi la même évolution avec une forte baisse de 60,8% à 97 206 personnes transportées, en raison de la suspension des trains voyageurs.

### Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	2021	2022	2023	23/22
Total marchandises transportées	9 790 905	10 881 776	9 867 956	-9,3%
Grumes (en tonnes)	349 275	262 439	217 823	-17,0%
Bois débités (en tonnes)	13 782	8 245	3 728	-54,8%
Bois débités conteneurisés (en tonnes)	78 692	53 586	37 571	-29,9%
Manganèse (en tonnes)	9 081 524	10 198 195	9 332 064	-8,5%
Produits pétroliers (en tonnes)	83 177	86 595	76 853	-11,3%
Autres marchandises (en tonnes)	184 455	272 716	199 917	-26,7%
Passagers (en nombre)	226 976	248 255	97 206	-60,8%

Source : Enquête TBE



## II.7.2.2 Le trafic aérien international

Le trafic aérien international s'est nettement amélioré en 2023 avec des mouvements commerciaux des avions en hausse de 36,4% et le nombre de passagers en amélioration de 17,1% à 490 016, suite à la multiplication des rotations hebdomadaires par les différentes compagnies. Ainsi, après une période de morosité liée aux conséquences de la pandémie de COVID-19, le trafic aérien retrouve progressivement son niveau d'avant crise.

## II.7.2.3 Les résultats des compagnies aériennes

L'activité des compagnies aériennes a généré un chiffre d'affaires en augmentation de 58,7% à 112,2 milliards de FCFA en 2023, contre 70,7 en 2022. Les effectifs ont crû de 11,8% à 389 agents pour une masse salariale de 6,3 milliards de FCFA.

### Evolution des performances du transport aérien

	2021	2022	2023	23/22
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	31,00	70,70	112,20	58,7%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	1,00	5,40	6,30	16,7%
Effectifs (en nombre)	77	348	389	11,8%

Source : Enquête TBE

## II.7.3. Le transport maritime et fluvial

### II.7.3.1 Le transport maritime

En 2023, le transport maritime a été marqué par une légère inflexion de son activité. En effet, le chiffre d'affaires global s'est tassé de 0,9% à 73,1 milliards de FCFA, en raison de la baisse du marché à l'export et de l'annulation de certains contrats due aux incertitudes consécutives aux événements politiques du 30 août 2023. Les investissements ont chuté de 85,3%, après les renouvellements d'équipements opérés l'année précédente.

### Evolution des performances du transport maritime

	2021	2022	2023	23/22
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	59	73,8	73,1	-0,9%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	6	22,7	18,1	-20,3%
Investissements (en milliards de FCFA)	12	51,6	7,6	-85,3%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	18	18,4	19,8	7,6%
Effectifs (en nombre)	1 163	1 445	1 567	8,4%

Source : Enquête TBE

## II.7.3.2 Le transport côtier, lagunaire et fluvial

### II.7.3.2.1 Le transport côtier

L'activité de desserte des biens et des personnes sur la côte (Libreville/Port-Gentil) a été relativement dynamique, malgré le repli du nombre de personnes transportées. En effet, le nombre de rotations de navires a progressé de 14,1% à 292 mouvements, en raison de la performance d'une nouvelle compagnie (+75%). Le nombre de passagers transportés a par contre baissé de 35,6% à 74 841 personnes. Cette contreperformance est imputable au mouvement de grève des agents de la C2N2I (6 mois environ) qui a très fortement perturbé l'activité. De même, les mesures prises par les autorités à la suite du naufrage du ferry Esther Miracle ont également perturbé l'activité sur la période d'analyse.

Sur le plan commercial, en dépit du recul du nombre de passagers, le chiffre d'affaires a progressé de 8,2% à 3,698 milliards de FCFA, en lien avec les prix pratiqués par NGV qui sont relativement élevés par rapport aux tarifs pratiqués par la C2N2I.



### Evolution de l'activité au port de Port-Gentil

	2021	2022	2023	23/22
Mouvements des bateaux (en nombre)	279	315	266	-15,6%
Volume total de marchandises	201 358	90 840	227 279	150,2%
Bois débités (en tonnes)	69 544	61 953	50 847	-17,9%
Autres marchandises (en tonnes)	131 814	28 887	176 432	510,7%

Source : Enquête TBE

### Port Môle

L'activité du Port Môle s'est dégradée au cours de l'année, au regard de l'évolution de l'ensemble de ses indicateurs. En effet, les mouvements de bateaux et le volume global de marchandises manipulées ont respectivement baissé de 75,4% (88 rotations) et de 64,8% (4 710 tonnes). Cette situation est liée au durcissement de la législation quant à l'octroi de licences de navigation, à la suite du naufrage du ferry Esther Miracle.

### Evolution de l'activité au port Môle

	2021	2022	2023	23/22
Mouvements des bateaux (en nombre)	698	358	88	-75,4%
Volume total de marchandises (en tonnes)	79 477	13 384	4 710	-64,8%
Poissons	3 864	2 612	1 874	-28,2%
Autres marchandises	75 613	10 772	2 836	-73,6%

Source : Enquête TBE

### Ports cargo et minéralier d'Olam

L'activité au niveau des quais gérés par Olam GSEZ (Cargo et Terminal Minéralier) a été marquée par une évolution négative de ses principaux indicateurs. En effet, les mouvements des bateaux ont chuté de 27,2% pour s'établir à 236 rotations sur la période d'analyse. De même, le volume global de marchandises a reculé de 9,6% pour se situer à 6,68 millions de tonnes. Cette contreperformance est imputable au dysfonctionnement de la logistique pour le transport du minerai de manganèse des sites de production vers le port.

### Evolution de l'activité aux ports cargo et minéralier d'Olam

	2021	2022	2023	23/22
Mouvements des bateaux (nombre)	264	324	236	-27,2%
Volume de marchandises (en tonnes)	6 428 479	7 395 116	6 683 106	-9,6%
Manganèse CITIC	930 208	1 116 872	1 300 952	16,4%
Manganèse de Comilog	2 505 806	2 899 536	2 622 747	-9,5%
Manganèse de NGM	1 605 819	1 677 492	1 317 855	-21,4%
Clinker de CIMAF	443 320	341 553	374 412	9,6%
Autres marchandises	943 326	1 359 663	1 067 140	-21,5%

Source : Enquête TBE

## II.7.4 Le transport terrestre

Cette branche d'activité comprend le transport de personnes en zone urbaine, périurbaine et interurbaine, ainsi que l'acheminement de marchandises. Celle-ci a terminé l'année 2023 avec des résultats négatifs.

Ainsi, le nombre de véhicules a baissé de moitié (-50,9%) comparativement à 2022. De même, le nombre de passagers transportés par voie terrestre s'est effondré de 30,1% pour se situer à 23,1 millions de personnes, en lien avec l'absence de pièces de rechange nécessaires à la mainte-





d'un taux moyen de pénétration d'environ 95%.

En 2023, l'activité de la téléphonie a enregistré des résultats globalement positifs. En effet, les abonnements ont crû de 2,1% à 3,101 millions d'utilisateurs actifs, portés par l'expansion rapide des abonnés au téléphone ordinaire (+25,7%). De même, les abonnés à internet ont gagné 1,3%, grâce au développement rapide de l'internet haut débit (+28,9%).

### Evolution du nombre d'abonnés

	2021	2022	2023	23/22
Téléphone ordinaire	31 708	43 395	54 557	25,7%
Téléphone cellulaire	3 144 609	2 995 487	3 046 516	1,7%
Total abonnés téléphone	3 176 317	3 038 882	3 101 073	2,1%
Nombre abonnés ADSL	27 874	39 803	51 300	28,9%
Nombre abonnés Internet Mobile (GSM)	2 255 282	2 104 240	2 121 126	0,8%
Total abonnés Internet	2 283 156	2 144 043	2 172 426	1,3%

Source : Enquête TBE

Sur le plan financier, le chiffre d'affaires du secteur s'est raffermi de 1,7% à 284,3 milliards de FCFA, grâce à la consolidation de l'activité de la télévision satellitaire et de l'abonnement internet. De même, la valeur ajoutée s'est appréciée de 9,3% pour atteindre 121,25 milliards de FCFA. Enfin, les investissements ont progressé de 18,7% à 5,1 milliards de FCFA.

En matière d'emploi, les effectifs ont baissé de 1,9% à 1 552 agents suite au départ à la retraite et au non renouvellement de contrats. La masse salariale a légèrement augmenté de 1,9% en lien avec l'arrivée à terme de certains contrats.

### Evolution des performances du secteur courriers et télécommunications

	2021	2022	2023	23/22
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	273,52	279,68	284,33	1,7%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	100,98	110,92	121,25	9,3%
Investissements (en milliards de FCFA)	24,07	4,30	5,10	18,7%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	21,43	21,78	22,19	1,9%
Effectifs (en nombre)	1 616	1 583	1 552	-1,9%

Source : Enquête TBE

## II.9. LE COMMERCE

Le secteur commerce comprend les entreprises qui achètent des marchandises et revendent en l'état. On y retrouve :

- ✦ le commerce général structuré qui regroupe un ensemble d'entreprises opérant dans la distribution et la vente de produits divers (alimentation, habillement, cosmétiques, quincaillerie, etc.) ;
- ✦ le commerce des véhicules qui concerne les concessionnaires agréés regroupés pour la plupart au sein de l'Union des Représentants Industriels (URAI) ;
- ✦ le commerce des produits pétroliers qui est assuré par le groupe des professionnels pétroliers (GPP) distribuant les produits dérivés du pétrole (lubrifiants, carburants, gaz etc.) ;
- ✦ le commerce des produits pharmaceutiques qui compte deux grossistes (Pharma gabon et Ubipharm Gabon).

En 2023, l'activité du secteur du commerce a été lestée, en 2023, par le commerce des produits pétroliers en lien avec la hausse des prix du carburant industriel. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé a fléchi de 2,2% à 1 399 milliards de FCFA. La valeur ajoutée a suivi la même tendance en affichant un recul de 3,4%, en lien avec le renchérissement des prix des intrants. Les investissements



sont également en berne (-31,9%), sous l'effet de de l'achèvement de certains chantiers démarrés sur les exercices précédents. Aussi, l'investissement réalisé au cours du présent exercice a-t-il servi essentiellement à l'achat et/ou au renouvellement de biens d'équipement.

**Evolution des indicateurs consolidés du secteur commerce**

	2021	2022	2023	23/22
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	1 017	1 430	1 399	-2,2%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	122,55	147,51	142,43	-3,4%
Investissements (en milliards de FCFA)	26	47	32	-31,9%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	58	54	57	5,6%
Effectifs (nombre d'agents)	5 617	5 601	5 747	2,6%

Source : Enquête TBE

**II.9.1 Le commerce général structuré**

En 2023, le chiffre d'affaires a progressé de 1,9% par rapport à 2022 pour s'établir à 530 milliards de FCFA. Cette progression est directement liée aux politiques commerciales adoptées par certaines entreprises de la branche pour accroître leur compétitivité. L'enveloppe consacrée à l'investissement a été reconduite à l'identique sur les deux exercices et a permis l'achat de matériels informatiques et la réhabilitation des bâtiments.

Le renforcement des effectifs (+2,9%) et la revalorisation des salaires et traitements ont induit un accroissement de 3,3% de la masse salariale

**Evolution du commerce général structuré**

	2021	2022	2023	23/22
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	460	520	530	1,9%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	58	69	65	-5,8%
Investissements (en milliards de FCFA)	11	16	16	0,0%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	31	30	31	3,3%
Effectifs (nombre d'agents)	4 533	4 480	4 610	2,9%

Source : Enquête TBE

**II.9.2 Le commerce des véhicules**

Les ventes des véhicules neufs ont progressé de 41,6% à 3 706 unités en 2023, entraînant une hausse de 13,7% à 141 milliards de FCFA du chiffre d'affaires. Cette performance exceptionnelle découle essentiellement de la relance de l'activité post Covid. Par ailleurs, la réception des commandes retardées de 2021 a permis de satisfaire la forte demande de l'État durant la période électorale.

Les investissements ont régressé de 53,3% pour un montant global de 2,1 milliards de FCFA orientés vers le renouvellement du matériel d'équipement et/ou la réfection des ateliers. En raison principalement du non-remplacement systématique des départs à la retraite, les effectifs se sont contractés de 1,1% à 527 agents. Toutefois, du fait de la revalorisation des traitements salariaux et du paiement des primes diverses, la masse salariale s'est accrue de 8,4%.

### Evolution du commerce des véhicules

	2021	2022	2023	23/22
Vente de véhicules neufs (unité)	2 585	2 617	3 706	41,6%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	102	124	141	13,7%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	19,2	26,94	26,64	-1,1%
Investissements (en milliards de FCFA)	3,4	4,5	2,1	-53,3%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	8,2	8,3	9,0	8,4%
Effectifs (nombre d'agents)	539	533	527	-1,1%

Source : Enquête TBE

### II.9.3 Le commerce des produits pétroliers

En 2023, les ventes des produits pétroliers raffinés ont diminué de 1,9% pour se situer à 668 070 tonnes métriques contre 681 013 tonnes métriques en 2022 ce, en raison du climat socio-politique, du ralentissement des activités et de la hausse des prix du carburant industriel. De même, le chiffre d'affaires s'est établi à 655 milliards de FCFA, en régression de 8,8% par rapport au résultat de l'année précédente.

La réhabilitation des bâtiments ainsi que l'entretien et l'achat de matériels ont constitué les principales rubriques qui ont bénéficié de l'effort d'investissement en 2023, dans l'optique de l'amélioration de la productivité.

Les effectifs se sont accrus de 5,0% à 480 agents en 2023, en raison de la consolidation de la demande sur le marché. Corrélativement, la masse salariale s'est établie à 15 milliards de FCFA du fait des revalorisations salariales.

### Evolution du commerce des produits pétroliers

	2021	2022	2023	23/22
Vente en volume (TM)	673 294	681 013	668 070	-1,9%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	386	718	655	-8,8%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	35	43	41	-4,7%
Investissements (en milliards de FCFA)	11	26	14	-46,2%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	17	14	15	7,1%
Effectifs (nombre d'agents)	413	457	480	5,0%

Source : Enquête TBE

### II.9.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

Le commerce des produits pharmaceutiques a retrouvé sa dynamique de croissance avec un chiffre d'affaires de 73 milliards de FCFA en 2023, soit une hausse de 7,4%. Cette embellie est corrélée à la fermeté de la demande en médicaments. Dans le même temps, les investissements, axés sur le renouvellement du parc automobile et du matériel d'équipement, ont presque doublé pour atteindre 390 millions de FCFA. A contrario, les effectifs et la masse salariale sont restés quasiment stables (-0,8% et -0,6%).

### Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	2021	2022	2023	23/22
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	68,66	68	73	7,4%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	10,35	8,6	9,8	14,0%
Investissements (en milliards de FCFA)	0,27	0,2	0,39	95,0%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	1,79	1,8	1,79	-0,6%
Effectifs (nombre d'agents)	132	131	130	-0,8%

Source : Enquête TBE

## II.10 LES AUTRES SERVICES

Le secteur des autres services est composé des services rendus aux particuliers, des services de mécanique générale, des services immobiliers, des services rendus aux entreprises et des services parapétroliers.

Considérée comme secteur support, l'activité des services s'est affermie au cours de l'année 2023. En effet, le chiffre d'affaires consolidé a légèrement progressé de 0,6% à 297,77 milliards de FCFA, suite au regain de l'activité pétrolière.

Les investissements ont augmenté de 6,2%, en lien avec le financement des projets visant la mise en production de nouveaux puits, voire à améliorer le rendement des puits matures. En matière d'emploi, les effectifs ont reculé de 3,8% pour s'établir à 10 789 agents, représentant une masse salariale de 83,6 milliards de FCFA.

### Evolution des indicateurs consolidés des autres services

	2021	2022	2023	23/22
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	256 003	295 961	297 775	0,6%
Valeur ajoutée (en millions de FCFA)	94 434	104 179	111 808	7,3%
Investissements (en millions de FCFA)	29 854	31 893	33 872	6,2%
Masse salariale (en millions de FCFA)	74 455	82 984	83 608	0,8%
Effectifs (en nombre)	10 920	11 212	10 789	-3,8%

Source : Enquête TBE

### II.10.1 Les services rendus aux particuliers

Les services rendus aux particuliers regroupent les entreprises exerçant une diversité de prestations, à savoir : les services médicaux, l'auto-école, les prestations funéraires, la photographie, les jeux et les loisirs, etc.

Les bonnes performances observées depuis 2020 se sont poursuivies en 2023, suite à l'augmentation des prix des prestations, la modernisation de l'outil de production, la montée en puissance des jeux virtuels et l'efficacité de la force de vente. En conséquence, le chiffre d'affaires a maintenu sa tendance haussière à 56,9 milliards de FCFA soit une amélioration de 3,6%.

Orienté essentiellement vers le renouvellement du matériel de production, l'investissement a progressé de 56,8%. Enfin, les effectifs ont baissé de 8,1%, suite à la fermeture de certains kiosques et à des licenciements. Parallèlement, la masse salariale s'est consolidée de 7,4% en raison du paiement des gratifications de fin d'année.

### Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	2021	2022	2023	23/22
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	50 676	54 985	56 971	3,6%
Valeur ajoutée (en millions de FCFA)	18 446	20 559	23 710	15,3%
Investissements (en millions de FCFA)	6 837	5 652	8 864	56,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	13 488	14 499	15 573	7,4%
Effectifs (en nombre)	3 080	3 640	3 345	-8,1%

Source : Enquête TBE

### II.10.2 Les services immobiliers

Les activités des services immobiliers regroupent les transactions immobilières, le syndicat d'immeubles, la location, la vente, la gestion du patrimoine et la maîtrise d'ouvrages.

Les services immobiliers ont enregistré une diminution de leur chiffre d'affaires de 5,8% pour s'établir à 4,6 milliards de FCFA. Cette contre-performance résulte du manque de dynamisme des transactions immobilières (ventes de parcelles bâties et non bâties, locations) impacté par l'instabilité du

climat économique et le vieillissement du parc immobilier. Par ailleurs, suite au manque de lotissements à viabiliser, les investissements ont décliné de 5,9% comparativement à 2022.

### Evolution de l'activité des services immobiliers

	2021	2022	2023	23/22
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	6 962	4 921	4 636	-5,8%
Valeur ajoutée (en millions de FCFA)	5 119	817	719	-12,0%
Investissements (en millions de FCFA)	751	856	805	-5,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1 943	2 051	2 264	10,4%
Effectifs (en nombre)	404	439	453	3,2%

Source : Enquête TBE

## II.10.3 Les services rendus aux entreprises

Les services comptables, juridiques et fiscaux, les services informatiques, les bureaux d'études, de contrôles et d'expertises techniques, la location de matériels et la mise à disposition de personnels composent les services rendus aux entreprises.

Les services rendus aux entreprises ont enregistré des résultats mitigés en 2023. Ainsi, l'activité mesurée par le chiffre d'affaires a frôlé de 0,8% à 53,49 milliards de FCFA en glissement annuel. Cette évolution s'explique par la bonne tenue du portefeuille clients, et le déploiement de nouvelles offres de services.

Par contre, la valeur ajoutée a régressé de 8,9% à 17,69 milliards de FCFA contre 19,42 milliards de FCFA en 2022. Dans le même temps, les investissements, les effectifs et la masse salariale, ont suivi cette tendance baissière, soit respectivement -11,9%, -8,5% et -14,1%.

### Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	2021	2022	2023	23/22
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	53 765	53 072	53 497	0,8%
Valeur ajoutée (en millions de FCFA)	18 989	19 423	17 694	-8,9%
Investissements (en millions de FCFA)	9 343	12 785	11 264	-11,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	28 613	30 265	25 998	-14,1%
Effectifs (en nombre)	4 636	4 103	3 754	-8,5%

Source : Enquête TBE

## II.10.4 Les services de mécanique générale

Les services de mécanique générale se composent des entreprises dont l'activité principale est la réparation des véhicules, d'engins lourds et autres moteurs.

Au cours de l'année 2023, l'activité des services de mécanique générale a fléchi de 9,2% pour un chiffre d'affaires de 18 milliards de FCFA. Cette détérioration résulte du retard accusé dans l'acheminement des pièces de rechange indispensables au marché et dont la demande reste fortement soutenue.

Les effectifs et la masse salariale ont baissé respectivement de 2,2% et 5,1% suite aux licenciements enregistrés sur la période. En revanche, en hausse de 7,5%, les investissements ont été essentiellement orientés vers le renouvellement des équipements.



maisons d'hôtes, résidences de touristes) ;

- ✦ L'Airbnb (service de plateforme payant permettant à des particuliers et des petites ou moyennes entreprises commerciales de louer des habitations entre eux).

### II.11.1.1 Les hôtels de classe internationale

La reprise de l'activité des hôtels de classe internationale amorcée depuis 2021, après la récession liée à la Covid, a été freinée en 2023 par le contexte électoral qui a occasionné une baisse du taux des taux de fréquentation. De plus, l'instauration du couvre-feu après le 30 août, a négativement impacté l'exploitation des grands hôtels.

En effet, en dépit d'un relatif accroissement du chiffre d'affaires global (+0,6%) à 20,03 milliards de FCFA, la branche a enregistré un recul du nombre de visiteurs (-1,9%) et du taux d'occupation des chambres (-2,14 points) entre 2022 et 2023. La consolidation du chiffre d'affaires a été portée par le relèvement du prix des chambres (+3,2%), ainsi que par la bonne tenue des segments de l'évènementiel et des autres prestations (15,1%).

Sur le volet de l'emploi, les politiques d'accompagnement des départs volontaires, anticipés, négociés et à la retraite expliquent l'augmentation de la masse salariale (+11,5%), dans un contexte de quasi réajustement numérique des effectifs (+0,9%) avec quelques contrats à durée déterminée (CDD).

#### Evolution de l'activité des hôtels de classe internationale

	2021	2022	2023	23/22
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	13,8	19,9	20,03	0,6%
Nombre de clients	122 918	133 394	130 846	-1,9%
Taux d'occupation %	47,28	41,54	39,4	-2,14 pts
Prix moyen/chambre (en FCFA)	66 729	74 430	76 780	3,2%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	4,5	5,2	5,8	11,5%
Effectifs (en nombre)	629	650	656	0,9%

Source : Enquête TBE

### II.11.1.2 Les hôtels de moyenne capacité

Les hôtels de moyenne capacité, les plus nombreux en termes d'implantation, restent fortement menacés par la dynamique des prestations connexes (Airbnb, hébergement touristique commercial non hôtelier) et par les contraintes liées au couvre-feu. En dépit de cet environnement peu favorable, le chiffre d'affaires réalisé par ce segment a augmenté de 10,3% pour se situer à 2,57 milliards de FCFA

## II.11.2 La restauration

Cette branche comprend :

- ✦ les restaurants de haut de gamme (implantés dans les hôtels de dimensions internationales ou en exploitation indépendante) ;
- ✦ les restaurants moyens ;
- ✦ la restauration collective (catering) et la restauration de proximité (mobile ou en ligne).

La livraison des chantiers initiés par le groupe « resto group » en période Covid-19 a eu pour effet de booster l'activité. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé, dans la catégorie du haut de gamme est passé de 10,79 milliards de FCFA en 2022 pour se situer à 12,39 milliards de FCFA en 2023, soit un accroissement de 14,8%.

### II.11.2.1. Restauration haut de Gamme

La livraison des chantiers initiés par le groupe « resto group » en période Covid-19 a eu pour effet de booster l'activité. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé, dans la catégorie du haut de gamme est en





hausse de 14,8% pour se situer à 12,39 milliards de FCFA en 2023.

### II.11.2.2. Restauration collective (ou catering)

La sous branche de la restauration collective a confirmé ses performances en dépit de la baisse du dynamisme constaté dans certaines entités. En conséquence, le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 18,1% pour s'établir à 31,36 milliards de FCFA en 2023.

En matière d'emploi, les effectifs se sont contractés (-7,9%) du fait de la perte de plusieurs contrats commerciaux.

#### Evolution de l'activité de la restauration collective

	2021	2022	2023	23/22
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	22 338	26 566	31 363	18,1%
Valeur ajoutée	6 104	8 332	12 576	50,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	4 832	3 502	3 707	5,9%
Effectifs (permanents)	715	882	812	-7,9%

Source : Enquête TBE

### II.11.2.3. Tourisme et loisirs

En dépit d'un potentiel inestimable, le secteur du tourisme demeure moins performant au Gabon en raison de la persistance de nombreux goulots d'étranglement, parmi lesquels la faible qualité des infrastructures de transport et leur coût, la formation des acteurs et la faible promotion de la destination Gabon.

Malgré les atouts en matière d'éco-tourisme, il ressort que sur les treize parcs nationaux créés en 2002, seuls sept possèdent actuellement des infrastructures adaptées à l'accueil des touristes. Face à ces défis, les nouvelles autorités ont entrepris d'améliorer l'identification des sites et la valorisation du potentiel du pays en matière de sites touristiques.

## II.12 LES INSTITUTIONS FINANCIERES.

### II.12.1 Les banques commerciales

En 2023, le système bancaire national compte sept (07) banques opérationnelles dont l'activité s'est consolidée, en dépit de l'incertitude liée au contexte politique. En effet, le total agrégé du bilan des banques a progressé de 9% à 4 374,1 milliards de FCFA. Les dépôts de la clientèle se sont consolidés de 3,5% à 3 080,5 milliards de FCFA et les crédits consentis se sont accrus de 7% à 2 135,5 milliards de FCFA. Ainsi, le produit net bancaire (PNB) et le résultat net ont augmenté respectivement de 15,4% et 25,8%.

En termes de développement du secteur, le déploiement des établissements de crédits s'est poursuivi en 2023, avec l'ouverture d'un guichet et d'une agence supplémentaires. Le nombre de clients bancarisés s'est accru de 15% à 581 997, soit 75 782 nouveaux clients, suite à la bancarisation des nouveaux fonctionnaires et des retraités.

Parallèlement, les effectifs ont augmenté de 1,7%, pour une masse salariale en progression de 13,7% à 23,3 milliards de FCFA, suite à de nouveaux recrutements.

## Structure du secteur bancaire

	2021	2022	2023	23/22
Nombre d'agences	83	86	87	1,2%
Nombre de GAB	265	294	295	0,3%
Nombre de clients	396 811	506 215	581 997	15,0%
Effectifs	1 668	1 798	1 828	1,7%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	13,3	20,5	23,3	13,7%

Source : Banques

## Les opérations bancaires

L'activité des banques s'articule autour de la collecte de fonds et l'octroi des crédits aux agents économiques.

## Les ressources

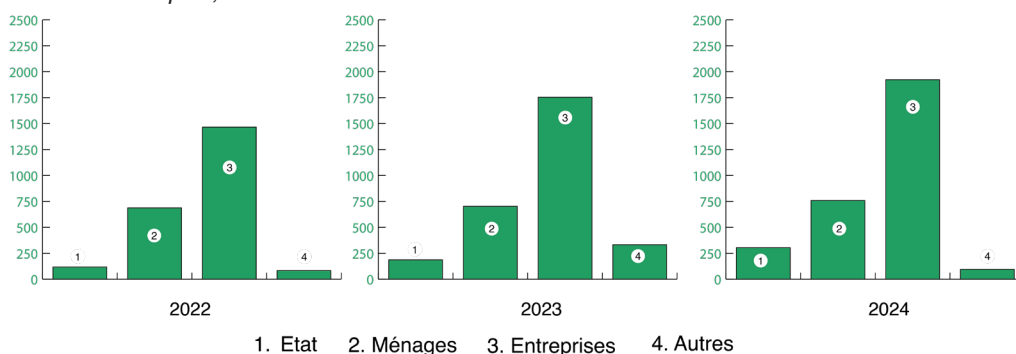
Les ressources collectées ont augmenté de 3,5% à 3 080,5 milliards de FCFA, tirées par la hausse des dépôts des entreprises et de l'Etat. En effet, les dépôts des entreprises se sont renforcés de 9,6% à 1 922,4 milliards de FCFA sur la période, du fait de l'attentisme des investisseurs dans un contexte d'incertitude, et de l'application de la réglementation des changes.

Les dépôts de l'Etat se sont renforcés de 63,6% à 304,5 milliards de FCFA, en lien avec le volume des recettes pétrolières. Parallèlement, les dépôts des ménages se sont consolidés de 7,8% à 758,3 milliards de FCFA et les autres dépôts, notamment ceux des non-résidents, ont baissé de 71,3% à 95,4 milliards de FCFA.

## Evolution des dépôts de la clientèle par type de déposants

(En milliards de FCFA)	2021	2022	2023	23/22
État	117,3	186,1	304,5	63,6%
Ménages	687,0	703,4	758,3	7,8%
Entreprises	1 466,0	1 754,5	1 922,4	9,6%
Autres	83,6	332,1	95,4	-71,3%
Total	2 353,9	2 976,1	3 080,5	3,5%

Sources : Banques, COBAC



## Les crédits distribués

L'encours des crédits distribués a progressé de 7%, en liaison avec la hausse des crédits accordés aux entreprises et aux ménages. En effet, les crédits accordés aux entreprises privées se sont accrus de 14,7% à 1 322,5 milliards de FCFA. Cette évolution fait suite à l'ouverture de lignes de découverts aux grandes entreprises et à l'accompagnement des entreprises telles que la Société Autoroutière du Gabon (SAG) et la Sogara. Parallèlement, les crédits aux ménages ont augmenté



### Evolution des indicateurs des banques

(En milliards de FCFA)	2021	2022	2023	23/22
Total des actifs	3 266,6	4 012,8	4 374,1	9,0%
Fonds propres	428,9	442,6	475,4	7,4%
Fonds propres/Total actifs	13,1%	11,0%	10,9%	-0,1 pt
Total prêts	1 854,2	1 996,6	2 135,5	7,0%
Créances en souffrance	157,8	172,7	170,7	-1,2%
Prêts bancaires improductifs/Total prêts	8,5%	8,6%	8,0%	-0,6 pt
Provisions pour prêts improductifs	104,1	130,1	129,8	-0,2%
Provisions/créances en souffrance	65,9%	75,3%	76,0%	+0,7 pts
PNB	231,5	254,6	293,7	15,4%
Résultats nets	72,7	87,2	109,7	25,8%

Sources : Banques, COBAC

### Les opérations de trésorerie

Les ressources de trésorerie se sont renforcées de 82,9% à 585,8 milliards de FCFA sous l'effet de la hausse des ressources des opérations au jour le jour à 173,7 milliards de FCFA et des ressources à terme (+92%) à 411,7 milliards de FCFA.

Les emplois de trésorerie se sont consolidés de 16,2% à 1 959,7 milliards de FCFA. Ils sont majoritairement répartis entre les opérations au jour le jour et à terme (6,9% du total des emplois de trésorerie), les opérations à vue, y compris les encaissements (40,6%) et les titres de placements et de transactions (51,1%). Le rapprochement des ressources de trésorerie avec les emplois de trésorerie fait ressortir un excédent de trésorerie en hausse de 0,5% à 1 373,9 milliards de FCFA à fin 2023.

### Evolution des indicateurs des banques

(En milliards de FCFA)	2021	2022	2023	23/22
Emplois de trésorerie	1 086,3	1 687,0	1 959,7	16,2%
Ressources de trésorerie	305,1	320,2	585,8	82,9%
Excédent/déficit de trésorerie	781,2	1 366,8	1 373,9	0,5%

Source : COBAC

## II.12.2 Les établissements de microfinance

En 2023, le secteur de la microfinance compte dix-neuf (19) établissements agréés. Cependant, l'analyse porte sur quinze (15) établissements dont six (6) coopératives, regroupées au sein du réseau des structures de première catégorie (REPC) et neuf (9) sociétés anonymes indépendantes.

### La configuration du secteur

Globalement, le secteur compte dix-neuf (19) établissements agréés répartis comme suit : six (6) sociétés coopératives affiliées au REPC et treize (13) sociétés anonymes indépendantes.

Le réseau des établissements de microfinance a poursuivi son extension. On dénombre ainsi 11 agences supplémentaires en 2023, portant leur nombre à 104 sur l'ensemble du territoire. Toutefois, les implantations urbaines restent concentrées à Libreville, Port-Gentil, Franceville et Oyem.

## Paysage du secteur de la microfinance

	Décembre 2021	Décembre 2022	Décembre 2023	23/22
Nombre d'EMF	20	19	19	0%
Nombre d'agences	98	93	104	11,8%
Usagers	290 788	258 935	281 281	8,6%
Effectifs	808	779	872	11,9%

Sources : EMF, DGEPP

L'ouverture de nouvelles agences s'est traduite par l'augmentation du portefeuille clients et des effectifs. En effet, le secteur a enregistré une hausse de 8,6% de sa clientèle qui passe à 281 281 usagers. La cible des EMF est composée des particuliers salariés ou justifiant d'un revenu permanent régulier, notamment les PME/PMI, les commerçants et artisans, les retraités et les étudiants boursiers.

En termes de parts de marché, quatre principales sociétés anonymes (Finam, Edg, Express-Union et Cofina) regroupent 93% des clients du secteur. En matière d'emploi, les effectifs ont progressé de 11,9% pour se situer à 872 employés.

## Les fonds propres et l'intermédiation financière

Les capitaux propres des EMF ont progressé de 15,9% à 18,2 milliards de FCFA, suite au dépassement, par plusieurs EMF, de la limite du capital social exigé et fixé par la réglementation à 300 millions de FCFA.

### Evolution des ressources et des emplois

(En milliards de FCFA)	Décembre 2021	Décembre 2022	Décembre 2023	23/22
Fonds propres	9,81	15,7	18,2	15,9%
Encours de dépôts	85,93	82,3	114,2	38,8%
Encours de crédits	82	78,3	97,8	24,9%

Sources : EMF, DGEPP

L'analyse des indicateurs d'intermédiation fait apparaître une hausse d'activité, traduisant une amélioration de l'inclusion financière. En effet, les dépôts collectés, constitués pour l'essentiel des dépôts à vue (environ 73% de l'encours), se sont consolidés de 38,8% à 114,2 milliards de FCFA, grâce aux performances commerciales des leaders du secteur.

### Évolution des dépôts des clients par type de comptes

(En milliards de FCFA)	Décembre 2021	Décembre 2022	Décembre 2023	23/22
Comptes à vue	60,51	62,3	83,3	33,7%
Compte à terme	19,23	17,1	21,2	24%
Comptes de dépôts à régime spécial	4,22	2,02	2,4	18,8%
Autres comptes	1,97	0,88	7,3	
Total des dépôts	85,93	82,3	114,2	38,8%

Sources : EMF, DGEPP

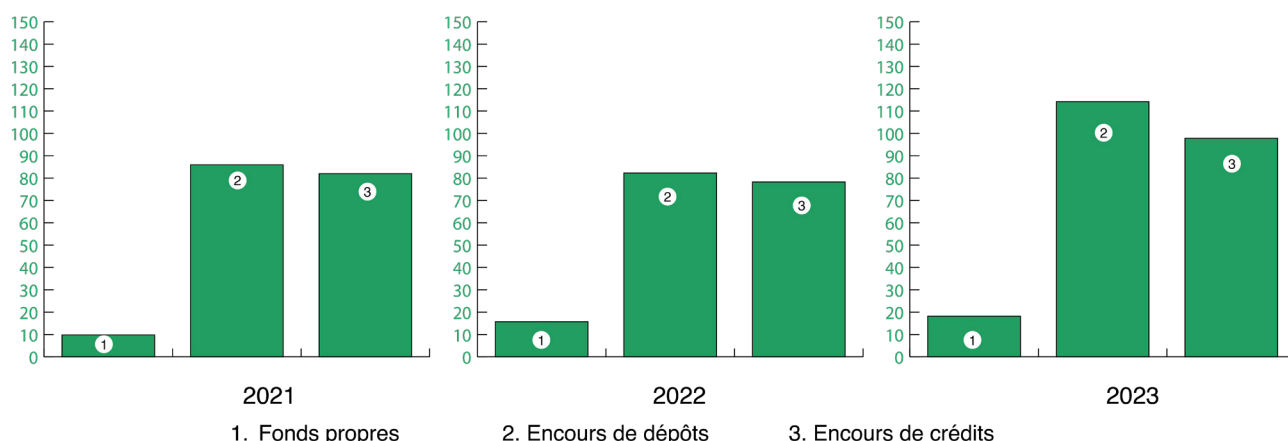
La couverture des crédits par les dépôts ressort à 117%. Le secteur est devenu plus liquide par rapport au niveau observé en décembre 2022 qui situait le taux de couverture à 105%.

### Evolution des crédits nets

En milliards de FCFA	Décembre 2021	Décembre 2022	Décembre 2023	Var 22/21
Crédits bruts	82	78,3	97,78	24,9%
Créances en souffrance	7,5	4,42	5,31	20,1%
Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle	6,3	3,36	6,76	101,2%
Crédits nets	75,7	74,94	91,02	-21,5%

Sources : EM, DGEPP

## Evolution des principaux indicateurs financiers de fin 2021 à fin 2023



La qualité du portefeuille des établissements de microfinance s'est quelque peu détériorée. Les créances douteuses sont passées de 4,42 milliards de FCFA à 5,31 milliards de FCFA sur la période susmentionnée.

### Les opérations de trésorerie et la rentabilité financière

L'excédent de trésorerie a presque doublé en une année pour se chiffrer à 37,05 milliards de FCFA soit 21% du total du bilan contre 14% en décembre 2022. Il est constitué des avoirs à vue et à terme auprès des banques commerciales.

#### Opérations de trésorerie

(En milliards de FCFA)	Décembre 2021	Décembre 2022	Décembre 2023	23/22
Emplois de trésorerie	29,5	26,5	44,66	68,5%
Ressources de trésorerie	5,6	7,5	7,61	1,5%
Excédent/déficit de trésorerie	23,9	19	37,05	95%
Produit net financier	15,89	15,16	17,83	17,6%

Sources : EM, DGEFP

Porté par la performance des leaders, le secteur a généré en 2023 un Produit Net Financier (PNF) de 17,83 milliards de FCFA, après une baisse de 4,6% enregistrée en 2022.

Les taux d'intérêts pratiqués sur les opérations avec la clientèle sont restés dans la moyenne des taux pratiqués dans la CEMAC. Leur structure est restée identique à celle de 2022, malgré une forte concurrence entre les établissements

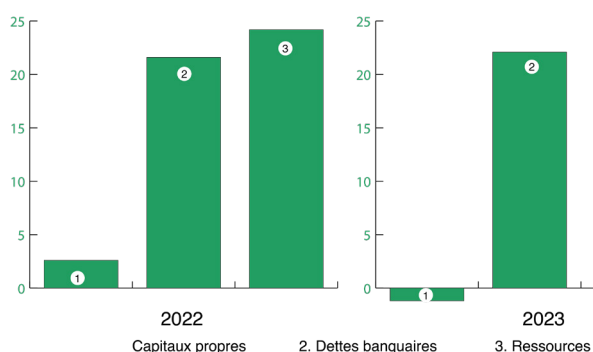
### II.12.3 La situation des établissements financiers

En 2023, avec seulement deux acteurs majeurs exerçant dans le crédit-bail, le crédit automobile, le crédit d'équipement, les crédits d'investissements et de location longue durée, l'activité du secteur a été marquée par une contraction des ressources, une régression des emplois, une chute des investissements et un effondrement des créances impayées.

La situation consolidée des établissements financiers s'est dégradée. En effet, le total de bilan a reculé de 10,8% pour s'établir 38,9 milliards de FCFA. Cette baisse est imputable à la contraction des opérations de crédit-bail ainsi qu'à la diminution des capitaux propres, résultant des décisions stratégiques d'orienter le crédit de façon plus prudente et de suspendre la production de certains types de financement.

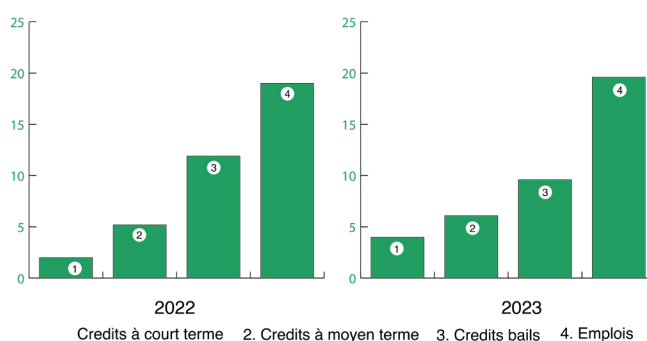
## Les ressources

### Situation des ressources (en milliards de FCFA)



Au terme de l'année 2023, les ressources des établissements financiers ont baissé de 14,0% pour s'établir à 20,8 milliards de FCFA contre 24,2 milliards de FCFA un an plus tôt. Ce fléchissement s'explique par la chute des capitaux propres qui passent de 2,6 milliards de FCFA en 2022 à -1,3 milliard de FCFA, en raison des contre-performances financières enregistrées au cours des cinq dernières années qui se traduisent par des résultats négatifs et des capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social.

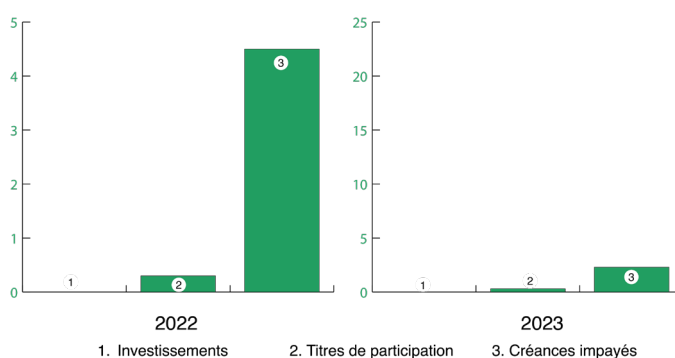
## Les emplois



Les emplois ont progressé de 3,2% pour une valeur totale de 19,6 milliards de FCFA, malgré la baisse des crédits-bails (-19,3%). Cette amélioration est principalement due à l'affermissement des crédits à court et moyen terme, résultant de la restructuration des impayées du crédit-bail en crédit à court terme, ainsi que de l'orientation des activités vers le crédit à la consommation pour les particuliers au détriment du crédit aux entreprises.

## Les investissements et créances impayées

### Evolution des investissements, titres de participations et créances impayées (en milliards de FCFA)



En 2023, aucun investissement n'a été réalisé, du fait des contraintes financières et de l'incertitude électorale. Par ailleurs, il convient de noter une baisse significative des créances impayées de 48,9% à 2,3 milliards de FCFA. Cette réduction résulte de deux principales actions :

- ✦ le reclassement des créances impayées dont la probabilité de recouvrement est réduite, en créances douteuses ;

- ✦ le déploiement des efforts soutenus pour recouvrer les créances impayées, tant par la voie amiable que par la voie judiciaire.

### Effectifs et masse salariale

Au cours de la période sous revue, les établissements financiers ont fonctionné avec un effectif de 69 personnes contre 66 un an plus tôt, soit une hausse de 4,5% relative au recrutement des agents. Malgré cette augmentation de l'emploi, la masse salariale a diminué de 16,7% à 1,5 milliard de FCFA, principalement du fait des départs à la retraite.

Par ailleurs, les immobilisations en locations ont diminué de 20,2% pour s'établir à 9,5 milliards de FCFA.

	2022	2023	23/22
Effectifs (nombre)	66	69	4,5%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	1,8	1,5	-16,7%
Immobilisation en location (en milliards de FCFA)	11,9	9,5	-20,2%

## II.12.4 L'activité mobile money

Le mobile money ou le paiement par téléphone, désigne l'utilisation des téléphones mobiles pour effectuer des transactions financières (transférer de l'argent, payer des biens et services, accéder à des services bancaires de base, etc.). Cette technologie permet aussi aux personnes qui ne disposent pas de compte bancaire d'effectuer un transfert d'argent, de dépenser et de gérer leur argent à partir de leur téléphone. Le Gabon compte deux principaux opérateurs : Airtel Money et Moov Africa Gabon Telecom.

En 2023, au regard de l'évolution des principaux indicateurs, l'activité du mobile money est en pleine croissance, avec un chiffre d'affaires en progression de 17,4% à 44 milliards de FCFA, soutenue par la bonne tenue des opérations de retraits (+13%), des opérations de paiements (+22,7%), des transferts nationaux (11,7%) et ceux réalisés dans la zone CEMAC (+42%)..

### Evolution de l'activité mobile money

(En milliards de FCFA)	2021	2022	2023	23/22
Chiffre d'affaires	32,861	37,49	44	17,4%
Retraits	18,629	21,006	24	14,3%
Paiements	9,906	11	13,494	22,7%
Transferts nationaux	3,432	4	4,467	11,7%
Transferts Zone CEMAC	0,894	1,489	2,117	42,2%

Sources : Enquête TBE

### II.12.4.1. L'évolution du nombre d'abonnés et du réseau de distribution

Le nombre de comptes de paiement de monnaie électronique en 2023 a atteint 3 591 145, en hausse de 13,3%. Le nombre de comptes actifs (+13%) est passé de 1 196 464 en 2022 à 1 351 649 en 2023, représentant 37,6% du nombre total des comptes de paiement et 62,4% pour les comptes inactifs.

A fin décembre 2023, on dénombrait 514 distributeurs de Mobile Money à travers le pays contre 500 à fin 2022. Le nombre des super distributeurs quant à lui reste constant à 30 entre 2022 et 2023. Les points de vente ont progressé de 6,1%, à 51 593 en 2023 contre 48 613 en 2022. Cette distribution de monnaie électronique de proximité permet aux opérateurs de téléphonie mobile d'étendre leurs offres aux zones difficiles d'accès.

### Evolution des utilisateurs de mobile money

Indicateurs	Réalisations	Réalisations 2022	Réalisations 2023	Var 23/22
2021	Réalisations 2022	Réalisations	1 351 649	13%
2023	Var 23/22	1 972 645	2 239 496	13,5%
Nombres de comptes actifs	1 019 189	1 196 464	1 351 649	13,0%
Nombres de comptes non actifs	1 354 614	1 972 645	2 239 496	13,5%
Nombre total de comptes	2 373 803	3 169 109	3 591 145	13,3%
Nombre des distributeurs	788	500	514	2,8%
Nombre de super distributeurs	29	30	30	0,0%
Nombre de points de ventes	40 157	48 613	51 593	6,1%

Source : Enquête TBE





## Evolution des produits en nombre et en valeur

INDICATEURS	2021		2022		2023		23/22	
	Transactions		Transactions		Transactions		Volume	Valeur
	Nbre opérations	Valeurs (en milliards FCFA)	Nbre opérations	Valeurs (en milliards FCFA)	Nbre opérations	Valeurs (en milliards FCFA)		
Dépôts	57 435 004	1 090	65 948 994	1 222	75 952 082	1 424	15%	17%
Retraits	52 438 631	830	61 635 962	961	67 818 251	1 080	10%	12%
Transferts Nationaux	33 707 404	471	36 883 461	529	42 161 878	627	14%	19%
Transferts Internationaux GIMAC	1 364 867	50	1 546 218	58	2 435 742	104	57,5%	79%
Paievements	NC	188	110 649 708	216	128 619 491	253	16%	17%
Total transactions	144 945 906	2 629	276 664 343	2 986	316 987 444	3 487	14,6%	17%

Source: Enquête DGEPP

## II.12.5 Les compagnies d'assurance

En 2023, le marché de l'assurance au Gabon a enregistré une croissance de 20,6%, atteignant 134,21 milliards de FCFA. Ce résultat positif est à mettre au crédit de la bonne tenue des branches Non-Vie et Vie, qui ont augmenté respectivement de 17,6 % et 30,9 %.

### Evolution du chiffre d'affaires du secteur Assurance

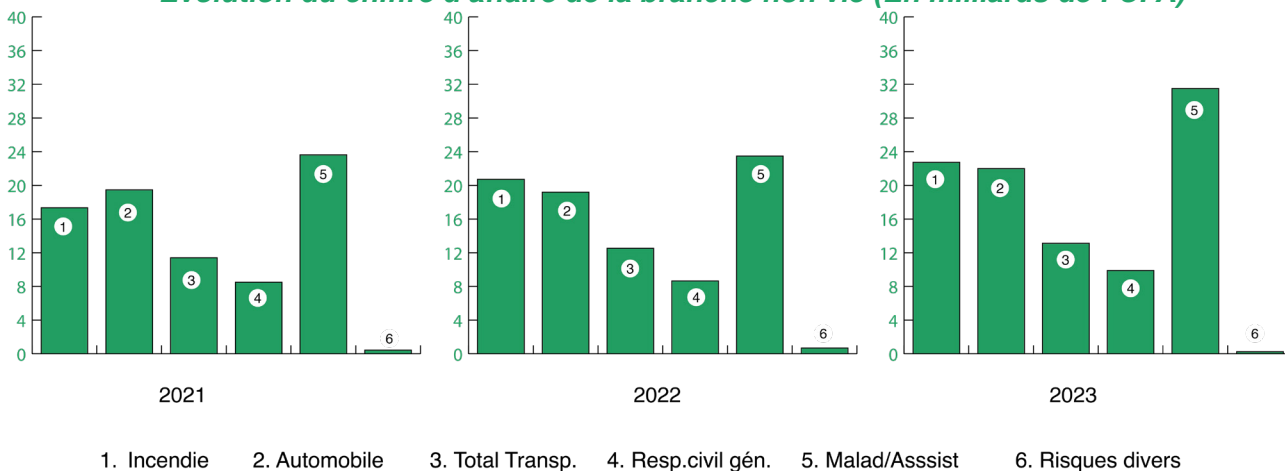
(En milliards de Fcfa)				Parts de marché	Parts de marché
	2021	2022	2023	23/22	2023
Branches					
Non Vie	79,37	86,08	101,26	17,6%	75%
Vie	23,64	25,18	32,95	30,9%	25%
Total	103,01	111,26	134,21	20,6%	100%

Source : Compagnies d'assurances

## La branche Non Vie

La branche Non-Vie, qui représente 86 % des recettes du secteur, a connu une augmentation de 17,6 % pour atteindre 101,26 milliards de FCFA en 2023. Cette croissance est attribuée aux différents projets lancés suite au coup d'État d'août 2023 et à la relance de l'économie nationale. Le mérite de cette amélioration revient aux produits traditionnels qui animent le secteur national de l'assurance, à savoir «Incendie, Responsabilité civile générale, Automobile et Santé», qui ont réalisé de bonnes performances avec des augmentations respectives de 9,8 % à 22,74 milliards de FCFA, 14 % à 9,89 milliards de FCFA, 14,7 % à 21,99 milliards de FCFA, et 34,1 % à 31,50 milliards de FCFA.

### Evolution du chiffre d'affaire de la branche non vie (En milliards de FCFA)





par rapport aux 106,38 milliards de FCFA de 2022. La plupart de ces investissements ont été réalisés au Gabon, à hauteur de 81 %, et sont principalement constitués de placements financiers tels que des obligations et des dépôts à terme.

En effet, les compagnies d'assurance sont des investisseurs institutionnels qui souscrivent aux émissions d'obligations d'État. Environ 45 % de leurs investissements ont été réalisés dans l'immobilier, plus précisément dans des propriétés appartenant à diverses compagnies d'assurance dans la capitale et dans l'ensemble du pays.

### Evolution des placements

(En milliards de Fcfa)				Parts de marché	Parts de marché
	2021	2022	2023	23/22	2023
Placements au Gabon	81,13	81,69	49,82	-39%	81%
. Immobiliers	24,774	22,784	22,507	-1%	45%
. Financiers	56,359	58,91	27,31	-54%	55%
Placements dans la zone CIMA	10,92	22,58	10,81	-52%	18%
. Immobiliers	1,075	0	1,744	-	16%
. Financiers	9,842	22,582	9,064	-60%	84%
Placements hors zone CIMA	0,92	2,11	0,71	-66%	1%
. Immobiliers	0	0	0	-	0%
. Financiers	0,92	2,11	0,712	-66%	1%
Total	92,97	106,38	61,34	-42%	100%

Source: compagnies d'assurances

### Effectifs et masse salariale

Les effectifs et la masse salariale ont diminué respectivement de 4 % à 504 employés et de 9 % à 8,7 milliards de FCFA. Cela s'explique par les départs à la retraite, les démissions et le non-renouvellement des contrats de certains stagiaires en CDD

### L'activité de réassurance

L'activité de réassurance locale s'est améliorée en 2023, en raison de la diversification du portefeuille par la société, ce qui a entraîné une hausse des primes de 11,07% à 9,341 milliards de FCFA. La SCG-Ré a connu une baisse de ses recettes de 7,84 % à 19,057 milliards de FCFA en 2023, tandis que la Cession Légale a vu ses recettes croître de 4,91 % à 9,716 milliards de FCFA.

La croissance des primes facultatives a été attribuée à une équipe dédiée d'agents au Gabon et à la souscription active de nouvelles affaires à Kigali, Abidjan et Yaoundé, ce qui a entraîné une évolution du volume de 11,07 % à 9,341 milliards de FCFA.

Les commissions versées ont également augmenté de 8,80 % pour atteindre 3,351 milliards de FCFA. Le personnel de l'entreprise a augmenté de 2,5 % pour atteindre 41 employés en 2023 contre 40 employés l'année précédente.

Le total des charges salariales a augmenté de 29,93 % pour atteindre 1,363 million de FCFA en 2023 contre 1,049 million de FCFA en 2022.







### III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

Dans un contexte marqué par l'enlisement du conflit russo-ukrainien et la poursuite du durcissement des conditions de financement, l'économie mondiale a enregistré un ralentissement en 2023. En effet, après avoir fait preuve de résilience en 2022, la croissance mondiale est passée de 3,5% à 3,2%.

Sur le plan national, la dynamique amorcée avec la mise en œuvre du PAT a été bouleversée par les faiblesses logistiques enregistrées au cours de l'année 2023 (difficultés à évacuer des produits par voies ferroviaire et terrestre).

Ainsi, l'activité économique nationale s'est caractérisée par un ralentissement de la croissance du PIB. En terme réel, le produit intérieur brut a progressé de 2,4% contre 3,0% en 2022, tiré par les secteurs pétrole (+7,6%) et hors-pétrole (+1,9%).

#### Evolution du taux de croissance du PIB

(En %)	2021	2022	2023
PIB total	1,5	3,0	2,4
PIB pétrole	-6,7	3,3	7,6
PIB hors-pétrole	2,5	3,0	1,9

Source : DGEFP

#### III.1.1 Le PIB par secteur d'activité

Du point de vue de l'offre, la croissance du PIB réel a été portée par les secteurs primaire (+2,1%), secondaire (+2,7%) et tertiaire (+1,6%).

La progression du secteur primaire s'explique essentiellement par l'accélération de la production pétrolière (+7,6% à 11,160 millions de tonnes), suite à l'optimisation des champs matures et l'entrée en production de nouveaux champs.

Toutefois, la hausse d'activité du secteur primaire a été atténuée par le ralentissement de l'activité agricole (+1,3% contre +8,9% en 2022) et les contreperformances enregistrées dans l'Exploitation forestière (-11,8%) et les Mines (-2,5%), en raison des difficultés d'acheminement des produits, des lieux d'extraction vers la zone portuaire par voie ferrée et terrestre.

La consolidation du secteur secondaire découle du relèvement des activités des branches Industrie agro-alimentaire & boissons (+6,8%), Autres industries (+1,4%), Electricité et eau (+2,0%) et BTP (+5,0%).

La performance des industries agro-alimentaires résulte principalement de la bonne tenue des sous-branches Eau minérale, Boissons gazeuses et alcoolisées, en raison de la fermeté de la demande.

Le relèvement des BTP provient essentiellement de l'exécution des chantiers d'infrastructures (la Transgabonaise, les voiries municipales, les écoles, les structures sanitaires, les routes, etc.).

En outre, l'accroissement de la valeur ajoutée des autres industries est à la faveur de la fermeté de la demande des BTP et des autres activités hors bois dans la ZERP de Nkok.

Par contre, le raffinage (-33,3%) a pâti de deux arrêts programmés de son outil de production pour les besoins d'entretien. Les difficultés d'approvisionnement en grumes rencontrées par les industriels du Bois ont conduit à une baisse de leur activité (-4,9%).

Le secteur tertiaire s'est caractérisé par une évolution favorable de la quasi-totalité de ses branches. En effet, la hausse de l'activité de transport (+3,0%) s'explique par les résultats enregistrés dans le transport aérien, maritime et portuaire. Le dynamisme des télécommunications (+2,2%) est lié au renforcement du déploiement de la fibre optique.

L'amélioration de la branche services bancaires, assurances (+8,6%), quant à elle, provient de l'accroissement des crédits et du renforcement de l'utilisation du digital dans les banques commerciales. De même, la progression observée dans les assurances résulte de la forte couverture des opérateurs économiques contre le risque des événements post électoraux.





### Evolution du PIB par la demande

(En milliards de FCFA)	PIB nominal ((au prix du marché)	PIB en volume (au prix de 2001)	LFI 2023/ LFR 2022							
	2021	2022	2023	22/21	23/22	2021	2022	2023	22/21	23/22
PRODUIT INTERIEUR BRUT	10 782,8	12 750,1	12 165,2	18,2%	-4,6%	5 724,7	5 898,6	6 042,9	3,0%	2,4%
DEMANDE INTERIEURE	6 843,9	7 255,5	7 622,8	6,0%	5,1%	7 018,1	7 341,9	7 647,2	4,6%	4,2%
DEMANDE EXTERIEURE	9 202,9	11 738,1	11 069,5	27,5%	-5,7%	7 977,6	8 990,5	8 962,7	12,7%	-0,3%
CONSOMMATION TOTALE	4 961,6	5 212,1	5 489,7	5,0%	5,3%	3 500,9	3 529,6	3 598,8	0,8%	2,0%
Ménages	3 687,3	3 834,2	4 055,0	4,0%	5,8%	2 540,9	2 532,9	2 586,6	-0,3%	2,1%
Administrations	1 274,2	1 377,9	1 434,7	8,1%	4,1%	959,9	996,8	1 012,2	3,8%	1,5%
INVESTISSEMENT TOTAL	1 882,3	2 043,4	2 133,1	8,6%	4,4%	3 517,2	3 812,2	4 048,4	8,4%	6,2%
Privé	1 627,2	1 785,0	1 841,4	9,7%	3,2%	3 286,4	3 580,9	3 797,1	9,0%	6,0%
dont : Pétrole	464,7	563,2	581,7	21,2%	3,3%	2 019,4	2 305,7	2 486,3	14,2%	7,8%
Hors Pétrole	1 162,5	1 221,8	1 259,7	5,1%	3,1%	1 267,1	1 275,1	1 310,7	0,6%	2,8%
Administration	255,1	258,5	291,7	1,3%	12,9%	230,7	231,3	251,3	0,3%	8,6%
EXPORTATIONS TOTALES	6 571,0	8 616,3	7 805,9	31,1%	-9,4%	3 342,1	3 773,6	3 679,2	12,9%	-2,5%
Pétrole	4 233,2	5 648,0	5 489,7	33,4%	-2,8%	1 069,8	1 094,0	1 253,6	2,3%	14,6%
Hors Pétrole	2 133,3	2 747,2	2 084,1	28,8%	-24,1%	2 204,1	2 610,1	2 355,0	18,4%	-9,8%
dont : Rentes et autres produits d'exportations	1 085,2	1 476,5	1 076,0	36,1%	-27,1%	956,3	1 295,2	1 130,3	35,4%	-12,7%
Mines	503,5	724,0	500,5	43,8%	-30,9%	703,0	781,7	718,3	11,2%	-8,1%
Bois transformé	540,4	541,6	502,5	0,2%	-7,2%	541,2	529,3	503,2	-2,2%	-4,9%
Produits manufacturiers	4,1	5,1	5,1	22,9%	0,2%	3,6	3,8	3,3	6,8%	-13,8%
IMPORTATIONS TOTALES	2 632,0	3 121,8	3 263,6	18,6%	4,5%	4 635,5	5 216,9	5 283,5	12,5%	1,3%
dont Consommations	478,6	556,2	576,8	16,2%	3,7%	477,8	511,5	519,5	7,0%	1,6%
Equipements	356,9	667,8	765,1	87,1%	14,6%	576,7	1 019,7	1 080,8	76,8%	6,0%
Intermédiaires	546,4	681,3	862,7	24,7%	26,6%	571,4	679,7	835,2	19,0%	22,9%

Source : DGEPP

## III.2 LE BUDGET DE L'ETAT

En 2023, pour la première fois depuis 2020, le budget de l'Etat n'a pas fait l'objet d'un collectif.

### III.2.1 L'équilibre budgétaire

Le budget de l'année 2023 a été arrêté à 3 602,3 milliards de FCFA en ressources et emplois. Il a augmenté de 9,3%, par rapport au collectif budgétaire de 2022, du fait de la hausse conjointe des ressources propres et des ressources d'emprunt.



### III.3. LA MONNAIE ET LE CREDIT

A fin décembre 2023, la situation monétaire au sens large, corrélée à l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur, est caractérisée par une hausse des crédits intérieurs nets (+6,8%), une consolidation de la masse monétaire (+9,7%) et une baisse des avoirs extérieurs nets (-9,1%).

#### Evolution de la situation monétaire large

Rubriques	2021	2022	2023
	En milliards de FCFA		
Avoirs extérieurs nets	203,9	234,7	213,3
Banque centrale	-65,9	-41,5	35,8
Banques commerciales	269,8	276,2	177,6
Crédits intérieurs nets	3 008,4	3 355,8	3 584,9
Créances nettes sur l'Etat	1 612,3	1 770,2	1 739,8
Dont Position Nette du Gouvernement (PNG)	1 602,9	1 778,8	1 768,6
Dont Créances nettes sur les organismes publics	9,4	-8,6	-28,8
Créances sur le reste de l'économie	1 396,1	1 585,6	1 845,1
Ressources = Contreparties	3 212,3	3 590,7	3 798,2
Monnaie au sens large	2 595,2	2 990,8	3 282,1
Circulation fiduciaire	477,3	364,7	398,3
Dépôts	2 117,9	2 626,1	2 883,9
dont Quasi monnaie	742,7	756,8	907,1
Ressources extra-monétaires	617,1	599,9	516,1
	Variation annuelle en %		
Avoirs extérieurs nets	-62,4%	15,1%	-9,1%
Crédits intérieurs nets	18,1%	11,5%	6,8%
Créances nettes sur l'Etat	20,3%	9,8%	-1,7%
Créances sur le reste de l'économie	15,8%	13,6%	16,4%
Ressources = Contreparties	9,5%	11,8%	5,8%
Masse monétaire	5,7%	15,2%	9,7%
Circulation fiduciaire	17,2%	-23,6%	9,2%
Dépôts	3,4%	24,0%	9,8%

Source: BEAC

#### III.3.1.1 La masse monétaire (M2)

La masse monétaire s'est établie à 3 282,1 milliards de FCFA, en hausse de 9,7% concomitamment à une augmentation du stock de dépôts (+9,8%) et une accélération de la circulation de la monnaie fiduciaire (+9,2%).

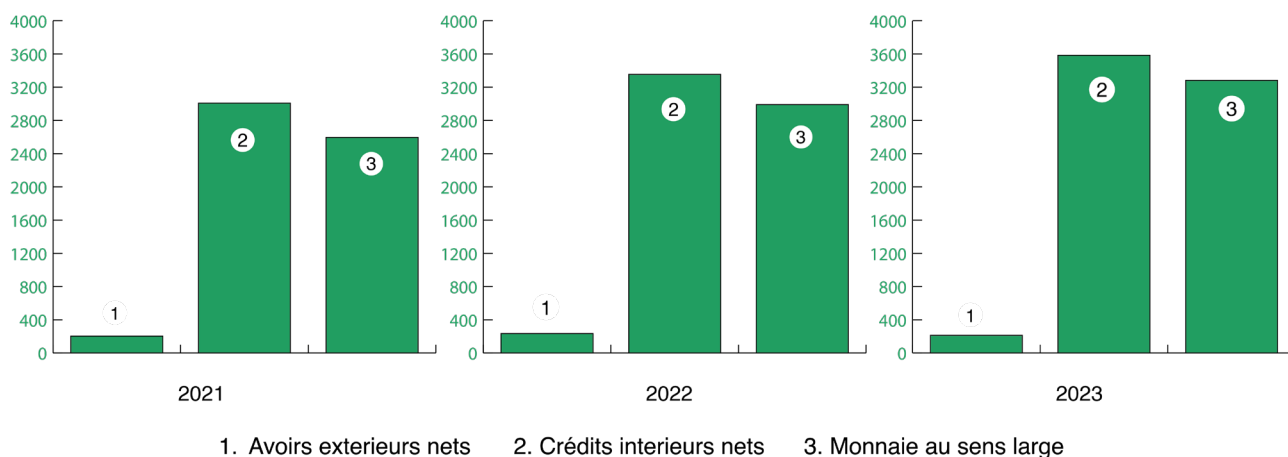
La stricte observation des dispositions de la réglementation des changes et l'attentisme des entreprises ont contribué à renforcer les ressources monétaires. En effet, l'incertitude liée au contexte politique a conduit de nombreux opérateurs à différer leurs projets d'investissement.

#### III.3.1.2. Les ressources extra-monétaires

Les ressources extra-monétaires (fonds propres du système bancaire et autres postes nets) ont reculé de 14% à 516,1 milliards de F CFA au 31 décembre 2023.



### Agrégats monétaires résumés (en milliards de FCFA)



Source : BEAC

## III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS

En 2023, le ralentissement aussi bien de l'économie mondiale que nationale s'est traduit par un creusement du déficit de la balance des paiements, qui a plus que doublé à 75,9 milliards de FCFA. Cette dégradation du solde s'expliquerait par l'apparition d'un déficit du compte des transactions courantes (-353,4 milliards de FCFA) contre un excédent de 755,5 milliards de FCFA enregistré un an plus tôt.

### III.4.1 La balance des transactions courantes

Le déficit du compte courant en 2023 serait lié au recul prononcé des excédents de la balance commerciale (-40,8%) et des transferts (-68,5%) ainsi qu'à l'accroissement du déficit des services (+3,5).

#### III.4.1.1 La balance commerciale

Le solde excédentaire des échanges de biens s'est replié de 40,8% à 1644,9 milliards de FCFA, suite au recul des exportations (-15,9%) et à la hausse des importations (+8,2%). Cette contreperformance s'expliquerait par la baisse des ventes de pétrole (-19,3%), de manganèse (-8,3%) et de bois (-2,5%), en lien avec le fléchissement des prix de ces matières premières et de la demande du manganèse et de bois. Le repli des exportations de pétrole entre 2022 et 2023 (-19,3%) résulterait de la baisse jumelée des prix du brut gabonais (-19,5%) et des commandes effectuées par les principaux clients du Gabon notamment la Chine, l'Inde et l'Italie.

En parallèle, la baisse des exportations de manganèse résulterait de la contraction de la demande internationale et du prix (-20,0%). L'augmentation des importations de 8,2% à 3 117,4 milliards de FCFA serait principalement tributaire de la hausse des achats au titre des investissements dans le secteur pétrolier (+17,9%).

## Evolution de la balance commerciale

(En milliards de FCFA)	2021	2022	2023*	23/22
Exportations (fob)	3 987,6	5 661,3	4 762,3	-15,9%
Pétrole	2 554,0	4 127,2	3 332,0	-19,3%
Manganèse	692,5	963,1	883,4	-8,3%
Or	31,0	38,3	43,1	12,5%
Bois	480,5	453,8	442,5	-2,5%
Autres	229,6	78,8	61,3	-22,2%
Importations (fob)	1 915,2	2 882,1	3 117,4	8,2%
Secteur pétrolier	533,2	1 362,8	1 607,2	17,9%
Secteur minier	72,3	125,1	126,4	1,0%
Secteur bois	34,9	39,8	34,2	-14,2%
Autres	1 274,8	1 354,4	1 349,6	-0,4%
Balance commerciale	2 072,4	2 779,2	1 644,9	-40,8%

Source: BEAC\* Projections

### III.4.1.2 La balance des services

En 2023, le déficit des échanges de services s'aggraverait de nouveau de 3,5% à 1 220,5 milliards de FCFA. Cette évolution serait essentiellement liée à la dégradation du déficit des services du fret et assurance des marchandises (+26,4%) et de Voyages et séjours (+2,7%), sous l'effet du ralentissement de l'activité économique mondiale.

### III.4.1.3 La balance des revenus et des transferts

Le déficit des revenus primaires s'atténuerait de 9,1% à 783,4 milliards de FCFA. Cette évolution serait liée au recul du solde des revenus des investissements (-9,9%).

Le solde des transferts, de nouveau positif en 2023, reculerait de 68,2% sous l'effet conjugué de la contraction de l'excédent des transferts publics (-18,3%) et de l'augmentation du déficit des transferts privés (+5,7%).

## III.4.2 La balance des capitaux

### III.4.2 La balance des capitaux

Structurellement déficitaire depuis 2018, le compte des capitaux afficherait un excédent de 277,5 milliards de FCFA en 2023. L'évolution de ce solde ferait principalement suite à des sorties nettes des capitaux au titre des investissements directs étrangers, notamment dans le secteur pétrolier et au titre des autres investissements devenus excédentaires en 2023.

### Evolution de la balance globale

(En milliards de FCFA)	2021	2022	2023*	23/22
1- Transactions courantes	373,6	755,5	-353,4	-146,8%
Balance Commerciale	2072,4	2779,2	1644,9	-40,8%
Balance des services	-1026,6	-1179,6	-1220,5	3,5%
Balance des revenus	-639,3	-861,8	-783,4	-9,1%
Balance des transferts	-32,9	17,6	5,6	-68,2%
2- Balance des capitaux	-648,0	-450,0	277,5	161,7%
Compte de capital				
Investissements directs	232,2	171,8	240,0	39,7%
Dont secteur pétrolier	326,4	902,5	1026,8	13,8%
Investissements de portefeuille	143,7	-300,0	-254,8	-15,0%
Autres investissements	-1024,0	-321,8	287,6	-189,4%
Opérations à plus d'un an (MLT)	-31,1	-19,8	-258,2	1202,7%
Opérations à moins d'un an (CT)	-992,8	-302,0	545,8	-280,7%
3- Erreurs et Omissions	-22,1	-341,3	0,0	0,0%
<b>BALANCE GLOBALE</b>	<b>-296,5</b>	<b>-35,8</b>	<b>-75,9</b>	<b>112,2%</b>

Source : BEAC \* Projections

### III.4.3 La balance globale

L'année 2023 serait marquée par un alourdissement du déficit des paiements. Cette situation proviendrait de l'apparition d'un déficit au compte courant insuffisamment compensé par l'excédent de la balance des capitaux. Ainsi, le déficit de la balance des paiements a été financé par les avoirs extérieurs nets.

## III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

### III.5.1 L'emploi

A fin décembre 2023, les effectifs globaux du secteur moderne ont progressé de 1,8% pour se situer à 188 659 agents. Cette variation résulte de la hausse de 3,8% des effectifs du secteur public malgré une diminution de 0,5% dans les sociétés.

#### Evolution des effectifs du secteur moderne

Désignation	2021	2022	2023	23/22
Sociétés	83 313	84308	83915	-0,5%
Parapublique	4 214	4 345	4 571	5,2%
Privées	79 099	79 963	79 344	-0,8%
Secteur public	100295	100925	112 547	3,4%
Fonction publique	87 176	88 413	92 471	4,6%
MONP	13 119	12 512	12 273	-1,9%
Total général	183608	185233	196462	-2,0%
Total général	191 651	193 196	196462	1,7%

Sources : DGBFIP, DGEFP

#### III.5.1.1 L'emploi dans le secteur public

L'emploi du secteur public, qui regroupe la fonction publique, les collectivités locales et la Main d'Œuvre Non Permanente (MONP). Hors collectivités locales, il s'est situé à 104 744 agents en 2023 contre 100 925 agents en 2022. Cette hausse résulte de l'augmentation des effectifs de la fonction publique (+4,6%) en dépit de la contraction des effectifs de la MONP (-1,9%).





### Évolution de l'emploi privé par secteur d'activité

Désignation	2021	2022	2023	23/22
Sociétés	83 475	85 070	84 675	-0,5%
Parapublic	4 214	4 345	4 571	5,2%
Privé	79 261	80 725	80 104	-0,8%
Agriculture	10 192	9 838	9 510	-3,3%
Pétrole	4 307	4 209	4 358	3,5%
Mines	2 773	3 408	3 311	-2,8%
Bois	14 316	14 914	13 824	-7,3%
Agroalimentaire	4 313	4 400	4 574	4,0%
Autres industries	5 621	6 107	6 624	8,5%
Eau - Electricité - Raffinage	5 141	5 555	5 886	6,0%
BTP	3 945	4 286	3 737	-12,8%
Transport - Télécommunication	8 227	8 059	8 580	6,5%
Services	7 845	7 771	7 240	-6,8%
Commerce	8 880	8 582	8 804	2,6%
Banques & Assurance	3 701	3 596	3 656	1,7%

Source : DGEFP

### III.5.2 La masse salariale

En 2023, la masse salariale du secteur moderne a progressé de 1,7% pour se situer à 2 138,5 milliards de FCFA. Cette progression est consécutive à l'évolution conjointe de ses deux composantes.

#### Evolution de la masse salariale du secteur moderne

(En milliards de FCFA)	2021	2022	2023	23/22
Sociétés	1 334	1 424,7	1 449,9	1,8%
Parapubliques	141,3	152,5	158,4	3,9%
Privées	1 192,7	1 272,3	1 291,5	1,5%
Secteur Public	651,6	662,5	688,6	1,7%
Solde permanente	617,9	630,2	641,7	1,8%
MONP	33,7	32,3	31,5	-2,5%
Total	1 985,6	2 087,2	2 138,5	4,0%
Total	2 000	2 102	2 138,5	1,7%

Sources : DGBFIP, DGCPT, DGEFP

#### III.5.2.1 La masse salariale du secteur public

L'exécution de la masse salariale du secteur public en 2023 a atteint 688,6673,2 milliards de FCFA, soit une progression de 1,76% comparativement à 2022. Cette évolution est soutenue par les collectivités locales (+4,0%) et la solde permanente (+1,8%), nonobstant le recul de la masse salariale de la MONP (-2,5%).

#### Evolution de la masse salariale du secteur public hors collectivités locales

En milliards de FCFA	2021	2022	2023	23/22
Secteur Public	666,0	677,3	688,6	1,7%
Solde permanente	617,9	630,2	641,7	1,8%
MONP	33,7	32,3	31,5	-2,5%

Sources : DGBFIP, DGCPT

#### III.5.2.1.1 La masse salariale par département

La solde permanente en 2023 est évaluée à 641,7 milliards de FCFA, en hausse de 1,8% par rapport à 2022. Cette augmentation est observée dans l'ensemble des administrations, à l'exception de l'Administration économique (-0,8%). Les plus importantes variations sont enregistrées dans les Pouvoirs publics (+3,9%), l'Administration des transports (+3,1%) et l'Administration de l'éducation (+1,6%).

L'accroissement de la solde permanente s'explique par la poursuite des opérations de régularisations des situations administratives (reclassements et intégrations) des agents publics, d'une part, par la prise en compte des accessoires de la solde (logement, transport etc.), d'autre part.

### Evolution de la masse salariale de la Fonction Publique par département

(En milliards de FCFA)	2021	2022	2023	23/22
Pouvoirs publics	161,6	165,4	171,9	3,9%
Administration générale	111,7	114,4	115,8	1,3%
Administration économique	48,7	53,2	52,8	-0,8%
Administration du développement	24,4	25,7	26	1,1%
Administration des transports	6,2	6,5	6,7	3,1%
Administration de l'éducation	190,8	189,8	192,9	1,6%
Administrations sociales	74	74,6	75	0,5%
Autres	0,570	0,586	0,629	7,3%
Total	617,9	630,2	641,7	1,8%

Source : DGBFiP

### III.5.2.1.2 La masse salariale de la MONP

La masse salariale de la MONP a été exécutée à 31,5 milliards contre 32,3 milliards de FCFA en 2022, soit une contraction de 2,5%. Cette situation est corrélée à la baisse des effectifs de cette catégorie de personnels (-1,9%).

### III.5.2.2 La masse salariale des sociétés

A fin 2023, le niveau de la masse salariale dans le secteur marchand a enregistré une croissance de 1,8% à 1 449,9 milliards de FCFA. Cette variation résulte de la hausse conjointe de la masse salariale du parapublic (+3,9%) et du privé (+1,5%).

L'augmentation de la masse salariale dans le secteur privé a été plus accentuée dans les branches Eau-électricité-raffinage (+11,1%), Commerce (+5,1%), Industries Agro-alimentaires (+9,7%), Banques et Assurances (+4,3%) et Transport et Télécoms (3,5%). Cette évolution est consécutive à l'accroissement des effectifs conjugué à la bonne tenue de l'activité économique dans ces branches.

En revanche, la masse salariale a reculé dans certaines branches telles que le Bois (-8,0%), le Pétrole (-2,8%) et les Services (-2,3%). La forte baisse de cet indicateur dans le bois résulte du repli du volume d'activité enregistré dans cette filière confrontée à de nombreuses difficultés, qui ont conduit à des pertes d'emplois. Par ailleurs, la diminution de l'ensemble des rémunérations observée dans le secteur pétrolier (y compris les parapétroliers) résulte de la diminution des effectifs dans les entreprises pétrolières, en dépit de la bonne orientation de l'activité.

### Evolution de la masse salariale des sociétés (en milliards de FCFA)

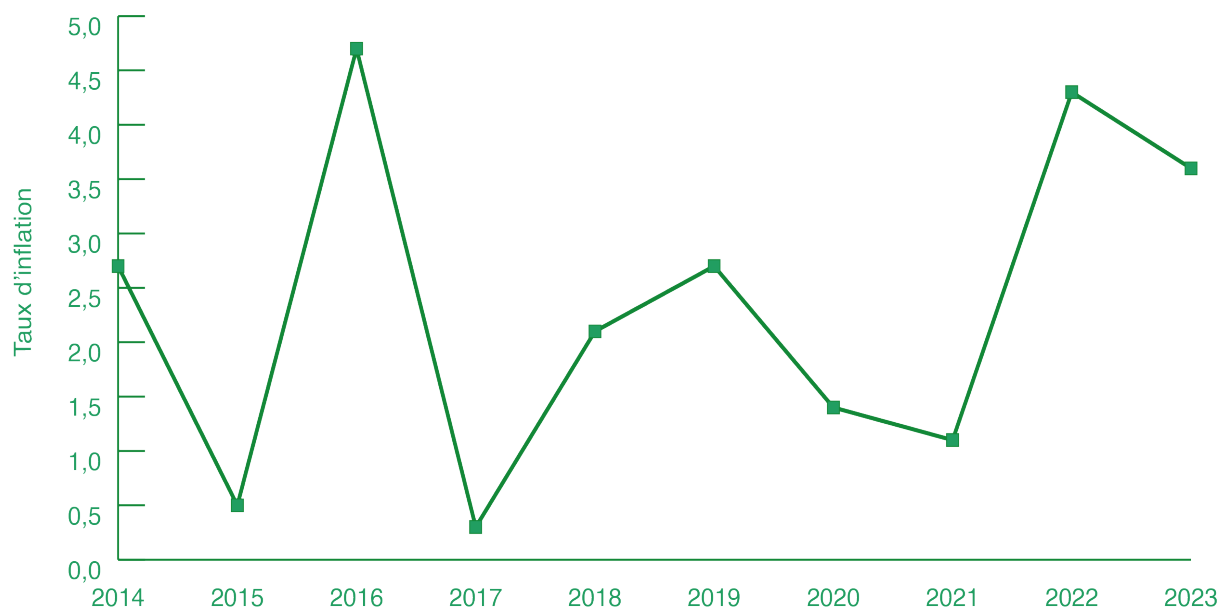
Désignation	2021	2022	2023	23/22
Sociétés	1 334,0	1 424,7	1 449,9	1,8%
Parapublic	141,3	152,5	158,4	3,9%
Privé	1 192,7	1 272,3	1 291,5	1,5%
Agriculture	67,9	64,7	65,3	0,9%
Pétrole	165,9	179,3	174,2	-2,8%
Mines	146,5	155,8	154,6	-0,8%
Bois	51,6	54,4	50	-8,0%
Industries Agro-alimentaires	43,2	39,1	42,9	9,7%
Autres industries	17,8	18,6	19,5	4,9%
Eau, électricité et raffinage	115,2	119,6	132,9	11,1%
Bâtiment et travaux publics	50,1	52,4	52,9	1,0%
Transports et Télécom	194	218,8	226,5	3,5%
Services	177,5	201,8	197,1	-2,3%
Commerce	79	79,6	83,7	5,1%
Banques et Assurances	83,9	88,1	91,9	4,3%

Source : DGEFP

### III.5.3 Les prix

L'année 2023 a été marquée de manière générale par une atténuation des tensions inflationnistes sur le territoire national, à la faveur du renforcement des mesures de lutte contre la vie chère. En effet, le taux d'inflation en moyenne annuelle, est passé de 4,3% en 2022 à 3,6% en 2023. Ce taux reste élevé et demeure au-dessus de la norme communautaire.

En glissement mensuel, la variation du niveau général des prix à la consommation est en baisse de 2,3% en décembre 2023 contre 5,4% en décembre 2022.



Sources: DGS, DGEPPF

#### III.5.3.1 L'analyse des prix par poste

L'inflation a connu un léger recul dû à l'atténuation des prix dans la quasi-totalité des postes de consommation.

La désinflation des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+5,9% contre 6,0%) résulte du repli des fonctions Pain (3,5%), volaille (10,7%), Poissons et autre produits séchés ou fumés (3,1%) et huile raffinée (-7,5%). Cette évolution est liée, non seulement au contexte international marqué par la baisse de l'indice FAO (-13,8%), mais aussi à la subvention du blé. Sur le plan national, elle provient des effets positifs du renforcement des contrôles des prix, dans le cadre de la lutte contre la vie chère.

Toutefois, ces évolutions ont été atténuées par la persistance des tensions inflationnistes sur les fonctions Bœufs (+6,9%) Légumes frais en feuilles (+9,0%), Légumes frais en fruit ou racine (+11,7%) et Tubercules plantains (+9,5%), en rapport avec la baisse de l'offre sur le marché due aux difficultés d'approvisionnement. En outre, l'augmentation de l'inflation dans le poste Céréale non transformé (+5,9%) est liée aux restrictions d'exportation du riz imposées par l'Inde.

Dans la santé, le taux d'inflation a ralenti (+1,4%) suite à la baisse des coûts en lien avec l'amélioration de l'offre hospitalière. La désinflation dans l'enseignement (1,4%) est tributaire de l'application de la mesure de gratuité des frais de scolarité pour l'année académique 2023-2024.

Par ailleurs, on observe le recul des pressions inflationnistes dans les postes Articles d'habillement et chaussures (+1,8% contre +6,4%), Meubles, Articles de ménage et entretien courant de la maison (2,7% contre 4,4%), Loisirs et culture (1,0%), Restaurants & hôtels (3,2%) et Biens & services divers (2,0%).

Toutefois, les transports ont connu une hausse de l'inflation (+3,0%), liée à la baisse observée de l'offre de transport en commun, au relèvement du prix du kérosène et au coût élevé de la taxe de navigation. En conséquence, l'inflation sous-jacente (hors produits frais et énergétiques) est passée d'un taux de 1,5% à 3,3% en 2023.



### III.5.3.3 La compétitivité globale

Comparativement aux principaux partenaires économiques, en 2023, le différentiel d'inflation du Gabon est favorable avec la France et les Etats-Unis. En effet, les écarts d'inflation se sont situés comme suit : -0,9 point par rapport à la France et -2,2 points par rapport aux Etats-Unis. En revanche, avec la Chine, l'écart d'inflation est positif et se situe à +2,3 points

#### Evolution de l'IHPC des ménages selon les nomenclatures secondaires

Regroupements		Pond	Taux d'inflation trimestriel				Janvier-décembre					Glissement mensuel (en %)
		2023				Indice moyen			Variation (%)			
		T1	T2	T3	T4	2021	2022	2023	2022	2023		
Indice global		10 000	4,8	4,4	2,9	2,4	103,2	107,6	111,5	4,3	3,6	2,3
Origine	Importé	3430	5,4	4,7	3,3	4,9	103,1	108,3	113,2	5,0	4,6	5,5
	Local	6570	4,7	4,4	2,9	3,3	103,6	107,4	111,5	3,6	3,8	3,7
Durabilité	Durable	335	4,7	4,4	2,6	2,4	99,9	104,8	108,5	4,9	3,5	2,5
	Non durable	5144	6,8	6,0	4,0	5,2	103,3	108,4	114,3	5,0	5,5	5,9
	Semi-durable	701	3,1	1,7	0,7	1,0	100,6	106,2	108,0	5,6	1,6	0,9
	Services	3820	2,2	2,4	1,7	0,9	103,4	105,7	107,7	2,3	1,8	0,8
Secteur	Primaire	1750	9,6	9,4	6,7	8,9	105,7	110,5	120,0	4,5	8,6	10,3
	Secondaire	4430	4,2	3,7	2,8	2,8	101,4	106,3	109,9	4,9	3,4	2,9
	Tertiaire	3820	2,2	2,4	1,7	0,9	103,4	105,7	107,7	2,3	1,8	0,8

Source : DGS

## III.6 LA DETTE PUBLIQUE

La situation de la dette publique en 2023 est caractérisée par une hausse des règlements et une quasi-stabilité du stock de la dette comparativement à l'année précédente.

### III.6.1 Le règlement de la dette

Le règlement de la dette en 2023, s'est établi à 1404,2 milliards de FCFA, soit une hausse de 45,1% par rapport à 2022. Cet accroissement résulte de l'augmentation des règlements de la dette extérieure (+70,8%) et de la dette intérieure (+27,6%).

La hausse du règlement de la dette extérieure est principalement tirée par les composantes marché financier international et multilatérale en raison d'un l'effort substantiel en matière de réduction des arriérés. Quant à l'augmentation du paiement de la dette intérieure, elle est essentiellement liée au règlement de la dette contractée sur le marché financier régional (+37,1%) et des moratoires (+35,4%).

Par ailleurs, au terme de l'année 2023, les arriérés de paiement s'élèvent à 130,6 milliards de FCFA et concernent les arriérés extérieurs. Aucun impayé n'a été constaté sur la dette intérieure. Ces arriérés se composent de :

- ✦ 48,5 milliards de FCFA de dettes bilatérales ;
- ✦ 58,5 milliards de FCFA de dettes commerciales ;
- ✦ 25,6 milliards de FCFA de dettes multilatérales



Sur cette base, l'encours de la dette est estimé à 8 648,2 milliards de FCFA en décembre 2023. Par conséquent, le taux d'endettement serait au-dessus de la norme CEMAC établie à 70%.

### III.7 LA SURVEILLANCE MULTILATERALE

La surveillance multilatérale a été mise en place en zone CEMAC, conformément à la directive n°01/16-UEAC-093-CM-30. Elle consiste pour les Etats de la CEMAC, à établir les procédures permettant de respecter les règles communes de coordination des politiques économiques nationales, notamment en matière budgétaire. La liste des critères de la surveillance multilatérale dans l'Union, définie par la directive n°2/16-UEAC-093-CM-30 du 3 février 2016, comprend : le solde budgétaire de référence, le taux d'inflation, le taux d'endettement public et la non accumulation d'arriérés.

L'état de ces critères fixe des repères servant à apprécier le caractère insoutenable des déficits, aussi bien du point de vue de leur financement que de leur compatibilité avec les objectifs de la politique monétaire.

La 41ème session ordinaire du Collège de surveillance multilatérale a fait ressortir que sur la base des statistiques disponibles, le Gabon n'a respecté aucun critère en 2023. Ainsi, l'état de conformité aux critères de convergence se présente comme suit :

- ✦ Solde budgétaire de référence : en 2023, le déficit budgétaire de référence s'est atténué à 5,8% du PIB sous l'effet des efforts consentis dans la mobilisation des recettes hors pétrole, mais il demeure encore élevé. (Politique budgétaire pro-cyclique) ;
- ✦ L'inflation, bien qu'ayant reculé à un taux de 3,6% en 2023, est restée au-dessus du seuil communautaire de 3% ;
- ✦ Le stock de la dette publique en ratio du PIB est remonté pour s'établir à 70,8 % du PIB au 31 décembre 2023. Ce dépassement de seuil est lié à la forte hausse de l'encours de la dette publique de 20,0% conjugué à une légère baisse du PIB nominal (-3,0%) ;
- ✦ Les arriérés de paiement ont été observés en 2023, tant sur le service de la dette extérieure que sur la dette intérieure (instances de paiement au Trésor Public notamment).

#### Critères de surveillance multilatérale 2022– 2023

Critères de convergence	Norme	Résultats		Commen-taires	Poids	23/22
		2022	2023			
Solde budgétaire de référence (en % du PIB)	≥-1,5%	-6,9	-5,8	Non - respecté		-2,8%
Taux d'inflation annuel moyen	≤3%	4,3	3,6	Non - respecté		-6,8%
Taux d'endettement (en % du PIB)	≤70%	57,2	70,8	Non - respecté		-4,7%
Non – accumulation d'arriérés extérieurs et intérieur en gestion courante (en milliards de FCFA)		AE : 61,8	AE : 123	Non - respecté		-3,1%
Dette intérieure	2 527,3	2 607,7	2 726,4	38,5%		4,5%
Bancaire	845,4	798,3	715,8	10,1%		-10,3%
Moratoires	394,4	296,3	73,8	1,0%		-75,1%
Marché financier Régional	1 287,6	1 513,2	1 936,8	27,4%		28,0%
Total	6 766,1	7 131,6	7 081,0	100,0%		-0,7%

Source : Rapport de surveillance multilatérale CEMAC





## IV- LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2023

Dans un contexte marqué d'une part, par un ralentissement de la croissance économique mondiale et nationale, par les effets de la guerre Russo-Ukrainienne, d'autre part, le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre du Plan d'Accélération et de la Transformation (PAT) et les réformes structurelles permettant de faire face au défi de la diversification de l'économie nationale. Par ailleurs, l'avènement du Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI) a permis d'accélérer la mise en œuvre de plusieurs projets sectoriels, notamment dans les infrastructures, la santé, l'éducation et le social.

Le PAT a permis la mise en exergue de certains secteurs d'activités productifs (l'écotourisme, l'agriculture, le numérique, etc...), à la poursuite de l'assainissement des finances publiques (optimisation des recettes liées aux réformes fiscal-douanières et mobilisation des ressources internes), d'apporter un souffle nouveau à l'industrie pétrolière et gazière et de rendre les services industriels plus compétitifs, par l'augmentation de la transformation locale de certaines matières premières.

La matérialisation de l'action du Gouvernement a favorisé le renforcement de l'économie nationale et l'optimisation de l'offre de service social, en améliorant le système social, de santé et d'éducation, mais plusieurs défis demeurent.

### IV.1 La politique budgétaire

La politique budgétaire a porté sur l'optimisation de la mobilisation des recettes hors pétrole et l'amélioration de la dépense publique.

#### IV.1.1 Recouvrement des recettes et exécution des dépenses

Pour l'exercice 2023, la politique budgétaire a maintenu les efforts déjà consentis en matière de mobilisation des recettes et d'affermissement de l'efficacité des dépenses.

##### IV.1.1.1 Politique de mobilisation des recettes

Le Gouvernement a poursuivi les actions de mobilisation des recettes à travers les axes de politique fiscale, en général, et de dépenses fiscales, en particulier

###### ✦ En matière de politique fiscale

Pour atteindre les objectifs budgétaires fixés pour l'exercice 2023, particulièrement en ce qui concerne les recettes fiscales, un certain nombre de réformes ont été prises. Elles ont porté notamment sur l'élargissement de l'assiette fiscale, la sécurisation des recettes fiscales et le renforcement de l'action de mobilisation des recettes.

###### ✦ En matière d'élargissement de l'assiette fiscale, les mesures suivantes ont été initiées :

###### ✦ Réformes fiscales

✦ augmentation des taux de TVA d'un certain nombre de produits ;

✦ hausse de la taxe spécifique sur le tabac.

✦ Entrée en vigueur de la Contribution Foncière Unique (CFU) par la simplification et l'optimisation des recettes issues de la fiscalité foncière.

✦ Vérification des contreparties par la poursuite de l'opération de vérification des contre parties relatives aux nombreux avantages octroyés aux entreprises.

✦ Mise en place des Centres des Impôts de proximité par l'ouverture de six (06) nouveaux Centres des Impôts dans les zones à fort potentiel économique à Libreville et à l'intérieur du pays. Le centre d'Akanda a déjà été livré. Les études relatives à la construction des centres de Mont-Bouët, Ntoum, Moanda, Makokou et Koulamoutou sont en cours.

###### ✦ En matière de sécurisation de la collecte des recettes

Les pouvoirs publics ont poursuivi :

✦ la dématérialisation de l'ensemble des activités de l'administration fiscale, avec un nouvel

outil de gestion : E-t@xet et Mobitax (paiement impôts et taxes par téléphone mobile) ;

- ✦ l'instauration de la facture normalisée pour une meilleure traçabilité de l'ensemble des transactions des contribuables et une amélioration du rendement de la TVA ;
- ✦ l'opérationnalisation de la TVA sur les activités de commerce électronique.

✦ En matière de renforcement des actions de mobilisation des recettes fiscales

Les actions ci-dessous ont été mises en œuvre, il s'agit de :

✦ la lutte contre toutes les formes de fraudes fiscales et du renforcement de l'action en recouvrement :

✦ en amont, par l'acquisition des moyens de détection précoce des défauts de paiement et leur résolution ;

✦ en aval, par la consolidation des moyens de recouvrement forcé à l'égard des contribuables reliquataires.

✦ l'amélioration de la communication pour aider les contribuables à respecter leurs obligations fiscales ;

✦ la poursuite des efforts d'immatriculation et de localisation des contribuables ayant délocalisé leur exploitation ;

✦ l'informatisation des magasins, aires de dédouanement et des dépôts douane, ainsi que l'interconnexion des deux derniers bureaux des régions douanières à Sydonia World ; la limitation du paiement en espèces des taxes, droits de douanes et autres revenus ;

✦ la généralisation du paiement des impôts, taxes, droits de douane et autres revenus par virements bancaires, chèques ou virements électroniques ;

✦ le relèvement du taux de TVA et des droits de douanes pour certains produits (également harmonisation/alignement des listes de produits) ;

✦ l'harmonisation des taux appliqués au cordon douanier avec ceux pratiqués sur le marché intérieur.

✦ En matière de dépenses fiscales

Le gouvernement a poursuivi la rationalisation des avantages fiscaux et douaniers qui constituent une source importante de recettes supplémentaires et un axe majeur de mobilisation des recettes. Dans cette optique, les principales actions ont été orientées vers :

✦ la réduction du champ et/ou la durée des avantages fiscaux, ainsi que le contrôle de la réalisation des contreparties pour lesquelles ces avantages sont accordés aux contribuables ;

✦ l'encadrement des nouvelles exonérations fiscales et douanières avec la mise en place d'une commission spéciale dédiée à la surveillance des modalités d'exécution et de contrôle des contreparties associées ;

✦ l'annulation des exonérations accordées en dehors du cadre légal ;

✦ Le renforcement des moyens des administrations fiscales et douanières afin de faciliter et de systématiser les contrôles conjoints (DGI/DGDDI) sur les produits exonérés ;

✦ le relèvement des taux et la réforme des exonérations accordées dans le cadre du programme de lutte contre la vie chère ;

✦ l'application progressive d'un taux réduit (10%) en lieu et place de l'exonération totale de TVA applicable à certains produits et services (hors champ des exonérations prévues par la directive CEMAC) ;

✦ -la suppression des exonérations des patentes, droits d'enregistrement et contributions foncières pour les entreprises du secteur minier et application de la retenue à la source ;

✦ -la réintégration des produits exonérés dans la liste des produits soumis à la Contribution Spéciale de Solidarité (CSS) ;

✦ -la suppression des exonérations des contributions foncières pour les Zones Industrielles Spéciales (ZIS) et Zones Economiques Spéciales (ZES).

### IV.1.1.2. Politique d'amélioration de l'efficacité de la dépense publique

En vue d'assurer la maîtrise et l'efficacité de la dépense publique, le Gouvernement a intensifié les réformes visant à optimiser la gestion de la masse salariale, à rationaliser la gestion des Services Publics Personnalisés (SPP) et à améliorer l'exécution et la transparence budgétaires.

#### ✦ Gestion de la masse salariale

En matière de gestion de la masse salariale, de nombreuses réformes ont été introduites. Il s'agit :

- ✦ de la mise à la retraite systématique des agents de la solde permanente et de la MONP par l'application des dispositions législatives et réglementaires ;
- ✦ du suivi des autres sorties de services avec interruption de solde systématique (agents décédés, détachés sans solde, suspendus par mesure conservatoire, etc.) ;
- ✦ de la mise à jour des affectations avec la suspension du versement de certains avantages spécifiques tels que les bonifications indiciaires prévues par le Nouveau Système de Rémunération (NSR) et servies indument du fait des lacunes sur les informations nécessaires aux affectations des agents, notamment des secteurs enseignement et santé ;
- ✦ du contrôle de présence par la suspension, par mesure conservatoire, de la solde des agents incarcérés ;
- ✦ du contrôle des titulaires de fonction par la suppression systématique des indemnités versées aux agents ayant cessé toute fonction ;
- ✦ du contrôle et de la suspension de multiples rémunérations en ce qui concerne des agents détachés auprès des services publics personnalisés et des collectivités locales ;
- ✦ de la contribution au renforcement du cadre juridique de la paie. Les réformes prévues dans le cadre de la mise en place du NSR en 2015 se poursuivent ;
- ✦ de la contribution à l'amélioration des règles budgétaires et comptables des dépenses de personnel avec :
  - ✦ La configuration de la base de données de la paie des agents permanents en mode budget programme ;
  - ✦ le renforcement de la formalisation des règles comptables et budgétaires ;
  - ✦ l'élaboration d'un guide sur l'exécution des dépenses de solde et des dépenses de transferts & subventions.

#### ✦ Dépenses de transferts et subventions

La mise en œuvre des réformes s'est poursuivie avec :

- ✦ le renforcement des mesures visant à faciliter la prise en charge des coûts sociaux des services publics personnalisés et des autorités administratives indépendantes, par la mise en place d'un nouveau cadre juridique pour renforcer la surveillance financière des établissements publics de l'État et conditionner leur création à des études préalables ;
- ✦ la réflexion sur le développement d'un module dédié dans VECTIS permettant de consolider l'ensemble des informations des SPP ;
- ✦ la poursuite de l'accompagnement visant à identifier, quantifier et gérer les risques budgétaires liés aux SPP ;
- ✦ la sensibilisation accrue auprès des opérateurs pour avoir une couverture exhaustive de l'ensemble des informations financières, y compris leurs ressources.

#### ✦ Exécution et transparence budgétaires

Afin de faciliter l'automatisation des informations entre les différents systèmes, de fiabiliser l'exécution et de faciliter la reddition des comptes, les autorités publiques ont continué de :

- ✦ renforcer le contrôle interne comptable de l'État ;

- ✦ procéder à l'interfaçage automatique entre VECTIS et SIGFIP-ASTER ;
- ✦ renforcer les instruments de pilotage de l'exécution à travers notamment la mise en œuvre des plans d'engagement articulés avec le plan de trésorerie mensualisé joint à la loi de finances, ainsi que leur intégration dans VECTIS, conformément aux recommandations de la mission d'AFRITAC Centre ;
- ✦ développer et déployer le module OFFLINE à l'ensemble de l'administration gabonaise déconcentrée et autonome. En effet, la procédure de mise à disposition des crédits ne permet pas d'avoir la situation réelle de leur exécution aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Ce module permet de capter et de suivre l'exécution de ces entités pour une meilleure analyse dans les rapports trimestriels d'exécution budgétaire.

## IV.2 Les politiques sectorielles

Sur le plan sectoriel, le Gouvernement a continué sa politique de transformation visant à renforcer l'économie, développer les infrastructures ainsi qu'à améliorer le système social, de santé, de l'éducation et les conditions de vie des citoyens. Cette transformation passe par la mise en œuvre des différentes réformes/mesures envisagées, dont les principales se déclinent par plusieurs politiques publiques.

### IV.2.1 Le pivot économique

#### IV.2.1.1 Agriculture et Pêche

Les projets contenus dans le PAT mettent un accent particulier sur le développement du secteur agricole à travers le renforcement des capacités de ses acteurs et la rationalisation du secteur halieutique, par la mise en valeur de la pisciculture et de l'aquaculture.

##### L'agriculture

Dans le cadre du renforcement des capacités pour optimiser l'utilisation des terres, il a été décidé la création de laboratoires d'analyse des sols et l'établissement du Catalogue national des espèces végétales.

- ✦ La création de laboratoires d'analyse des sols

Les études conduites au sein de ces nouveaux laboratoires ont contribué à l'identification des sols propices aux cultures à développer, conformément au Plan National d'Affectation des Terres (PNAT).

Ces laboratoires ont été équipés de matériels scientifiques et technologiques de pointe pour permettre aux acteurs du secteur agricole d'effectuer :

- ✦ des analyses de la fertilité des sols ;
- ✦ la saisie et l'analyse de données spatiales et géographiques ;
- ✦ des formations pratiques et théoriques en renforcement des capacités.
- ✦ Le Catalogue national des espèces végétales

C'est un document du Centre National semencier dans lequel ont été inscrites toutes les variétés de semences végétales classifiées selon les espèces et les groupes autorisés à être cultivés dans notre pays. Cette mesure a été prise dans l'optique de protéger l'utilisateur afin qu'il soit assuré de l'identité de la semence qu'il achète, pour un meilleur rendement.

Les programmes suivants sont en cours de réalisation :

- ✦ Base de vulgarisation des techniques agricoles (BVTA) ;
- ✦ réhabilitation et équipement du lycée agricole de Bongoville ;
- ✦ mise en service du Lycée agricole de Lébamba ;
- ✦ préparation des Zones Agricoles à forte Productivité (ZAP) ;
- ✦ études pour la réhabilitation du Centre d'Introduction, d'Adaptation et de Multiplication

du matériel végétal (CIAM) ;

✦ poursuite du Programme de Développement Agricole et Rural (PDAR2-FIDA).

Le programme PDAR2 a pour objectif d'améliorer, de façon durable, les revenus, la sécurité alimentaire et la nutrition des petits producteurs, notamment les femmes, les jeunes et les peuples autochtones du Woleu-Ntem, de la Ngounié et de l'Ogooué-Ivindo.

Le PDAR2 a concentré son action sur seize bassins de production (171 villages et regroupements de villages) et concerne, entre autres, la culture du manioc, de la banane et d'autres productions végétales ainsi que l'élevage rural.

### La Pêche

La promotion de l'aquaculture et la pisciculture a été initiée pour répondre à la forte demande en produits halieutiques sur le marché national. Cette politique repose sur différents programmes notamment :

✦ Le programme de construction de cinq Centres de pêche communautaires. Ces pôles de développement socio-économique intégrés répondent aux besoins d'organiser au mieux le fonctionnement et le développement de la filière pêche, ainsi que le renforcement des capacités des acteurs de la pêche artisanale, maritime et continentale.

Ce programme tire à sa fin. En effet, les Centres de Pêche de Mayumba, Mouila et Makokou sont fonctionnels. Les travaux de finalisation pour la mise aux normes exigibles et l'opérationnalité des Centres de pêche de Cocobeach, Franceville et Owendo sont en cours.

✦ L'industrialisation de la filière thon

Des études sont en cours pour l'industrialisation de la filière thon, notamment par la réhabilitation de Gabon Seafood.

✦ Programme de formation à la transformation des produits halieutiques

Un programme de formation de 2 000 jeunes en transformation de produits de la pêche a été mis en place au début de l'année 2023.

✦ Projet d'étude pour l'acquisition d'un bateau de recherche et de surveillance en haute mer.

## IV.2.1.2 Forêt-bois et environnement

### Forêt-bois

Des mesures d'assouplissement de la taxation au bénéfice des usines s'orientant vers la deuxième et troisième transformation ont été adoptées, en vue d'améliorer la productivité, de diversifier la filière bois et d'élargir ses débouchés. Ce mécanisme fiscal, qui favorise les forêts certifiées, a été adopté pour inciter la filière à aller vers la certification. Cette stratégie vise aussi, à concilier l'exploitation durable de la ressource et sa préservation, en accompagnant les exploitants forestiers dans la mutation de la filière forêt-bois.

Au cours de l'année 2023, l'Etat a mené les actions suivantes :

- ✦ la promotion et la valorisation financière et une gestion durable du bassin forestier ;
- ✦ La poursuite de la lutte contre les trafics illicites dans le secteur forestier, qui commence à porter des fruits avec l'implication des éco-gardes ;
- ✦ la promotion de l'aménagement des concessions forestières par les nationaux ; -la finalisation d'un inventaire de l'ensemble des concessions forestières et leur valorisation financière ;
- ✦ la réduction et l'élimination du taux élevé de bois illégal dans certaines usines de transformation ;
- ✦ la palliation à la très faible régénération de l'Okoumé, espèce par excellence pour le contreplaqué, dans l'industrie du bois ;
- ✦ la finalisation de la préparation du nouveau Code forestier, en rendant lisible la procédure

de retraits de permis forestiers afin de l'adapter au nouveau cadre juridique et en proposant un encadrement plus strict de la chasse ;

✦ l'optimisation des contrôles et la diminution des temps d'évacuation des produits bois entre la forêt, les usines et le port ;

✦ la mise en œuvre du Système National de Traçabilité du Bois du Gabon (SNTBG), pour une exploitation légale, rentable et respectueuse de l'environnement. Le SNTBG, développé par les agences de certification EIA et Code 4 Nature, a permis au secteur bois de passer d'un système de permis papier à un système numérisé.

L'utilisation du SNTBG a été rendu obligatoire pour tous les services de l'Etat et tous les opérateurs de la filière forêt-bois dans toutes les opérations en matière d'exploitation forestière et d'industrie de bois et transport des grumes, des produits transformés et dérivés.

### Protection de l'environnement

La protection de l'environnement est une priorité pour les autorités, un axe stratégique visant à faire la transition vers une économie verte et bleue.

En 2023, l'Etat a intensifié son action dans la protection de l'environnement en mettant un accent particulier sur la réduction des pollutions industrielle et urbaine ainsi que la sauvegarde de la biodiversité et des écosystèmes.

En outre, le Gouvernement a renforcé l'opérationnalisation du Plan National d'Affectation des Terres, les missions de Police Environnementale notamment en milieu urbain (stations d'essences, installations classées pour la protection de l'Environnement), les actions d'atténuation du conflit Homme-Faune ainsi que la lutte contre le braconnage.

#### IV.2.1.3 Mines et hydrocarbures

Le potentiel minier du Gabon a été révélé à travers l'ambition du Gouvernement d'accroître à 30% la contribution du secteur Mines à la formation du PIB au cours des quinze prochaines années.

Aussi, s'est-il engagé dans la politique du « Minier responsable » qui implique la bonne gouvernance, la traçabilité et la transparence, le respect des lois en vigueur, la valorisation du capital humain et des ressources, tout en minimisant l'impact sur l'environnement.

#### Le fer

En matière d'exploitation du Fer, les autorités ont intensifié la politique d'attractivité du secteur minier. A cet effet, plusieurs projets ont été initiés à l'instar du gisement de Baniaka et des premières expéditions du fer de Bélinga, qui ont débuté au quatrième trimestre 2023.

#### L'or

Concernant l'exploitation de l'or, des projets ont été mis en œuvre, notamment :

- ✦ la mise en service de la première usine de transformation de l'or, la Raffinerie gabonaise de l'or (ROG) qui a une capacité de raffinage de 7 à 10 tonnes par an ;
- ✦ la relance des activités d'orpaillage artisanal en fin d'année 2023.

Elles avaient été suspendues en 2018 pour lutter contre le développement des sites d'exploitation sauvage et illicite de ce minerai.

#### Le gaz

Alors que la production pétrolière a longtemps été le moteur de l'économie gabonaise, le gaz naturel apparaît comme un pilier essentiel de la diversification de l'économie, comme le montre le plan directeur gazier du pays. A cet effet, le gouvernement a procédé à l'inauguration de l'usine de fabrication du gaz de pétrole liquéfié (GPL) de Batanga en fin 2023.

## IV.2.2 Le pivot transverse

### IV.2.2.1 Energie et Eau

Concernant l'offre hydrique, la réalisation du Programme Intégré pour l'Alimentation en Eau Potable et l'Assainissement de Libreville (PIAEPAL) a pris beaucoup de retard. Le Plan d'Investissement Triennal (PIT) 2022-2025, relatif à l'amélioration de la desserte en eau potable et en électricité s'est poursuivi. A cet effet, la Société d'Energie et d'Eau du Gabon (SEEG) a sollicité un emprunt pour finaliser les différents chantiers

#### L'électricité

De nombreux projets structurants, sont en cours de réalisation, notamment :

- ✦ la poursuite du Programme d'Electrification rurale (route Mbol-Nzok), dont l'objectif est de fournir de l'électricité décentralisée, hors réseau SEEG, à 1000 ménages ;
- ✦ l'amélioration de l'alimentation en eau potable des villages situés dans la périphérie de la commune d'Akiéni (Otala, Otou, Okouya et Onguia) ;
- ✦ l'éclairage public, piloté par le Conseil National de l'Eau et de l'Electricité (CNEE).

#### L'eau

Depuis 2019, le programme PIAEPAL a été mis en place pour réduire le déficit en eau potable. Financé par la Banque Africaine de Développement (BAD), ce chantier d'adduction d'eau a pour principaux objectifs de :

- ✦ Contribuer à l'accroissement des infrastructures d'alimentation en eau potable des populations du Grand Libreville (Communes de Libreville, Owendo, Akanda et Ntoun) ;
- ✦ Contribuer à assurer une meilleure qualité de la desserte en eau potable du Grand Libreville à travers l'amélioration du taux de rendement du réseau de distribution et le renforcement de la capacité des différents acteurs, en vue de la transformation du secteur.

Le but de ce projet est de faire passer le taux d'accès à l'eau potable de 55% à 90% pour la population du Grand-Libreville.

### IV.2.2.2 Infrastructures routières

La réalisation des grands chantiers lancés au cours des années précédentes s'est poursuivie, notamment les travaux d'amélioration des conditions de circulation à Libreville et ses environs, la Transgabonaise et les ouvrages d'assainissement.

Il s'agit des projets suivants :

- ✦ Aménagement et bitumage cité parlementaire (carrefour Amissa transfo-carrefour Charles OBIANG) ;
- ✦ Voiries des capitales départementales ;
- ✦ Voiries du Grand-Libreville ;
- ✦ Aménagement bassin versant Terre-Nouvelle ;
- ✦ Aménagement bassin versant NZENG-AYONG ;
- ✦ Réhabilitation et construction de la Transgabonaise ;
- ✦ Réhabilitation de la route Ntoun-Cocobeach ;
- ✦ Etudes diverses pour entretien des routes nationales ;
- ✦ Réhabilitation du pont d'accès (Akiéni) ;



- ✦ Route Eglise Saint-Michel MISSANGA - Carrefour TP BIGOMA ;
- ✦ Réhabilitation de la route Alanga-Aboumi ;
- ✦ Route départementale Akiéni-Onga ;
- ✦ Aménagement voiries de Franceville ;
- ✦ Réhabilitation de la route Fougamou-Iboundji-Mandji ;
- ✦ Réhabilitation de la route Mimongo-Pont Offoué-Koulamoutou ;
- ✦ Réhabilitation et réparation de 4 bacs;
- ✦ Remplacement de 20 ponts en bois en ponts semi-définitifs.

## IV.2.3 Le pivot social

### IV.2.3.1 La santé

S'agissant du volet santé, les actions entreprises en 2023 ont porté sur la prévention et l'offre d'accès aux soins.

Sur le plan de la médecine préventive, les mesures se sont concentrées sur la poursuite des programmes de sensibilisation et d'éducation des populations sur les thèmes de l'hygiène et des maladies, tout en maintenant les campagnes de vaccination contre la Covid-19. A cet effet, les projets prioritaires ci- après ont été finalisés par l'appui budgétaire et un financement extérieur.

Dans le cadre de l'offre de soins aux populations, les projets suivants se sont poursuivis

- ✦ renforcement des structures sanitaires (PNDS II);
- ✦ équipement en scanners de six Centres Hospitaliers Régionaux (CHR) ;
- ✦ achèvement des travaux de l'Institut de Maladies Infectieuses ex HPO ;
- ✦ travaux de construction du Centre médical d'Okala (Akanda) ;
- ✦ acquisition d'une ambulance à l'hôpital d'Iboundji ;
- ✦ acquisition d'une ambulance au centre de santé de Ndendé;
- ✦ réhabilitation de l'hôpital départemental de Moabi ;
- ✦ équipements medicotechniques de l'Institut de Maladies Infectieuses ex HPO:

De plus, d'autres activités ont continué. Il s'agit de :

- ✦ renforcement de la surveillance épidémiologique ;
- ✦ contrôle de la qualité des médicaments ;
- ✦ approvisionnement et distribution des moustiquaires imprégnées aux femmes enceintes et aux enfants de moins de 5 ans ;
- ✦ distribution de médicaments antiviraux et antituberculeux.

Enfin, d'autres initiatives ont été également entreprises, à savoir :

- ✦ l'organisation des caravanes médicales dans les localités reculées du pays ;
- ✦ la réhabilitation de la salle de cathétérisme cardiaque du CHUL ;
- ✦ le renforcement des équipements de traumatologie au CHU d'Owendo ;
- ✦ la réouverture des Ecoles provinciales de Formation et d'Action sanitaire et sociale (EPFASS) de Mouila et de Makokou et le lancement du concours de l'INFASS.

### IV.2.3.2. La protection sociale

Le Gouvernement a renforcé le dispositif de protection sociale. A cet effet, les mesures initiées ont porté sur la mise en œuvre de la politique axée sur le bien-être des populations et l'amélioration des conditions de vie des personnes en difficulté sociale.

Aussi, les projets suivants ont-ils été retenus :

- ✦ réhabilitation de deux Centres pour Enfants Autistes et Trisomiques et pour Sourds-Muets;

- ✦ réhabilitation des centres sociaux ;
- ✦ relogement des personnes à mobilité réduite ;
- ✦ restructuration de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS) et de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), en vue de garantir leur solidité, leur viabilité et leur pérennité.

### IV.2.3.3 Le Programme Gabon-Egalité

Il s'est agi de maintenir les efforts déjà consentis dans le système de protection sociale en poursuivant la mise en œuvre des projets initiés auparavant :

- ✦ les actions de communication ;
- ✦ la lutte contre les grossesses précoces ou l'assistance multiforme ;
- ✦ l'équipement du centre d'accueil des femmes victimes de violences ;
- ✦ la réhabilitation des sanitaires des établissements scolaires.

Entamé en 2020, ce programme s'est achevé en 2023 avec la concrétisation de trente-trois (33) mesures, parmi lesquelles :

- ✦ la facilitation de l'accueil dans les commissariats pour les victimes de violences basées sur le genre ou la réforme des registres d'état civil et de l'enregistrement des naissances (Ministère de l'Intérieur) ;
- ✦ l'accompagnement des filles enceintes ou la mise à disposition de sanitaires de qualité dans les établissements scolaires (Ministère en charge de l'Education Nationale) ;
- ✦ l'acquisition de bus de dépistage de cancers féminins ou la prise en charge des malades du cancer en maisons d'accueil (Ministère de la Santé) ;
- ✦ la prise du décret d'application des quotas dans la haute fonction publique (Ministère de la Justice) ;
- ✦ la mise en place d'un numéro d'urgence ;
- ✦ la communication sur le mariage coutumier ou la création d'un observatoire du droit de la femme au Gabon (Ministère en charge des Droits de la Femme).

## IV.2.4 Le développement du capital humain

### IV.2.4.1 L'éducation nationale

Afin d'améliorer la qualité des enseignements au pré primaire, au primaire, au secondaire général et technique, d'augmenter l'offre en salles de classe et de garantir de meilleures conditions d'apprentissage, le Gouvernement a continué la construction de nouvelles écoles.

Pour la rentrée scolaire 2023, il a été envisagé une augmentation de la capacité d'accueil avec 20.000 places supplémentaires.

Pour relever ce défi, certains projets ont été exécutés avec des constructions-extensions, des achèvements et des acquisitions d'établissements scolaires.

Il s'agit principalement :

- ✦ de la finalisation de l'acquisition du CES Les LAURIERS de Moanda ;
- ✦ de la construction du lycée du deuxième arrondissement de Franceville ;
- ✦ du projet « Renforcement des capacités d'accueil de l'Education Nationale » ;
- ✦ du Programme « Investissement Secteur Education (AFD)-FINEX ».

### IV.2.4.2 L'enseignement supérieur

Les projets initiés ont visé l'amélioration du cadre de vie des étudiants et du personnel enseignant ainsi que la promotion d'une offre de formation professionnalisante.

Pour y parvenir, les pouvoirs publics ont continué les projets suivants :

- ✦ digitalisation des procédures d’attribution des bourses ;
- ✦ ouverture des restaurants sur l’ensemble des établissements supérieurs ainsi que les centres professionnels (Nkok, Mvengue et Tchengue).

En outre, les actions en vue d’améliorer l’accès à l’enseignement supérieur se sont concentrées sur la mise en service de l’Université Numérique et l’installation des espaces numériques ouverts à l’intérieur du pays.

#### IV.2.4.3 L’enseignement technique et professionnel

##### L’enseignement technique

S’agissant du volet enseignement technique, les actions suivantes se sont poursuivies en 2023, avec l’achèvement du lycée Technique de Gamba et de celui de Bikelé.

##### La formation professionnelle

Concernant ce domaine, il a été adopté une politique de valorisation des formations techniques et professionnelles. A cet effet, plusieurs projets sont toujours en cours d’exécution, à l’instar :

- ✦ du projet d’appui à l’employabilité des jeunes grâce à des appuis extérieurs (BIRD) ;
- ✦ de la construction et l’équipement de 3 nouveaux centres de formation (Nkok, Mvengue et Tchengue) ;
- ✦ de l’amélioration des protocoles de formation ;
- ✦ de la réhabilitation et extension du complexe Basile ONDIMBA.

Le Gabon a mis en place une stratégie globale reposant sur six piliers à savoir :

- ✦ 1<sup>er</sup> pilier : aligner l’offre de formation sur les besoins du marché du travail ;
- ✦ 2<sup>e</sup> pilier : diversifier les filières de formation technique et professionnelle, en répondant aux besoins spécifiques des différents secteurs économiques (industrie, agriculture, tourisme, technologies de l’information et de la communication, etc.) ;
- ✦ 3<sup>e</sup> pilier : promouvoir l’apprentissage et l’alternance ;
- ✦ 4<sup>e</sup> pilier : encourager la collaboration entre établissement de Formation professionnelle et les entreprises du secteur privé ;
- ✦ 5<sup>e</sup> pilier : privilégier l’approche par les compétences (A P C) ;
- ✦ 6<sup>e</sup> pilier : renforcer les infrastructures de formation, notamment les Centres de Formation professionnelle et les établissements d’enseignement technique.

#### IV.2.4.4 L’économie numérique

##### Le développement des infrastructures

Les autorités ont actualisé la stratégie de développement des infrastructures numériques. Aussi, les principales actions suivantes ont-elles été proposées :

- ✦ poursuivre l’extension du Backbone National sur l’axe Sud-Ouest ;
- ✦ déployer une connexion haut-débit dans les Universités et Grandes Ecoles ;
- ✦ poursuivre l’extension du réseau de l’administration gabonaise ;
- ✦ favoriser une politique de diversification et de sécurisation de la connectivité internationale avec notamment l’arrivée du câble 2Africa ;
- ✦ favoriser, sur la base des zones traversées par le Backbone, le déploiement par le secteur privé de la FTTX (fibre optique à domicile et dans les bureaux) dans les villes de provinces ;
- ✦ étendre le câblage des bâtiments administratifs.

## Le développement des services numériques et l'innovation

Les mesures adoptées ont permis de :

- ✦ vulgariser et promouvoir les services numériques afin de moderniser les relations usagers/administrations et inter administrations ;
- ✦ développer un réseau de technopoles et d'incubateurs d'entreprises du numérique afin d'impulser l'entrepreneuriat ;
- ✦ mettre en place une plateforme de production des données statistiques du numérique d'aide à la décision ;
- ✦ mettre en place un cadre de collaboration et de concertation entre la société civile, le secteur privé, les collectivités locales, les universitaires, l'administration et la tutelle

### IV.2.5 La politique monétaire

Au terme de l'année 2023, le Comité de Politique Monétaire maintenu le TIAO et les autres principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

- ✦ Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) : 5,00 %
- ✦ Taux de facilité de prêt marginal : 6,75%
- ✦ Taux de facilité de dépôt : 0%

Taux d'intérêt des Appels d'Offre (TIAO)	4,5%
Facilité marginale de prêt	6,25%
Facilité de dépôts	0%

### Politique des réserves obligatoires

Les coefficients applicables sur les Dépôts à terme (DAT) et les Dépôts à vue (DAV) ont été maintenus ainsi qu'il suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	7 %
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	4,5 %

- ✦ Coefficient des réserves obligatoires à 7% sur les exigibilités à vue
- ✦ Coefficient des réserves obligatoires 4,5% sur les exigibilités à terme.



# CINQUIEME PARTIE

## LES PERSPECTIVES 2024 – 2025

## V.1. L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2024 et 2025

Selon les dernières publications du FMI d'avril 2024, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial

al devrait se maintenir à 3,2% en 2024 et 2025. La légère accélération dans les pays avancés sera neutralisée par une légère décélération dans les pays émergents et les pays en développement, dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques, l'assouplissement des conditions financières dans les pays avancés et la diminution de l'inflation dans le monde.

### V.1.1 La conjoncture dans les principaux pays avancés

Au sein des pays avancés, en 2024 et 2025, il est prévu des taux de croissance économique respectifs de 1,7% et 1,8%. Les États-Unis enregistreraient une croissance de 2,7% en 2024 et de 1,9% en 2025. Cette évolution serait soutenue par la consommation des ménages.

Au Japon, la croissance économique serait de 0,9% en 2024 et 1,0% en 2025. Elle serait principalement tirée par la consommation privée, l'investissement des entreprises et la combinaison favorable de la baisse de l'inflation et la reprise dans le secteur manufacturier.

La croissance du PIB de la zone euro s'établirait à 0,8% en 2024 et à 1,5 % en 2025, en liaison avec le renforcement des revenus des ménages, une politique monétaire moins restrictive et l'amélioration des conditions d'accès aux crédits. Au sein de cet espace, le PIB de la France évoluerait de +0,7% en 2024 et +1,4% en 2025, suite à la hausse de la consommation et de l'investissement. Après une année de récession, l'Allemagne devrait renouer avec une croissance positive mais lente (+0,2%) en 2024. Celle-ci resterait principalement contrainte par la faiblesse de la consommation et des exportations. En dépit de l'amélioration de l'activité (+1,3%) prévue en 2025, les résultats de la première puissance économique d'Europe demeureraient en deçà de son potentiel de croissance.

En 2024 et 2025, l'Italie enregistrerait une croissance stable à 0,7%. En dépit de cette inflexion de rythme, l'activité serait portée par un regain relatif de la consommation et un ralentissement de l'inflation. En Espagne, la croissance économique ralentirait à 1,9% en 2024 et 2,1% en 2025. Le principal soutien à l'activité serait la demande intérieure, soutenue par la hausse des revenus, dans un contexte de modération des taux d'inflation et des hausses de salaires. Hors zone euro, l'économie britannique devrait croître de 0,5% et 1,5% respectivement en 2024 et 2025.

### V.1.2 La conjoncture dans les pays émergents et en développement

L'activité réelle des pays émergents et en développement progresserait de 4,2% en 2024 et 2025. Au sein de ce groupe, les pays émergents d'Europe maintiendraient leur dynamique de croissance avec des évolutions de +3,1% et +2,8% sur la période d'analyse. Principal moteur de ces pays en transition d'Europe, la Russie enregistrerait une croissance robuste (+3,2%) en 2024. Quoiqu'en ralentissement, l'activité serait portée par la demande intérieure, l'investissement en armement et les exportations pétrolières. Cette inflexion de croissance (+1,8%) serait également perceptible en 2025, affectée par la baisse de la valeur du rouble.

Dans les pays émergents d'Asie Centrale, la croissance économique de la Chine devrait ralentir à 4,6% en 2024, puis à 4,1% en 2025. La deuxième économie mondiale, peine à retrouver son dynamisme d'avant la pandémie, en raison de la persistance de la crise dans l'immobilier, le coût élevé de la vie et la poursuite du retrait de la demande post COVID. Au cours de la période, la croissance réelle du PIB de l'Inde serait proche de 7%, tirée par la demande intérieure.

En Amérique latine, la croissance du PIB du Brésil se situerait à 2,2% en 2024 et 2,1% en 2025, en liaison avec les récoltes agricoles exceptionnelles, la vigueur de la consommation des ménages et le recul de l'inflation. Au Mexique, la croissance économique progresserait de 2,4% en 2024 et 1,4% en 2025, en raison de la bonne tenue de la consommation et de l'investissement.

Au Moyen-Orient et Asie Centrale, l'expansion des pays producteurs de pétrole ressortirait à 2,8% en 2024 et 4,2% en 2025.



### Le caoutchouc



Les prix du caoutchouc naturel gagneraient 28,2% à 92,0 cents le kilogramme en 2024, dans un contexte de hausse prononcée de la consommation mondiale (+3,1% à 15,06 millions de tonnes), en dépit d'un relèvement concomitant de la production mondiale (+2,5% à 15,11 millions de tonnes).

### Le café



Le marché du café serait marqué par des dynamiques contrastées entre Robusta et Arabica. En effet, le Robusta devrait gagner 19,7% à 142,6 cents la livre en moyenne, en lien avec le niveau historiquement bas des stocks. S'agissant de l'Arabica, son prix devrait se contracter de 3,3% pour se situer à 199,2 cents la livre, lesté par une offre abondante.

### Le cacao



Selon l'Organisation internationale du cacao (Icco), pour le compte de la campagne 2023/2024, la récolte de fèves devrait diminuer de 11% pour atteindre 4,5 millions de tonnes, en raison des mauvaises conditions météorologiques et du développement des maladies (Côte d'Ivoire et Ghana). En conséquence, le prix du cacao bondirait de 82,6% à une moyenne de 5 950 dollars la tonne.

### Le sucre



La production mondiale de sucre en 2023/24 (octobre/septembre) atteindrait 183,5 Mt, tandis que la consommation apparente se situerait à 178,4 Mt. Il est à noter qu'il existe une relation mécanique entre le cours du baril de Brent et celui du sucre. En effet, des cours élevés du pétrole entraînent un relèvement de celui du sucre. De plus, les cours du sucre sont influencés par les conditions climatiques (El Nino, notamment). En conséquence, les cours mondiaux du sucre s'établiraient à 23,5 cents la livre, en légère hausse de 1,7%.

### L'or



En 2024, le marché de l'or serait une nouvelle fois volatile. Ainsi, le desserrement de la politique monétaire attendu et la détente du dollar américain par rapport aux autres monnaies renforceraient l'or dans son rôle de valeur refuge. Dans ce contexte, le prix de l'or se situerait autour de 2 073 dollars américains en moyenne.

## V.2 LE CONTEXTE NATIONAL

### V.2.1. Le pétrole



La production pétrolière nationale progresserait de 4,6% à 11,678 millions de tonnes métriques en 2024 contre 11,16 millions de tonnes en 2023. Cette tendance s'expliquerait, entre autres, par des campagnes de développement et de forages. Les prix se situeraient à 77 \$ US pour le brut gabonais et 80,6 \$ US pour le Brent.

### V.2.2 Les mines



Il est prévu un affermissement de la production nationale de manganèse à 10,295 millions de tonnes en 2024, en lien avec les bonnes performances des plateaux de Bangombé et d'Okouma, de la montée en puissance de l'usine de Ndjolé et la normalisation de l'activité dans les sites de Franceville et d'Okondja. Les exportations se situeraient autour de 9,472 millions de tonnes. Sur le plan international, la





## V.2.10 Le commerce



L'activité de la branche commerce enregistrerait une hausse de 3,2%, en raison de l'augmentation de la commande publique liée aux projets d'investissement de l'Etat (engins, matériels, etc.) et la hausse de la demande locale. La baisse projetée de l'inflation devrait contribuer à l'amélioration de l'activité en 2024.

## V.2.11 Les services



L'activité des autres services se consoliderait de 3,3% en 2024. En effet, ce secteur tirerait profit du regain dans les services pétroliers grâce à une bonne tenue des prix du pétrole, la reprise des services immobiliers, l'affermissement des services aux particuliers, dont les jeux continuent de porter la branche. Les services aux entreprises et de réparation mécanique s'amélioreraient également.

## V.2.12 L'hôtellerie



Le secteur de l'hôtellerie, restauration, tourisme et loisirs maintiendrait la dynamique impulsée depuis la fin de la crise sanitaire. En effet l'activité connaîtrait une expansion dans toutes les branches grâce à l'accent mis par les Autorités de la Transition quant à la valorisation et/ou la vulgarisation des sites touristiques, notamment ceux disposant d'infrastructures prêtes à accueillir des touristes.

# V.3 LES ESTIMATIONS MACROECONOMIQUES EN 2024 ET 2025

En 2024, l'activité économique nationale évoluerait dans un environnement favorable marqué par un maintien de la croissance mondiale à 3,2% et un recul de l'inflation mondiale, en dépit de l'enlèvement de la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Cependant, l'activité économique nationale devrait se relever, au regard des effets attendus des différentes mesures de soutien dans le cadre de l'exécution du Plan National de Développement de la Transition (PNDT) 2024-2026.

Globalement, l'activité économique devrait s'inscrire à la hausse avec une croissance prévue à 3,6% en 2024 et 3,7% en 2025 après 2,4% en 2023. Celle-ci serait liée au dynamisme attendu dans tous les secteurs de l'économie.

## V.3.1. Les principales hypothèses

Sur la base des perspectives macroéconomiques mondiales (Avril 2024), les prévisions de la croissance du PIB réel de l'activité économique nationale reposent sur les hypothèses suivantes :

- ✦ une production pétrolière qui devrait progresser de 4,6% à 11,678 millions de tonnes en 2024 et une baisse de 4,7% à 11,126 millions de tonnes en 2025 ;
- ✦ un prix du baril de pétrole qui serait en baisse de 4,3% à 77,0 USD en 2024 et de 13,0% à 67,0 USD en 2025 ;
- ✦ une production de manganèse qui devrait augmenter de 3,3% à 10,296 millions de tonnes en 2024 et de 7,7% à 11,083 millions de tonnes en 2025 ;
- ✦ un prix de vente du manganèse en hausse de 1,2% à 132,4 dollars US la tonne en 2024 et de 1,2% à 133,9 dollars US en 2025 ;
- ✦ une production d'huile de palme en progression de 11,2% à 162,8 millions de tonnes en 2024 et de 5,5% à 171,8 millions de tonnes en 2025 ;
- ✦ une production de bois débité en augmentation de 2,0% à 1,359 million de tonnes en 2024 et de 7,5% à 1,453 million de tonnes en 2025 ;
- ✦ une dépréciation du taux de change de 1,0% à 600,6 FCFA en 2024 et de 0,7% à 596,4 FCFA en 2025.

## Les hypothèses du cadrage macroéconomique 2024 – 2025

Principales hypothèses	2023	2024	2025	24/23	25/24
Production de pétrole (en millions de tonnes métriques)	11,2	11,7	11,1	4,6%	-4,7%
Prix du baril du pétrole gabonais (en \$US)	80,5	77,0	67,0	-4,3%	-13,0%
Prix moyen de Brent (en \$US)	82,3	80,6	77,2	-2,1%	-4,3%
Production de Manganèse (en milliers de tonnes)	9968,0	10295,6	11083,3	3,3%	7,7%
Prix de vente de manganèse (en \$US/tonne)	130,8	132,4	133,9	1,2%	1,2%
Production de l'Or (en tonne)	0,2	1,5	1,8	873,4%	25,0%
Prix de vente de l'Or (\$US/l'once)	1943,1	2073,2	2172,6	6,7%	4,8%
Production de gaz (milliers de m3)	399,9	422,3	473,3	5,6%	12,1%
Taux de change (en dollars/F.CFA)	606,6	600,6	596,4	-1,0%	-0,7%
Production Transformation de manganèse (milliers de tonnes)	39,1	40,8	42,7	4,5%	4,5%
Production de Bois débité (en m3)	1387254,0	1359140,9	1415864,2	-2,0%	4,2%
Production d'huile de palme brut (en milliers de tonnes)	146,4	162,8	171,8	11,2%	5,5%
Production de caoutchouc usiné (en milliers de tonnes)	4,5	4,0	4,0	-11,5%	0,5%

Source : DGEPPF

### V.3.2. La formation du PIB prévisionnel en 2024 et 2025

Les perspectives économiques à court terme restent satisfaisantes. En effet, la croissance du PIB devrait atteindre 3,6% en 2024 et 3,7% en 2025, essentiellement tirée par l'agriculture, le pétrole, les mines, les BTP, les transports et les services côté offre, ainsi que la consommation et les investissements côté demande.

#### Evolution du taux de croissance de 2023 à 2025

(En %)	2023	2024	2025
PIB total	2,4	3,6	3,7
PIB pétrole	7,6	4,6	-4,7
PIB hors-pétrole	1,9	3,5	4,7

Source : DGEPPF

#### V.3.2.1 Les ressources du PIB prévisionnel en 2024 et 2025

Sur le plan sectoriel, tous les secteurs devraient se raffermir sur la période, avec une progression de l'activité du primaire (+3,3% en 2024 et +0,1% en 2025), du secondaire (+3,2% en 2024 et +5,8% en 2025) et du tertiaire (+3,0% en 2024 et +3,5% en 2025)

Les performances du secteur primaire s'expliqueraient principalement par une hausse de la production de la branche Agriculture de rente (+10,5% en 2024 et +9,2% en 2025), en lien avec la montée en puissance des plantations de palmiers et l'augmentation des surfaces de récolte.

La progression de la production de pétrole en 2024 (+4,6%) résulterait de la poursuite de l'optimisation des champs matures. En 2025, une baisse de 4,7% est projetée en raison du vieillissement de ces champs.

En outre, la reprise de la production minière (+3,3% en 2024 et 7,7% en 2025) proviendrait du renforcement de l'exploitation des gisements (Okouma) et du retour à la normale relatif à l'évacuation du minerai de manganèse.

Les performances du secteur primaire seraient atténuées par le repli de l'exploitation forestière (-7,8% en 2024 et -2,8% en 2025), suite à la baisse de la demande des industries locales de transformation de bois.

Le raffermissement du secteur secondaire serait principalement lié à la consolidation des branches industries agro-alimentaires (+4,1% en 2024 et +4,5% en 2025) et des autres industries + 7,0% en 2024 et + 8,1% en 2025), qui bénéficieraient de la bonne tenue des BTP.

La distribution d'eau et d'électricité (+3,8% en 2024 et +4,1% en 2025) connaîtrait une nette amélioration en raison de la hausse de l'offre d'eau & d'électricité et du renforcement des capacités de production.

La poursuite de la croissance dans l'activité des BTP, respectivement de +6,2% en 2024 et +13,2% en 2025, serait consécutive à la mise en œuvre des projets inscrits dans le PNDD.

Enfin, les progrès enregistrés par le secteur tertiaire découleraient principalement du raffermissement des autres secteurs qui se traduiraient par une appréciation des activités, notamment les Transports & Communications (+2,2% en 2024 et +3,3% en 2025), les services 3,3% en 2024 et en 2025) et le commerce (+3,2% en 2024 et 2025).

### Evolution des prévisions du PIB par secteur d'activité de 2023 à 2025

En milliards de FCFA	PIB nominal (au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2023	2024	2025	24/23	25/24	2023	2024	2025	24/23	25/24
Produit intérieur brut	12 165,2	12 650,8	12 745,8	4,0%	0,8%	6 042,9	6 261,7	6 490,2	3,6%	3,7%
PIB marchand	10 815,1	11 231,7	11 257,3	3,9%	0,2%	4 956,5	5 118,8	5 285,1	3,3%	3,2%
Secteur primaire	4 114,0	4 110,4	3 615,2	-0,1%	-12,0%	1 412,3	1 457,8	1 459,0	3,2%	0,1%
Agriculture, Elevage, Pêche	585,4	623,4	650,7	6,5%	4,4%	450,9	471,9	494,7	4,7%	4,8%
Exploitation forestière	163,6	140,1	133,8	-14,4%	-4,5%	122,4	110,4	106,2	-9,8%	-3,8%
Pétrole brut	3 073,7	3 045,4	2 504,3	-0,9%	-17,8%	651,7	682,0	649,7	4,6%	-4,7%
Mines	291,4	301,6	326,3	3,5%	8,2%	187,3	193,5	208,3	3,3%	7,7%
Secteur secondaire	2 929,8	3 088,6	3 311,0	5,4%	7,2%	1 081,5	1 116,5	1 181,3	3,2%	5,8%
Industries agro-alimentaires, boissons	254,5	277,9	302,0	9,2%	8,7%	143,3	149,2	155,9	4,1%	4,5%
Industrie du bois	276,4	273,9	283,3	-0,9%	3,4%	151,9	148,8	155,0	-2,0%	4,2%
Autres industries yc minières	389,3	423,1	464,7	8,7%	9,8%	181,5	194,2	210,0	7,0%	8,1%
Raffinage	8,9	9,0	9,4	1,1%	4,4	6,3	6,2	6,4	-1,6%	3,4%
Electricité, Eau	125,6	133,7	143,0	6,4%	7,0%	57,6	59,8	62,2	3,8%	4,1%
BTP	429,4	467,3	541,8	8,8%	15,9%	197,6	209,8	237,4	6,2%	13,2%
Recherche, services pétroliers	1 445,7	1 503,8	1 566,9	4,0%	4,2%	343,3	348,4	354,3	1,5%	1,7%
Secteur tertiaire	3 162,0	3 345,0	3 551,6	5,8%	6,2%	2 045,5	2 107,1	2 179,5	3,0%	3,4%
Transports & Communications	1 391,5	1 451,3	1 536,5	4,3%	5,9%	890,0	909,6	939,8	2,2%	3,3%
Services	1 078,2	1 142,9	1 210,3	6,0%	5,9%	702,5	725,7	749,7	3,3%	3,3%
Commerce	563,8	606,0	646,8	7,5%	6,7%	261,4	269,8	278,4	3,2%	3,2%
Services bancaires, assurances	350,7	367,0	382,6	4,7%	4,2%	307,4	317,9	328,7	3,4%	3,4%
SIFIM	-222,3	-222,3	-224,6	0,0%	1,0%	-115,9	-115,9	-117,1	0,0%	1,0%
DTI et TVA	609,3	687,7	779,5	12,9%	13,4%	417,2	437,5	465,3	4,9%	6,4%
PIB non marchands	1 350,1	1 419,0	1 488,5	5,1%	4,9%	1 086,4	1 142,8	1 205,1	5,2%	5,5%

Source : DGEPPF

#### V.3.2.2 Les emplois du PIB prévisionnel en 2024 et 2025

Du point de vue des emplois, la demande globale serait soutenue par la demande intérieure (+3,8% en 2024 et +3,3% en 2025) et extérieure. L'augmentation de la demande intérieure proviendrait des investissements publics (+10,4% en 2024 et +12,2% en 2025), en lien avec l'exécution des projets prioritaires inscrits dans le PNDT 2024-2026, entre autres, l'aménagement et la réhabilitation des voiries du Grand Libreville et celles des capitales provinciales, ainsi que des chefs-lieux des départements.

De même, ces investissements publics concerneraient les travaux de la voie de contournement d'Oyem, la réhabilitation des tronçons (Bifoun -Lambaréné, Ntoun-Cocobeach, Ovan-Makokou, Ndendé-Tchibanga, Port-Gentil-Mbéga, Moanda-Bakoumba, Tchibanga-Mayumba), la construction des logements, la réhabilitation de certains bâtiments et l'aménagement des bassins-versants. L'évolution favorable des investissements privés (+4,1% en 2024 et +2,9% en 2025) serait imputable à l'exécution des investissements structurants.

La relance de la consommation privée (+2,6% en 2024 et +2,9% en 2025) serait attribuable à la hausse des revenus des ménages dans un contexte de recrutements dans le secteur public.

En outre, le relèvement de la demande extérieure serait tributaire de l'augmentation des exportations de biens notamment le pétrole (+4,2% en 2024 contre -4,3% en 2025), les produits de rente (+17,5% en 2024 et +18,4% en 2025) et les produits miniers (+2,8% en 2024 et +6,5% en 2025).

## Evolution des prévisions des emplois du PIB de 2023 à 2025

En milliards de FCFA	PIB nominal ((au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2023	2024	2025	24/23	25/24	2023	2024	2025	24/23	25/24
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT</b>	12 165,2	12 650,8	12 745,8	4,0%	0,8%	6 042,9	6 261,7	6 490,2	3,6%	3,7%
DEMANDE INTERIEURE	7 622,8	8 086,9	8 605,3	6,1%	6,4%	7 647,2	7 938,2	8 197,6	3,8%	3,3%
DEMANDE EXTERIEURE	11 069,5	12 061,5	11 351,8	9,0%	-5,9%	8 962,7	9 564,8	10 108,3	6,7%	5,7%
<b>CONSOMMATION TOTALE</b>	5 489,7	5 794,4	6 117,2	5,5%	5,6%	3 598,8	3 708,4	3 821,3	3,0%	3,0%
Ménages	4 055,0	4 256,0	4 485,2	5,0%	5,4%	2 586,6	2 650,8	2 726,8	2,5%	2,9%
Administrations	1 434,7	1 538,3	1 632,0	7,2%	6,1%	1 012,2	1 057,6	1 094,5	4,5%	3,5%
<b>INVESTISSEMENT TOTAL</b>	2 133,1	2 292,5	2 488,0	7,5%	8,5%	4 048,4	4 229,8	4 376,3	4,5%	3,5%
Privé	1 841,4	1 973,3	2 122,0	7,2%	7,5%	3 797,1	3 952,2	4 064,8	4,1%	2,8%
dont : Pétrole	581,7	615,7	634,0	5,8%	3,0%	2 486,3	2 568,4	2 575,9	3,3%	0,3%
Hors Pétrole	1 259,7	1 357,6	1 488,0	7,8%	9,6%	1 310,7	1 383,8	1 489,0	5,6%	7,6%
Administration	291,7	319,2	366,1	9,4%	14,7%	251,3	277,6	311,5	10,4%	12,2%
<b>EXPORTATIONS TOTALES</b>	7 805,9	8 312,7	7 746,2	6,5%	-6,8%	3 679,2	3 944,1	4 200,4	7,2%	6,5%
Pétrole	5 489,7	5 415,0	4 475,1	-1,4%	-17,4%	1 253,6	1 306,0	1 250,4	4,2%	-4,3%
Hors Pétrole	2 084,1	2 655,2	3 019,4	27,4%	13,7%	2 355,0	2 566,3	2 877,3	9,0%	12,1%
dont : Rentes et autres produits d'exportations	1 076,0	1 633,5	1 945,9	51,8%	19,1%	1 130,3	1 328,5	1 572,5	17,5%	18,4%
Mines	500,5	515,8	552,3	3,0%	7,1%	718,3	738,7	787,0	2,8%	6,5%
Bois transformé	502,5	500,7	515,7	-0,4%	3,0%	503,2	495,7	514,2	-1,5%	3,7%
Produits manufacturiers	5,1	5,3	5,5	3,9%	3,8%	3,3	3,4	3,6	3,0%	5,9%
<b>IMPORTATIONS TOTALES</b>	3 263,6	3 748,8	3 605,7	14,9%	-3,8%	5 283,5	5 620,7	5 907,8	6,4%	5,1%
dont Consommations	576,8	638,1	705,7	10,6%	10,6%	519,5	547,7	576,1	5,4%	5,2%
Equipements	765,1	879,2	1 006,2	14,9%	14,4%	1 080,8	1 212,2	1 351,0	12,2%	11,5%
Intermédiaires	862,7	961,9	1 061,2	11,5%	10,3%	835,2	913,3	986,0	9,4%	8,0%

Source : DGEPPF

### V.3.3. La balance des paiements prévisionnelle 2024-2025

La balance des paiements renouerait avec un solde excédentaire en 2024 et en 2025, dans un contexte d'accélération de l'activité économique. Ces perspectives positives seraient le résultat d'un excédent de la balance des capitaux plus important que le déficit du compte des transactions courantes sur la période. Ainsi, l'excédent de la balance des paiements serait de 57,1 milliards de FCFA en 2024 et 20,9 milliards de FCFA en 2025, après un déficit de 75,9 milliards de FCFA en 2023.

#### V.3.3.1 La balance prévisionnelle des transactions courantes

Le compte des transactions courantes se caractériserait par un alourdissement de son déficit de 55,5% à -549,6 milliards de FCFA en 2024 et de 6,5% à -513,8 milliards de FCFA en 2025. Cette évolution proviendrait de la dégradation de la totalité des composantes du compte courant.

#### V.3.3.2 La balance commerciale prévisionnelle

Structurellement excédentaire, le solde commercial se replierait de 0,4% à 1 637,8 milliards de FCFA en 2024 et 1,3% à 1 616,2 milliards de FCFA en 2025. Cette situation serait consécutive à la hausse des exportations (+2,2% à 4 867,5 milliards de FCFA en 2024 et +0,5% à 4 892,4 milliards de FCFA en 2025) moins importante que celle des importations (+3,6% à 3 229,7 milliards de FCFA en 2024 et +1,4% à 3 276,2 milliards de FCFA en 2025). L'augmentation des exportations s'expliquerait essentiellement par l'amélioration des ventes de pétrole et de manganèse.

### Evolution de la balance commerciale prévisionnelle 2023 - 2024

(En milliards de FCFA)	2023*	2024*	2025*	24/23	25/24	Moyenne 2024-2025
Exportations (fob)	4 762,3	4 867,5	4 892,4	2,2%	0,5%	1,4%
Pétrole	3 332,0	3 355,7	3 272,7	0,7%	-2,5%	-0,9%
Manganèse	883,4	944,2	1 026,2	6,9%	8,7%	7,8%
Or	43,1	47,5	52,9	10,0%	11,5%	10,7%
Bois	442,5	461,4	486,7	4,3%	5,5%	4,9%
Autres	61,3	58,8	54,0	-4,1%	-8,1%	-6,1%
Importations (fob)	3 117,4	3 229,7	3 276,2	3,6%	1,4%	2,5%
Secteur pétrolier	1 607,2	1 666,4	1 676,2	3,7%	0,6%	2,1%
Autres	1 510,2	1 563,2	1 600,0	3,5%	2,4%	2,9%
Balance commerciale	1 644,9	1 637,8	1 616,2	-0,4%	-1,3%	-0,9%

Sources : BEAC \* Estimations \*\*Projections

#### V.3.4.3 La balance prévisionnelle des services

Sur la période 2024-2025, le déficit de la balance des services se creuserait de 11,5% à 1 361,1 milliards de FCFA en 2024 pour s'atténuer en 2025 de 4,9% à 1 294,4 milliards de FCFA. Cette situation s'expliquerait par une baisse des paiements des services de « fret et assurances des marchandises » (-9,9% à -381,3 milliards de FCFA en 2025), des « Autres transports et assurances » (-8,7% à -35,1 milliards de FCFA en 2025) et des « Autres services » (-3,5% à -763,1 milliards de FCFA en 2025).

#### V.3.3.4 La balance prévisionnelle des revenus et des transferts

De 2024 à 2025, la balance des revenus enregistrerait un alourdissement de son déficit, passant de -787,1 milliards de FCFA à -794,9 milliards de FCFA après s'être établi à -783,4 milliards de FCFA en 2023, soit une augmentation moyenne de 0,7% sur la période. Cette détérioration du solde des revenus serait liée à un accroissement plus important des paiements des facteurs de production à savoir la rémunération des salaires et la rémunération des investissements.

Quant à la balance des transferts, elle deviendrait déficitaire en 2024 (-39,2 milliards de FCFA) et 2025 (-40,7 milliards de FCFA) après l'excédent enregistré en 2023 (+5,6 milliards de FCFA) sous l'effet d'un accroissement plus important des sorties de capitaux au titre des transferts privés.

#### V.3.3.5 La balance prévisionnelle des capitaux

Le solde du compte des capitaux demeurerait excédentaire, enregistrant une hausse de 118,6% à 606,7 milliards de FCFA en 2024 et un recul de 11,9% à 534,6 milliards de FCFA en 2025, du fait d'un rebond des investissements directs étrangers et des autres investissements.

## Evolution de la balance globale prévisionnelle

(En milliards de FCFA)	2023*	2024*	2025*	24/23	25/24	Moyenne 2024-2025
1- Transactions courantes	-353,4	-549,6	-513,8	55,5%	-6,5%	24,5%
Balance commerciale	1644,9	1637,8	1616,2	-0,4%	-1,3%	-0,9%
Balance des services	-1220,5	-1361,1	-1294,4	11,5%	-4,9%	3,3%
Balance des revenus	-783,4	-787,1	-794,9	0,5%	1,0%	0,7%
Balance des transferts	5,6	-39,2	-40,7	-804,7%	3,8%	-400,5%
2- Balance des capitaux	277,5	606,7	534,6	118,6%	-11,9%	53,4%
Compte de capital	4,7	4,7	4,7	0,0%	0,0%	0,0%
Investissements directs	240,0	270,2	291,5	12,6%	7,9%	10,2%
Dont secteur pétrolier	1026,8	1057,3	1062,5	3,0%	0,5%	1,7%
Investissements de portefeuille	-254,8	-224,6	-202,5	-11,9%	-9,8%	-10,8%
Autres investissements	287,6	556,4	441,0	93,4%	-20,7%	36,3%
Opérations à plus d'un an (MLT)	-258,2	43,4	-207,8	-116,8%	-578,2%	-347,5%
Opérations à moins d'un an (CT)	545,8	512,9	648,7	-6,0%	26,5%	10,2%
3- Erreurs et Omissions	0,0	0,0	0,0	-	-	-
<b>BALANCE GLOBALE</b>	<b>-75,9</b>	<b>57,1</b>	<b>20,9</b>	<b>-175,3%</b>	<b>-63,5%</b>	<b>-119,4%</b>

Source : BEAC \* Estimations \*\*Projections

### V.3.3.6 La balance globale prévisionnelle

L'évolution du solde de la balance des paiements du Gabon s'illustrerait par une embellie des paiements en 2024 et 2025. Ce retour à l'excédent en 2024 serait observé après quatre années de déficit enregistré depuis 2020 avec l'apparition de la Covid-19.

## V.3.4 L'Emploi, les salaires et les prix

### V.3.4.1 L'Emploi

Le marché du travail serait marqué par une augmentation simultanée des effectifs dans le secteur public et dans le secteur privé. La poursuite des régularisations des situations administratives des agents ainsi que plusieurs recrutements dans l'administration publique expliqueraient l'évolution positive de l'emploi public concomitamment avec la baisse des effectifs de la MONP.

L'accélération de l'activité économique dans des secteurs en berne en 2023 serait la source de la croissance des effectifs dans le secteur privé.

### V.3.4.2 Les salaires

Dans l'administration, la masse salariale devrait progresser sous l'effet de la hausse des effectifs. La même tendance serait attendue dans les sociétés évoluant dans un contexte favorable de relance de l'activité économique.

### V.3.4.3 Les prix

En perspectives, l'inflation mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation se situerait à 2,4% en 2024 après 3,6% en 2023 en moyenne annuelle. Cette évolution découlerait des nouvelles mesures de lutte contre la vie chère (mise en place de la nouvelle mercuriale en mars 2024) et de





l'accentuation des activités de contrôle des prix ainsi que d'une amélioration de l'offre productive agricole.

## V.4 LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT EN 2024-2025

Dans un contexte international marqué par la persistance des conflits géopolitiques et le ralentissement de l'activité économique ainsi que la survenue des changements politiques majeurs au niveau national, la politique économique initiée par le Gouvernement vise à améliorer la transparence budgétaire, renforcer les efforts de mobilisation des ressources pour répondre aux aspirations de la population dans les domaines des infrastructures et du social. Il s'agit notamment de mieux définir les priorités afin de rendre plus efficiente l'allocation des ressources

### V.4.1 Politique budgétaire et sectorielle du Gouvernement

#### V.4.1.1 La Politique budgétaire

En matière de politique budgétaire, l'action des nouvelles autorités portera sur l'amélioration de la mobilisation des recettes et la rationalisation des dépenses publiques.

##### Mobilisation des recettes

L'accent sera mis sur l'optimisation des recettes à travers la mise en œuvre de mesures visant l'amélioration de la performance des services fiscaux et l'amplification de la collecte des ressources fiscales. A cet effet, les principales actions à mener pour y parvenir s'articulent autour des points suivants :

- ✦ En matière de fiscalité intérieure

L'administration fiscale entend poursuivre l'élargissement de l'assiette fiscale à travers la mise en œuvre de réformes fiscales, la rationalisation des incitations fiscales par le renforcement des contrôles des contreparties, la mise en place des Centres des impôts de proximité, l'intensification des contrôles fiscaux et le recouvrement des avis de mise en recouvrement (AMR).

Au titre des réformes fiscales, il s'agit de :

- ✦ en matière d'impôt sur les sociétés (IS), relever le taux de retenue à la source pour les non-résidents ;
- ✦ relever les taux ad valorem des bières et des boissons sucrées, concernant les droits d'accise (DA) intérieurs ;
- ✦ relever les tarifs de la taxe de superficie ;
- ✦ en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP), uniformiser le taux d'abattement forfaitaire pour frais professionnels pour les Ministres et les Parlementaires.

Au titre de la rationalisation des incitations fiscales, l'administration fiscale, entend poursuivre les opérations de vérification des contreparties, afin de s'assurer de l'efficacité des avantages fiscaux concédés.

En outre, la mise en place des Centres des impôts de proximité permettra un maillage territorial afin de rapprocher l'administration fiscale des contribuables et de lutter contre le secteur informel. Il s'agit spécifiquement de l'ouverture des Centres dans les zones à fort potentiel, à savoir : Mont-Bouet, Ntoundou, Moanda, Koulamoutou et Makokou.

En ce qui concerne l'intensification des contrôles fiscaux et le recouvrement des AMR, l'administration des impôts débutera l'implémentation de la facture normalisée afin de combattre la fraude à la

TVA qui engendre des pertes significatives de recettes.

✦ En matière de fiscalité de porte

L'administration des Douanes a inscrit un certain nombre de mesures supplémentaires afin d'optimiser les recettes douanières. Ces mesures portent sur la réduction de la dépense fiscale, la sécurisation de la collecte des recettes et le renforcement des actions de mobilisation des recettes.

A cet effet, les actions suivantes ont été retenues :

✦ définir les mécanismes pour la réduction de la dépense fiscale.

L'administration des Douanes mettra l'accent sur la finalisation des listes des marchandises annexées aux privilèges accordés par le biais d'arrêtés conjoints avec les ministères techniques ;

✦ lancement de la procédure douanière informatisée de SYDONIA World dans les bureaux centraux d'Oyem et Bitam. En effet, à l'exception de ces deux bureaux, l'ensemble des bureaux centraux utilisent le système informatique SYDONIA World ;

✦ migration de la Brigade Touristique de Surveillance (BTS) et de la Direction des Services de Surveillance au SYDONIA World, afin de s'assurer de la circulation et de la détention des marchandises ou encore de la traçabilité des voyages ;

✦ déploiement de nouveaux scanners de marchandises. Les méthodes non intrusives de contrôle constituent un compromis entre l'objectif de facilitation et de contrôle des marchandises prohibées ;

✦ élaboration, validation et déploiement des plans annuels de soutien à la mobilisation des recettes douanières ;

✦ élaboration de la base de données pour l'évaluation en douane ;

✦ organisation des contrôles conjoints avec diverses administrations publiques ;

✦ mise en œuvre des contrôles des compteurs fiscaux installés dans les champs pétroliers pour le suivi des régimes accordés ;

✦ mission d'assistance pour une détermination optimale de la valeur FOB des minerais de manganèse en fonction des cours internationaux ;

✦ révision des taux de droit de sortie appliqués sur le niveau de transformation de bois. Un relèvement pour améliorer le rendement des droits de sortie de cette catégorie de marchandises ;

✦ rallonger l'âge limite des véhicules d'occasion admis à l'importation ;

✦ Réévaluation de la fiscalité à l'export des minerais en République Gabonaise.

## La Rationalisation des dépenses publiques

Au regard des nombreux défis inhérents au processus de transition et de restauration des institutions, le Gouvernement accentuera les actions visant à assainir les dépenses publiques. Celles-ci passeront par :

✦ La réduction du train de vie de l'Etat

Le Gouvernement entend se focaliser sur la mise en œuvre des mesures concourant à stabiliser la masse salariale, eu égard aux possibilités budgétaires de l'Etat. Il s'agira, entre autres, de :

✦ la prise en compte de la renonciation au traitement de Président de la République par le Président de la Transition ;

✦ l'introduction des conférences de répartition des postes budgétaires pour une meilleure planification des entrées en tenant compte des spécificités (profils, effectifs, etc.) des administrations sectorielles ;

✦ la réduction de la solde et du traitement dévolues aux parlementaires, notamment :

✦ la réduction de moitié de l'indemnité de session ;

✦ la suppression des fonds politiques ;

✦ la suppression de la prime de transport du 17 août.

Il s'agira également de poursuivre avec la rationalisation des dépenses d'utilité publique

(Consommations publiques en eau, électricité et téléphone) et des dépenses relatives aux services



tion de l'offre des services en eau et en électricité pour satisfaire le bien-être des citoyens.

La poursuite du programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Libreville (PIAEPAL), permettra d'améliorer l'accès à l'eau potable à l'ensemble des ménages du grand Libreville et des populations en milieu rural.

## L'éducation nationale, enseignement supérieur et formation professionnelle

### L'éducation nationale

Afin d'augmenter l'offre en salles de classe et de garantir de meilleures conditions d'apprentissage, le Gouvernement poursuivra la construction et l'achèvement de plusieurs établissements scolaires dans le cadre du programme d'investissement du secteur éducation.

### L'enseignement supérieur

Pour ce qui est du secteur « Enseignement supérieur », un effort sera fait pour la réfection et la sécurisation des différents campus universitaires.

### La formation professionnelle

S'agissant de la formation professionnelle, le Gouvernement maintiendra sa politique de mise en adéquation formation-emploi, notamment à travers la mise en œuvre du projet d'appui à l'employabilité des jeunes.

## Santé et protection sociale

### La santé

- ✦ En ce qui concerne le volet santé, l'accent sera mis sur les actions visant à améliorer l'offre d'accès aux soins, notamment les constructions, réhabilitations et extensions des structures sanitaires. A ce titre, divers projets sont prévus en 2024, notamment
  - ✦ :la construction de centres de santé (salle d'accouchement, hospitalisation, radiologie primaire, laboratoire d'analyse, ...);
  - ✦ la réhabilitation des structures sanitaires.

### La protection sociale

SS'agissant du pan social, le Gouvernement entend poursuivre avec le renforcement du dispositif de protection sociale. A cet effet, les engagements auprès des organismes sociaux se matérialiseront par une prise en charge progressive des parts patronales de l'Etat employeur avec la CNSS, la CNMAGS et la CPPF. Ces mesures permettront la mise en œuvre de la politique axée sur le bien-être des populations et l'amélioration des conditions de vie des personnes en difficulté sociale

## V.4.1.2.2 SECTEURS PRODUCTIFS

### Forêt-bois et environnement

#### La filière forêt-bois

En 2024, le Gouvernement entend dynamiser la contribution du secteur forestier dans l'économie nationale. A ce titre, la politique sectorielle des eaux et forêts s'inscrit dans la perspective de l'accroissement des recettes budgétaires par :

- ✦ la révision du code forestier et l'élaboration de ses textes d'application ;
- ✦ la poursuite des travaux portant sur la mise en œuvre de la 2ème et 3ème

transformation du bois ;

- ✦ le développement de la filière des produits forestiers non ligneux ;
- ✦ l'organisation des artisans de la transformation du bois opérant dans l'informel ;
- ✦ la poursuite de la lutte contre les trafics illicites dans le secteur forestier.

Par ailleurs, la stratégie du secteur vise l'amélioration des conditions de vie des populations rurales à travers :

- ✦ la réorganisation des forêts communautaires, pour garantir les droits des communautés villageoises ;

#### V.4.1.2.3 L'ENVIRONNEMENT

En matière de protection de l'environnement, il est prévu la poursuite et l'intensification de la réduction des pollutions industrielle et urbaine à travers les contrôles de police environnementale.

Au niveau de la gestion prévisionnelle, une mise aux normes de l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts (ENEF) est envisagée afin d'adapter cette institution aux besoins actuels.

De même, le Gouvernement s'emploiera à atténuer les effets du conflit homme-faune en proposant des mesures de protection des sites de production, en dédommageant les victimes, etc..

## CONCLUSION

Au terme de l'année 2023, l'activité économique au Gabon a ralenti pour finir avec une croissance du PIB à 2,4% contre 3% en 2022. Cette baisse de la croissance résulte d'une progression moins forte de l'activité hors pétrole à 1,9% après 3% en 2022, malgré une accélération de la production pétrolière à 7,6% contre 3,3% un an plus tôt.

Le repli de l'expansion de la production hors pétrole est induit par la baisse d'activité dans les branches production minière, exploitation forestière, industrie du bois, raffinage et commerce. Ces contre-performances sont liées aux difficultés d'ordre logistiques rencontrées au cours de l'année, notamment, les interruptions du trafic de la voie ferroviaire, la dégradation du réseau routier sur certains axes, les difficultés d'accès à l'énergie dans certaines zones du pays et le coût élevé du carburant servi aux industriels.

Les efforts d'investissements enregistrés dans le secteur pétrolier ont porté leurs fruits, se traduisant par une hausse significative de la production nationale de pétrole brut de 7,6%, suite à la mise en production de nouveaux champs, le redéveloppement d'anciens champs et l'optimisation de la production par le reconditionnement des puits. Cette consolidation de la production, après la hausse de 2022, permet au secteur de s'inscrire sur une trajectoire ascendante, qui rompt avec les années de baisse qui ont précédé, notamment en 2020 et 2021, et de mieux tirer profit d'un niveau des prix moyen qui est resté assez confortable, malgré le repli par rapport à l'année précédente.

En termes de transformation structurelle, le poids de la production pétrolière dans le PIB a baissé entre 2022 et 2023, passant de 28,2% à 25,3%, en lien avec la baisse du prix moyen des bruts gabonais (80,5 dollars contre 100 dollars en 2022). Dans le même temps, le poids du Pib hors pétrole marchand gagne un (1) point sur un an.

Avec une augmentation des prix à 3,6% en moyenne, après le pic de 4,3% de 2022, certes il demeure au-dessus de la norme de 3% en vigueur au niveau régional, mais la tendance est encourageante, au regard du contexte international marqué par une forte inflation et des nombreux défis de logistique auxquels le pays continue de faire face au plan interne. Cette tendance vers la maîtrise de l'inflation pourrait se poursuivre, grâce à la mise en œuvre de politiques d'accompagnement de la production locale, notamment en matière de produits vivriers. Il s'agit également de lever les prérequis qui persistent, notamment en matière d'infrastructures de transport et énergétiques.

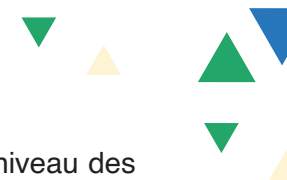
Au terme de l'année 2023, le poids de la dette publique constitue un point d'attention pour la gestion des finances publiques du Gabon. Au-delà du ratio du taux d'endettement, il convient d'être attentif à l'évolution du poids croissant du service de la dette par rapport aux ressources hors pétrole.

De même, le poids de la masse salariale interpelle, dans un contexte où les services de la solde auront à gérer deux effets : le report sur deux années des départs à la retraite initialement prévus pour 2024 et 2025 d'une part, et les nouveaux recrutements et régularisations des situations administratives d'autre part.

Ces deux phénomènes conjugués, s'ils ne s'accompagnent d'un effort accru en matière de mobilisation de recettes additionnelles, sont de nature à réduire les marges budgétaires pour l'Etat qui en a besoin, pour financer les nombreux investissements nécessaires à la réalisation des grandes ambitions affichées par des nouvelles autorités politiques.

La baisse d'activité dans des secteurs d'ordinaire pourvoyeurs d'emplois s'est traduite en 2023 par un recul 0,5% des effectifs des sociétés, suite à une réduction des effectifs dans le secteur privé moderne (-0,8%) et malgré une augmentation de ceux du parapublic (+5,2%). En effet, les difficultés d'ordre logistique et d'accès à l'énergie, le contexte politique (mise en place du couvre-feu entre septembre et décembre), ont négativement influencé l'emploi dans plusieurs branches, à l'instar du Bois, des Bâtiments et Travaux Publics, des Services, de l'Agriculture et des Mines.

Les contreperformances en matière d'emplois confirment le fait que l'économie gabonaise demeure en quête d'une croissance plus forte et inclusive, de nature à réduire de manière significative le niveau du chômage.



Pour atteindre cet objectif, il y a nécessité d'accélérer les efforts en matière de mise à niveau des infrastructures, notamment de transport et de production énergétique, mais également d'orientation des investissements vers les secteurs à fort potentiel de développement et de création d'emplois directs et indirects, que sont notamment l'agriculture, l'économie de la mer (pêche) et le tourisme.

De même, il y a lieu d'appliquer de manière plus juste le mécanisme d'indexation des prix des produits pétroliers, notamment en ce qui concerne le gasoil industriel, qui ne doit plus être un élément pénalisant pour l'activité économique

# LES ANNEXES

Répartition sectorielle du PIB à prix constant											
(En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	Historique									Projections	
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Secteur primaire</b>	1 069,3	1 066,9	1 074,5	1 068,1	1 199,1	1 244,2	1 310,2	1 395,1	1 424,5	1 471,5	1 473,4 <sup>1</sup>
Agriculture, Elevage, Pêche	236,8	266,2	297,8	325,6	354,7	374,9	408,7	444,9	450,9	471,9	494,7
Agriculture	195,9	223,1	252,4	278,0	303,7	323,2	356,3	391,8	398,3	418,5	440,2
Vivrière	182,5	209,3	231,9	248,2	261,8	272,0	283,2	292,0	300,4	310,3	322,1
Rente	13,4	13,8	20,4	29,9	41,9	51,2	73,2	99,9	97,9	108,1	118,1
Chasse et Elevage	19,4	19,9	21,5	23,2	22,9	23,2	23,4	23,7	24,0	24,2	24,4
Pêche	21,5	23,1	23,9	24,4	28,1	28,5	28,9	29,4	28,6	29,2	30,1
Exploitation forestière	57,8	62,7	71,2	78,3	81,0	81,9	135,8	152,6	134,6	124,1	120,6
Pétrole brut	696,2	670,7	613,4	563,3	636,6	628,7	586,3	605,5	651,7	682,0	649,7
Mines	78,5	67,4	92,2	100,8	126,8	158,6	179,3	192,1	187,3	193,5	208,3
Gaz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Secteur secondaire</b>	1 023,8	1 057,3	970,8	998,4	1 013,2	947,4	1 025,0	1 053,3	1 081,5	1 116,5	1 181,4 <sup>1</sup>
Industries agro-alimentaires, boissons	110,5	117,7	115,2	123,3	132,3	126,5	131,4	134,2	143,3	149,2	155,9
Industrie du bois	77,0	90,6	100,0	118,6	119,8	117,3	157,8	159,8	151,9	148,8	155,0
Industries minières	5,4	6,7	9,2	16,4	15,7	12,1	13,5	15,8	12,8	13,4	14,0
Autres industries	126,4	142,0	135,7	153,6	161,0	148,8	156,6	163,1	168,7	180,9	196,0
Raffinage	8,7	9,7	7,6	7,3	6,4	7,9	9,1	9,5	6,3	6,2	6,4
Electricité, Eau	51,7	53,4	53,8	53,9	54,7	55,5	55,9	56,4	57,6	59,8	62,2
BTP	287,4	284,2	223,7	172,0	177,3	150,7	178,0	188,1	197,6	209,8	237,5
Recherche, services pétroliers	356,7	352,9	325,7	353,4	346,0	328,7	322,7	326,3	343,3	348,4	354,3
<b>Secteur tertiaire</b>	1 647,4	1 730,4	1 865,2	1 908,1	1 985,1	1 903,6	1 934,5	2 001,4	2 033,3	2 094,9	2 167,2 <sup>2</sup>
Transports & Communications	492,5	521,8	683,1	699,2	772,0	802,0	837,0	867,3	890,0	909,6	939,8
Transport	217,6	225,1	333,6	347,6	404,5	430,8	461,4	484,9	499,2	510,2	531,7
Communications	274,9	296,7	349,6	351,7	367,5	371,2	375,6	382,4	390,8	399,4	408,2
Services	759,2	785,3	757,0	769,2	785,3	668,7	680,1	701,8	702,5	725,7	749,7
Commerce	280,0	278,8	278,0	279,1	281,0	261,1	256,6	264,6	261,4	269,8	278,4
Services bancaires, assurances	245,4	261,7	263,0	279,3	268,7	267,4	275,4	283,0	307,4	317,9	328,7
Services non marchands	1 046,2	1 044,7	1 060,5	1 033,4	1 022,6	1 028,0	1 034,3	1 038,7	1 086,4	1 142,8	1 205,1 <sup>1</sup>
Education	302,5	302,3	302,9	297,1	299,8	301,3	304,3	306,7	322,3	342,8	365,0
Santé	144,2	143,3	144,1	140,6	135,5	136,5	136,9	137,4	153,3	171,3	191,6
Autres services non marchands	599,5	599,1	613,5	595,6	587,2	590,2	593,1	594,7	610,7	628,7	648,5
<b>PIB au coût des facteurs</b>	4 786,7	4 899,3	4 971,0	5 008,0	5 220,0	5 123,2	5 304,0	5 488,5	5 625,6	5 825,7	6 027,1 <sup>6</sup>
<b>DTI et TVA</b>	560,4	559,5	513,7	522,6	527,5	518,7	420,7	410,1	417,2	437,5	465,3
<b>PIB au coût du marché</b>	5 347,1	5 458,9	5 484,7	5 530,6	5 747,5	5 641,9	5 724,7	5 898,6	6 042,9	6 263,2	6 492,4 <sup>6</sup>



Répartition sectorielle du PIB à prix courant												
	Historique										Projections	
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	
<b>Secteur primaire</b>	2 458,4	2 103,6	2 370,4	2 729,1	2 959,8	2 212,1	3 308,7	4 779,3	4 132,6	4 129,8	3 635,2	
Agriculture, Elevage, Pêche	291,6	322,2	349,8	390,7	426,3	459,6	517,1	570,9	585,4	623,4	650,7	
Agriculture	261,9	290,8	317,0	354,9	389,4	420,8	476,0	528,2	539,8	575,2	600,6	
Vivrière	254,8	282,9	304,1	336,6	362,9	387,1	419,1	450,1	476,2	485,9	504,3	
Rente	7,1	7,9	13,0	18,2	26,5	33,7	56,9	78,1	63,6	89,3	96,2	
Chasse et Elevage	19,8	20,6	21,8	24,4	23,4	24,0	25,4	26,0	28,6	30,2	31,2	
Pêche	9,9	10,7	11,0	11,5	13,4	14,7	15,7	16,7	16,9	17,9	19,0	
Exploitation forestière	75,0	91,1	106,6	118,6	122,9	124,7	212,8	231,7	182,1	159,4	153,9	
Pétrole brut	1 937,3	1 566,1	1 708,6	1 979,0	2 162,3	1 363,6	2 283,2	3 600,8	3 073,7	3 045,4	2 504,3	
Mines	154,5	124,2	205,3	240,8	248,3	264,2	295,5	375,9	291,4	301,6	326,3	
Gaz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
<b>Secteur secondaire</b>	2 005,5	2 056,7	2 027,3	2 195,5	2 303,3	2 054,1	2 820,0	3 119,9	2 929,8	3 088,6	3 311,2	
Industries agro-alimentaires, boissons	151,2	161,8	162,1	182,8	201,8	198,3	212,8	226,4	254,5	277,9	302,0	
Industrie du bois	139,7	153,1	160,1	196,6	198,6	192,9	287,2	297,9	276,4	273,9	283,3	
Industrie minière	6,3	6,9	9,4	16,7	12,8	9,0	11,8	20,0	8,4	8,8	9,1	
Autres industries	231,6	273,3	259,4	307,9	332,5	319,1	345,6	364,3	380,9	414,3	455,6	
Raffinage	8,9	10,0	9,8	9,4	8,7	10,0	12,2	13,2	8,9	9,0	9,4	
Electricité, Eau	91,0	96,5	106,7	112,6	116,6	115,4	117,9	123,3	125,6	133,7	143,0	
BTP	495,5	505,4	393,2	308,3	327,8	298,2	367,7	404,6	429,4	467,3	541,9	
Recherche, services pétroliers	881,4	849,6	926,6	1 061,2	1 104,5	911,2	1 464,8	1 670,3	1 445,7	1 503,8	1 566,9	
<b>Secteur tertiaire</b>	1 979,4	2 096,4	2 321,2	2 535,0	2 709,8	2 657,5	2 848,5	3 023,7	3 143,4	3 325,6	3 533,0	
Transports & Communications	476,1	515,8	753,4	869,1	1 028,7	1 134,2	1 252,7	1 318,7	1 391,5	1 451,3	1 536,5	
Transport	369,2	420,5	641,3	733,0	879,1	979,9	1 092,9	1 154,1	1 223,1	1 274,7	1 351,6	
Communications	106,8	95,3	112,1	136,1	149,7	154,3	159,8	164,6	168,4	176,6	185,0	
Services	934,3	990,3	976,3	1 010,0	1 053,5	923,4	989,9	1 056,2	1 078,2	1 142,9	1 210,3	
Commerce	440,8	448,7	444,2	507,8	526,9	498,5	515,4	553,1	563,8	606,0	646,8	
Services bancaires, assurances	232,3	247,7	254,6	282,6	279,3	285,9	306,1	317,0	350,7	367,0	382,6	
Services non marchands	1 339,5	1 368,6	1 376,5	1 317,4	1 291,5	1 300,1	1 311,0	1 326,6	1 350,1	1 419,0	1 488,5	
Education	182,7	189,6	190,0	184,9	183,6	184,9	187,1	190,1	193,1	207,2	221,4	
Santé	84,9	86,7	85,5	84,3	80,7	81,4	81,8	82,9	83,3	93,1	103,4	
Autres services non marchands	1 071,9	1 092,2	1 101,0	1 048,1	1 027,2	1 033,8	1 042,1	1 053,6	1 073,6	1 118,7	1 163,7	
<b>PIB au coût des facteurs</b>	7 782,7	7 625,3	8 095,4	8 776,9	9 264,4	8 223,8	10 288,3	12 249,5	11 555,8	11 963,1	11 967,8	
<b>DTI et TVA</b>	720,7	685,3	573,6	592,0	622,5	607,0	494,6	500,6	609,3	687,7	779,5	
<b>PIB au coût du marché</b>	8 503,5	8 310,6	8 669,0	9 368,9	9 886,9	8 830,8	10 782,8	12 750,1	12 165,2	12 650,8	12 747,4	

Répartition du PIB emploi en volume												
(En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	Historique										Projections	
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	
PIB total	5 347,1	5 458,9	5 484,7	5 530,6	5 747,5	5 641,9	5 724,7	5 898,6	6 042,9	6 263,2	6 492,4	
Pib pétrole	696,2	670,7	613,4	563,3	636,6	628,7	586,3	605,5	651,7	682,0	649,7	
Pib hors pétrole	4 650,9	4 788,2	4 871,3	4 967,3	5 110,9	5 013,1	5 138,4	5 293,1	5 391,1	5 581,2	5 842,6	
Importations totales	2 556,3	2 388,8	2 214,8	3 349,7	4 202,4	3 949,8	4 635,5	5 216,9	5 283,5	5 621,4	5 909,0	
Biens	2 255,9	2 080,5	1 523,1	1 507,0	1 826,7	1 666,2	1 625,9	2 210,9	2 435,6	2 673,7	2 913,8	
Consommations	394,2	384,1	392,9	406,2	435,4	436,4	477,8	511,5	519,5	547,8	576,2	
Equipements	1 204,5	1 059,6	692,4	548,3	783,6	693,1	576,7	1 019,7	1 080,8	1 212,4	1 351,3	
Intermédiaires	657,2	636,8	437,7	552,5	607,7	536,6	571,4	679,7	835,2	913,4	986,2	
Services	300,5	308,3	691,8	1 842,8	2 375,7	2 283,6	3 009,5	3 006,0	2 848,0	2 947,8	2 995,3	
Total des ressources	7 903,4	7 847,7	7 699,5	8 880,4	9 949,9	9 591,6	10 360,2	11 115,5	11 326,4	11 884,6	12 401,4	
Consommation totale	3 651,6	3 677,6	3 603,9	3 436,7	3 512,3	3 508,4	3 500,9	3 529,6	3 598,8	3 710,5	3 824,4	
Ménages	2 546,8	2 605,4	2 616,3	2 605,8	2 630,5	2 577,9	2 540,9	2 532,9	2 586,6	2 652,9	2 729,9	
Administrations	1 104,8	1 072,3	987,6	830,8	881,8	930,5	959,9	996,8	1 012,2	1 057,6	1 094,5	
Investissement total	1 932,7	1 917,5	1 766,1	3 082,5	3 745,7	3 121,4	3 517,2	3 812,2	4 048,4	4 229,9	4 376,5	
Formation brute de capital fixe	1 942,7	1 917,3	1 766,1	3 082,5	3 745,7	3 121,4	3 517,2	3 812,2	4 048,4	4 229,9	4 376,5	
Administration	453,6	407,3	162,2	341,2	289,6	226,8	230,7	231,3	251,3	277,6	311,5	
Secteur privé	1 489,1	1 510,0	1 603,9	2 741,4	3 456,1	2 894,6	3 286,4	3 580,9	3 797,1	3 952,3	4 065,0	
Pétrole	617,1	500,2	489,4	1 487,3	2 066,8	1 662,2	2 019,4	2 305,7	2 486,3	2 568,5	2 575,9	
Hors pétrole	872,0	1 009,8	1 114,5	1 254,1	1 389,3	1 232,3	1 267,1	1 275,1	1 310,7	1 383,8	1 489,1	
Variation des stocks	-10,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Exportations	2 319,0	2 252,6	2 329,6	2 361,2	2 691,8	2 961,9	3 342,1	3 773,6	3 679,2	3 944,1	4 200,4	
Biens	2 269,5	2 204,2	2 279,9	2 294,2	2 621,6	2 895,0	3 273,9	3 704,0	3 608,6	3 872,3	4 127,7	
Pétrole	1 505,5	1 439,3	1 291,0	1 108,0	1 183,7	1 169,4	1 069,8	1 094,0	1 253,6	1 306,0	1 250,4	
Hors pétrole	764,0	765,0	988,9	1 186,1	1 437,9	1 725,6	2 204,1	2 610,1	2 355,0	2 566,3	2 877,3	
Rentes	178,6	184,3	272,5	389,5	546,0	690,6	956,3	1 295,2	1 130,3	1 328,5	1 572,5	
Mines	301,8	264,1	391,7	408,0	477,3	629,1	703,0	781,7	718,3	738,7	787,0	
Bois transformé	281,1	313,6	321,4	385,0	411,0	402,3	541,2	529,3	503,2	495,7	514,2	
Autres produits (manufacturiers, manganèse métal et sillo-manganèse, etc.)	2,4	3,0	3,3	3,6	3,6	3,6	3,6	3,8	3,3	3,4	3,6	
Services	49,5	48,3	49,6	67,0	70,2	66,8	68,2	69,6	70,5	71,8	72,7	
Total des emplois	7 903,4	7 847,7	7 699,5	8 880,4	9 949,9	9 591,6	10 360,2	11 115,5	11 326,4	11 884,6	12 401,4	
Autres services non marchands	1 071,9	1 092,2	1 101,0	1 048,1	1 027,2	1 033,8	1 042,1	1 053,6	1 073,6	1 118,7	1 163,7	
PIB au coût des facteurs	7 782,7	7 625,3	8 095,4	8 776,9	9 264,4	8 223,8	10 288,3	12 249,5	11 555,8	11 963,1	11 967,8	
DTI et TVA	720,7	685,3	573,6	592,0	622,5	607,0	494,6	500,6	609,3	687,7	779,5	
PIB au coût du marché	8 503,5	8 310,6	8 669,0	9 368,9	9 886,9	8 830,8	10 782,8	12 750,1	12 165,2	12 650,8	12 747,4	



BADJIMBA

Mme. Laetitia Farelle NGANA MALANDA

Mme. Sandra MOULEMBA PALASHI

M. Gildas Romaric MATANGOYE

M. Euloge Bernadin LENGOUNGA

M. Brice YOUOMO

M. Georges Freddy MOUNANGA

M. Patrick Patrici NZUE EDOU

M. Jean Martin LIBAMA

M. Kevin Régis IDIEDIE BAMBEDA

M. Zéphirin EYAGUI

M. Kevin Jérôme YEMBIT MANDOUCKOU  
MANGALA

### **DIRECTION DES SYNTHESES ET DE LA PROMO- TION ECONOMIQUES (DSPE)**

Directeur : Mme. Juliette NZIENGUI ép.  
LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint : M. Patrick Renaud  
LOEMBA

#### **Chefs de Service**

Mme Sidonie YOSSANGOYE

M. Judicaël MBAGINGA BISSAOU

M. Kévin BOUNGOUNGOU

#### **Chargés d'Etudes**

Mme. Pauline LEMBOUMBA NGROUND

Mme Milène OMBAGAMBOUGA ép.  
N'GANGA

M. Michel ELLANG

M. Jean François ONDO



